



2015, année terroriste

Jérôme Fourquet
Alain Mergier

2015, année terroriste

La France sous la menace

Jérôme Fourquet
Alain Mergier

En mémoire de Cédric M. et David P.,
tombés au Bataclan
le 13 novembre 2015.

INTRODUCTION

Cet essai s'inscrit dans la continuité de l'ouvrage *Janvier 2015 : Le catalyseur*¹, que nous avons publié à la suite des attentats de janvier 2015. Deux aspects l'en différencient cependant.

Le premier concerne le point de départ de notre questionnement. Dans l'essai précédent, nous avons interrogé ce que produisait dans l'esprit du public la série d'événements constituée par les attentats de janvier 2015 et les grands rassemblements autour du slogan « Je suis Charlie ». Ces événements s'enchaînaient dans une séquence ramassée de quelques semaines. Pour donner sens à cette séquence, nous avons montré que le public plongeait dans sa mémoire pour la mettre en relation avec d'autres événements organisés en séries thématiques : la crise des banlieues, le terrorisme, l'épidémie djihadiste et la géopolitique de l'islam radical.

Dans le présent essai, notre interrogation porte certes sur les effets des attentats de novembre, mais les intègre plus globalement à une année entière d'événements liés au terrorisme de janvier 2015 à début 2016. La teneur événementielle de cette année, comme on le sait, est particulièrement riche dans ce domaine. Il s'est alors agi pour nous de comprendre comment le passage d'une présence sporadique à une présence permanente du terrorisme et l'apparition d'une nouvelle série d'attentats modifient les attitudes du public. Nous nous intéressons non pas seulement à l'impact d'un événement ou d'une série d'événements ponctuels, mais à celui d'un enchaînement événementiel se déroulant sur une année et qui aboutit à la série des attentats de novembre.

Des mêmes auteurs :

Le point de rupture. Enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires,
Fondation Jean-Jaurès, août 2011.

Janvier 2015 : Le catalyseur. La cristallisation d'une idéologie, Fondation Jean-Jaurès,
mai 2015.

1. Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *Janvier 2015 : Le catalyseur. La cristallisation d'une idéologie*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, mai 2015.

Dans les deux essais, nous nous interrogeons donc sur le rapport à l'actualité, mais dans deux temporalités différentes. En janvier 2015, les Français ont compris que des actes de guerre pouvaient désormais se dérouler en plein Paris. Ils ont subitement saisi la vulnérabilité de la société face au radicalisme violent. En novembre 2015, après une année durant laquelle l'actualité n'a cessé de les confronter à cette fragilité, après que les attentats du Bataclan et du Stade de France ont acté cette vulnérabilité, qu'en est-il de leur regard sur notre société ? Comment considèrent-ils l'islam ? Que devient l'attitude à l'égard des migrants ? Le rempart contre le basculement vers l'extrême droite, le racisme, la xénophobie, la fermeture sur soi, la remise en cause de l'Europe est-il à toute épreuve ?

La seconde différence entre nos deux ouvrages concerne le public que nous questionnons. Notre précédent essai était centré sur les milieux populaires, et plus particulièrement sur les personnes tentées par le vote Front national. Dans le présent essai, nous analysons certes *via* les sondages l'impact des événements sur l'ensemble de la population, mais nous nous tournons particulièrement vers des personnes de milieux favorisés, urbains : des cadres ou des professions libérales. Leurs orientations politiques ne vont pas aux extrêmes : ils ont voté Hollande ou Sarkozy au premier tour de la présidentielle de 2012.

Pourquoi ce choix méthodologique ? Les éléments d'étude dont nous disposons avant d'entreprendre cette enquête nous ont conduits à formuler deux hypothèses.

La première hypothèse est d'ordre électoral. De la suite d'événements liés au terrorisme islamique durant toute l'année 2015 et des attentats de janvier et de novembre 2015 résultent trois grandes logiques.

Certaines personnes étaient déjà tentées de se tourner vers le FN. Les attentats de janvier et ceux de novembre les ont confortées. Chez d'autres, le refus du Front national se manifeste de façon de moins en moins résolue. L'année 2015 et, *a fortiori*, les attentats de novembre leur

ont fait durcir le ton. Leur discours s'organise autour d'une priorité : agir « sérieusement », pour en finir avec le danger terroriste. Cette nécessité s'accompagne d'une acceptation, voire d'une demande d'une politique plus autoritaire. Lorsqu'ils ne basculent pas vers l'extrême droite, ils revendiquent leur attrait pour la droite de la droite, une droite décomplexée. Ces deux premières logiques sont claires. Dans *Janvier 2015 : Le catalyseur*, nous avons décrit la première suffisamment dans le détail, nous semble-t-il, pour pouvoir comprendre, par extension, la deuxième.

Reste la troisième logique. Elle concerne les personnes viscéralement opposées à tout basculement vers le Front national. Elles revendiquent la raison républicaine de façon explicite depuis janvier 2015, et encore plus fortement depuis les attaques du Bataclan, des terrasses et du Stade de France. Ce sont elles qui constituent la colonne vertébrale de la société française, mais aussi le principal rempart contre l'extrême droite que l'on a vu à l'œuvre lors des régionales. Certains sont de gauche ou, comme ils le formulent, de sensibilité ou de culture de gauche. D'autres se disent de droite, mais d'une droite modérée opposée à cette dérive vers l'extrême droite qui caractérise une partie des Républicains.

La question que nous abordons dans cet essai concerne la troisième logique. Le rempart que forment ces catégories est-il inébranlable ? Des fissures ne sont-elles pas déjà apparues ? Il s'agit notamment de trouver des éléments de réponse à cette question cruciale : le rempart tiendra-t-il face à une troisième série d'attentats aussi ou plus dévastateurs que celle de novembre ? Pour le savoir, il convient de faire porter le diagnostic sur les éléments *a priori* les plus solides du rempart. En effet, si même eux se mettent à vaciller, cela signifie que la stabilité générale de l'édifice républicain est en péril.

De là émerge notre seconde hypothèse. Même si elle est solidement ancrée parmi les cadres, les diplômés du supérieur et les professions libérales, la raison républicaine revendiquée est fortement mise à l'épreuve par la congruence de deux registres événementiels. Il s'agit du flux régulier et lancinant d'actes soit de faible échelle (attaque le 11 janvier 2016 d'un enseignant juif à Marseille, par exemple), soit

éloignés du territoire français (attaque de Ouagadougou le 15 janvier), d'une part ; et, d'autre part, des attaques d'envergure frappant la France sur son territoire (janvier et novembre).

Le premier registre mine *subrepticement* la croyance en la raison républicaine, alors que le second la met *frontalement* au défi. Il en résulte une situation paradoxale. Le terrorisme actuel suscite une spectaculaire réaction d'adhésion aux valeurs républicaines en même temps qu'il en fragilise l'évidence. La raison républicaine et la cohésion sociale sont tout à la fois revendiquées comme principes et atteintes dans leurs fondements.

Il convient donc d'examiner la structure de l'édifice et de vérifier si la puissance de l'impact ne l'a pas fragilisé en profondeur.

UN BRUIT DE FOND QUI DEVIENT ENTÊTANT

UNE ANNÉE PARTICULIÈRE

2015 : événements hétérogènes et consistance d'ensemble

Dans le mois qui a suivi, les attentats de janvier 2015 sont apparus comme une rupture ; une irruption de la violence. Les manifestations qui se sont déroulées sous la bannière « Je suis Charlie » visaient à refermer la plaie ouverte par ces attaques. Pour une partie au moins de la population, cela a fonctionné². « Je ne sais pas vraiment si j'y ai cru. Mais quand on a fait la marche à la Bastille, on avait le sentiment de faire face au terrorisme et de lui montrer qu'il avait perdu la bataille contre nous. Quand je dis nous, c'est les Français, le pays (9). »³

À partir de février, l'année déroule son chapelet d'événements qui atteste que le terrorisme couve toujours. L'après-janvier peu à peu change de sens, y compris pour les cadres et les professions libérales qui se sont mobilisés au moment de « Charlie ». C'est ce que nous avons constaté lors de notre enquête.

« Le problème, c'est que ça a continué, pas tous les jours mais après coup on a l'impression que ça n'a jamais vraiment disparu. Quand je repense à cette année, j'ai l'impression qu'il y avait tout le temps quelque chose qui se passait. Les médias n'ont pas arrêté avec ça. Je ne sais plus bien. Mais, par exemple, cette histoire du patron qui se

2. Excepté pour une bonne partie des milieux populaires, que le terrorisme renforce dans leur orientation vers le FN. Voir notre essai *Janvier 2015 : Le catalyseur. La cristallisation d'une idéologie*, op. cit.

3. Les numéros entre parenthèses placés à la fin des verbatims de cet essai renvoient aux descriptifs numérotés des personnes interrogées qui figurent en appendice.

fait couper la tête, et il y a tout ce que fait Daesh, les atrocités et la destruction des monuments historiques. Tout ça. Ce que je pense, c'est que ces gens sont capables de tout, du pire... S'ils sont capables du pire là-bas, ils le sont aussi ici (1). »

« Ce qui est très inquiétant, c'est que l'on voit progresser Daesh, et que rien ne semble pouvoir l'arrêter [...]. On nous dit qu'on intervient en bombardant et, en même temps, on apprend que les bombardements ce n'est pas suffisant, qu'il faudrait aller au sol. Et immédiatement, on ajoute que ce n'est pas possible d'y aller, que ça fera comme en Afghanistan... Bon, du coup, il faut bien conclure qu'il n'y a rien à faire (2). »

« Moi, ça m'inquiète plus que tout. Si Daesh ne peut pas être arrêté sur le terrain en Irak et en Syrie, ça veut dire qu'ils ont les moyens, y compris financiers, de lancer des attaques terroristes en France ou en Europe (3). »

Cette actualité particulièrement riche met en scène le double statut du djihad. D'un côté, Daesh apparaît au Moyen-Orient comme une armée quasi régulière⁴ engagée dans une guerre traditionnelle, avec prise de villes, occupation de sites, armement lourd, affrontement en face à face. D'un autre côté, il se manifeste dans une guerre dissymétrique. Daesh revendique, finance, organise des actions de plus ou moins grande envergure en France et ailleurs. De ce double statut résulte un schéma d'interprétation de tout événement et de toute information, des plus ténus aux plus spectaculaires. Des résultats d'une enquête sur la présence des islamistes radicalisés dans les entreprises aux révélations du départ de jeunes rejoignant la Syrie, jusqu'aux actions violentes d'individus isolés aux cris d'« Allah akbar », tout ramène à Daesh.

Le manque d'envergure de certains de ces faits ne les rend pas moins inquiétants. Ils produisent une inquiétude démultipliée par le lien qu'ils entretiennent avec une puissance guerrière que rien ne semble

4. La divulgation par un repentant d'un fichier de 22 000 recrues de l'EI a marqué les esprits. Dévoilant une masse d'informations allant du groupe sanguin aux aptitudes militaires, il montrait le degré d'organisation et de structuration quasiment étatique de Daesh.

pouvoir arrêter. La moindre information sur l'existence d'un converti dans un village breton fonctionne comme la synecdoque de la puissance mortifère de Daesh. La synecdoque – figure de rhétorique par laquelle la partie renvoie au tout – assure le lien entre les différents événements, petits ou grands.

Ce lien joue sur trois termes. Si le départ d'adolescents pour la Syrie est relié à la radicalisation islamiste au sein de la RATP, ce n'est pas parce qu'entre ces deux faits il existe un lien de nécessité ou de ressemblance. C'est parce qu'ils sont tous deux des parties d'un même tout, Daesh. À ce tout sont associées des notions comme la violence, l'inhumanité, l'invincibilité, qui rejaillissent sur le départ de jeunes convertis et sur les cas de radicalisation à la RATP.

À travers la synecdoque se nouent des liens entre les très nombreux événements de l'année 2015 se rattachant au djihadisme, et circulent des éléments de sens. Plus les mois passent, plus se développe l'idée que la progression de l'État islamique (EI) est inéluctable au Moyen-Orient, ce qui se traduit par l'idée d'une extension souterraine de la présence de Daesh en France.

« D'un côté, on voit l'État islamique s'installer et, d'un autre, on se rend compte avec les perquisitions, les enquêtes sur les réseaux, que Daesh s'est aussi installé chez nous, d'une autre façon, mais que les terroristes sont bel et bien là (4). »

Occupation de l'espace médiatique

« Cela dit, parfois je me demande si ce n'est pas à force d'en entendre tellement parler partout que l'on a le sentiment qu'ils sont partout. J'ai l'impression que pendant des mois, les gens, les médias n'ont fait que parler de Daesh, de l'EI, du djihad, de l'islam (5). »

Ces verbatims nous donnent des indications sur un autre aspect de la présence du danger terroriste. Daesh se manifeste dans deux espaces.

Le premier est physique. Ces actes ont un ancrage géographique, *ici* et *là-bas*. Cette géographie est d'emblée géopolitique.

Ce qui se passe ici, dans un village français, est en relation étroite avec ce qui se passe là-bas, en Irak, en Syrie. Nous l'avons dit, le village français est devenu la partie d'un tout territorial que l'État islamique cherche à conquérir. Les actes isolés sur le sol français ont un lien avec les actes guerriers au Moyen-Orient. Ils sont, synecdoque oblige, les métastases d'un mal qui dépasse toute frontière. L'autre espace où le terrorisme islamiste se déploie est médiatique.

« Il y a l'effet BFMTV et Twitter... Le média, quand il commence à s'emballer sur un sujet, on n'entend plus parler que de ça. Mais ce genre d'emballage, d'habitude, ça ne dure pas plus de quinze jours. Ensuite, on passe à autre chose. Avec ces histoires d'islamistes, c'est différent tout de même, c'est comme si l'emballage ne baissait pas, qu'il continuait (6). »

Il y a quelques années encore, nous « suivions l'actualité ». Cela exigeait de notre part un investissement, une attention soutenue. Aujourd'hui, on a plutôt le sentiment d'être poursuivi, et même enveloppé par elle. Cela prend une teneur particulière durant cette année 2015. Dans la masse d'événements qui tissent jour après jour l'actualité se dessine, insistante et consistante, la figure du terrorisme islamiste. Elle se connecte à la question des migrants qui déferlent en l'Europe et en infléchit le sens. Elle rencontre les ruptures de confiance dans les institutions, dans les organisations, dans les acteurs politiques et donne un second souffle à la défiance. Elle percute l'Europe et la fait chanceler. Elle bouscule les camps politiques. Le terrorisme islamiste envahit l'espace événementiel. Daesh occupe, au sens militaire du terme, l'espace médiatique.

On assiste ainsi à un redoublement. La façon dont les réseaux du terrorisme s'étendent dans la société française et au-delà de ses frontières se retrouve dans la manière dont les informations liées à ces actions se déploient dans l'espace médiatique. Le terrorisme agit dans l'espace physique et dans l'espace médiatique selon des modalités proches.

Gageons que ce double mouvement n'est pas un hasard. Le terrorisme de l'État islamique a parfaitement intégré la dimension médiatico-technologique des sociétés démocratiques occidentales⁵.

On peut même dire que l'EI a envahi en partie notre espace mental. C'est un des aspects essentiels que nous allons développer. Il perturbe en profondeur des valeurs de notre société aussi fondamentales que l'ouverture, la tolérance ou des principes comme la laïcité, la solidarité. Il nous *prend la tête*, littéralement. Nous entendons ici *prise de tête* comme on parle de la prise de la Bastille. L'EI occupe notre esprit⁶. À force d'y penser continûment, notre façon de penser s'en trouve altérée. C'est l'exploration de cette altération qui a motivé la réalisation de cet essai.

Cette occupation de l'actualité par Daesh introduit un sens supplémentaire à l'action terroriste : l'impression pour le public que 2015 fut marqué par une permanence du terrorisme.

Bruit de fond

C'est en effet le bruit de fond de notre société qui est affecté par le terrorisme. Ce qui constitue le bruit de fond de nos vies quotidiennes, ce n'est pas un fond sonore sur lequel se détache la réalité de notre société, une vague ambiance : c'est ce qui se perçoit de la substance d'une société⁷. C'est à l'écrivain américain Don DeLillo que nous devons cette notion centrale. Son roman publié en 1985 sous le titre *White Noise – Bruits de fond* en français – décrit la vie d'une famille américaine à travers cet ensemble de signes qui émanent d'une petite

5. Selon différents experts, pas moins de 40 000 comptes Twitter dans le monde seraient affiliés ou rattachés à la galaxie Daesh.

6. Une anecdote parmi tant d'autres illustre le caractère obnubilant de cette actualité. À un journaliste du *Monde* qui, dans le cadre d'un article sur les régionales, l'interrogeait sur son identité, une habitante de la populaire ville de Liévin répondit : « Écrivez Ben Laden. Ou djihadiste, comme vous voulez. » À la place de sa véritable identité, le mot qui lui vient spontanément à l'esprit est « djihadiste » (« Liévin : bastion socialiste en perdition », *Le Monde*, 09/12/2015).

7. Nous avions déjà approché cette notion de *bruit de fond* dans notre essai *Janvier 2015 : Le catalyseur*, *op. cit.*

ville : bruit des voitures, des supermarchés, de la messe à la télévision, des appareils ménagers, des noms de marques, de la publicité... Ce bruissement est la matière même du quotidien. Un jour, cette réalité est submergée par un autre bruit. Un nuage toxique s'élève et envahit dans le même temps le ciel et les ondes radio. Il envahit les esprits. Il fait basculer la vie des habitants de cette petite ville.

Il en va de même pour cette année 2015. Le terrorisme envahit le bruit de fond de nos vies, et c'est la matière de la vie quotidienne qui est modifiée. Cela n'aurait pas été le cas si les événements liés à Daesh avaient été moins fréquents. Mais ils ont fusé à jet continu, comme nous allons le voir, ne nous laissant aucun répit. Les Français sont alors obligés de les intégrer à leur façon de vivre et de penser.

« C'est très préoccupant dès que je commence à y réfléchir. Je dois dire qu'à un moment je tourne un peu en rond car je ne vois pas bien les solutions, tant tout cela est installé depuis longtemps en France et l'on n'a rien vu ou voulu voir. Parfois je pense que c'est trop tard. Je veux dire que, pour arriver à trouver une solution à ce genre de terrorisme, il va falloir repenser les choses de fond en comble (2). »

Pour cette personne interrogée, penser en fonction du terrorisme, c'est en arriver à reconsidérer sa façon de voir la société, ses principes, ses valeurs.

Une journée particulière, chef-d'œuvre d'Ettore Scola sorti en 1977, nous permet de mieux comprendre les propriétés quasiment physiques de cet envahissement. Le film se déroule en 1938, lors d'une visite que Hitler rend à Mussolini. Les habitants de Rome vont en masse assister à l'événement. Le film a pour cadre un appartement romain où seules trois personnes demeurent. La gardienne, fanatique du Duce, fait résonner tout l'immeuble de la retransmission des cérémonies. Ce bruissement sinistre du fascisme triomphant envahit l'espace et le temps de l'improbable et fugace rencontre entre deux autres personnes restées chez elles : Sophia Loren en mère de famille exemplaire de l'Italie mussolinienne et Marcello Mastroianni interprétant un journaliste que

son homosexualité voue à la déportation. Le bruit de fond du film saturé des sonorités du fascisme crée une passerelle entre l'histoire subjective et l'histoire collective. Un drame sentimental sur l'impossible rencontre entre deux êtres devient une tragédie politique⁸.

Puzzle et enquête

Lorsque nous considérerons, comme nous allons le faire plus loin, le déroulement de l'année, il conviendra d'avoir à l'esprit cette place du bruit de fond dans le processus de construction du sens de l'actualité.

Dans les entretiens réalisés, personne ne s'est montré capable de restituer la longue liste d'événements de l'année 2015. Pour autant, ces événements ne s'effacent pas dès qu'ils ont perdu leur actualité. Ils laissent des traces, et ces traces forment comme un puzzle. Le public a en mémoire une grande réserve de pièces de ce puzzle. Lorsqu'une personne se questionne sur Daesh, le terrorisme, l'islam radicalisé, voire, comme nous l'évoquerons plus loin, sur la « vraie » nature de l'islam, elle tente d'assembler les pièces de ce puzzle et de les faire *tenir ensemble*⁹ pour résoudre l'énigme de l'actualité.

L'attention portée aux indices, à la consistance d'ensemble, aussi bien que la remise en cause de cette consistance pour en faire émerger une autre lorsqu'un nouvel événement survient : ce processus n'est pas sans rappeler l'activité du héros de Conan Doyle, Sherlock Holmes. Face aux flux d'événements liés à Daesh et à l'islamisme, le rapport du public à l'actualité s'apparente à une enquête. C'est cette enquête que nous allons reconstituer, avec ses doutes, ses aléas, ses incertitudes, ses malaises, après avoir, dans les pages qui suivent, « renseigné le dossier de l'année 2015 ».

8. Le film d'Ettore Scola opère une seconde clarification. Elle tient à l'intimité comme espace de résistance. Nous reviendrons dans la dernière partie sur cette question à propos d'une figure très politique de l'intime, le for intérieur.

9. Nous retrouvons ici la notion de « consistance » au sens étymologique : *con-* (latin) : « avec », et *sistere* (latin) : « être, se tenir debout ».

Nous présenterons ainsi dans le détail les nombreuses pièces du puzzle fournies par une actualité particulièrement dense et nous analyserons comment les médias en ont rendu compte. Au fil de ce travail, nous verrons en effet apparaître toute une série d'images-forces et de concepts qui reviennent régulièrement dans les commentaires et analyses des journalistes et des experts. Ils ont façonné les représentations collectives sur ce sujet et lui ont donné une dimension extrêmement anxiogène. Comme nous allons le voir, le développement de la menace djihadiste et la radicalisation islamiste ont ainsi été encodés dans une grille de lecture structurée autour des représentations et thématiques suivantes qui reviennent en boucle :

- le terreau et le bouillon de culture ;
- la prolifération et la dissémination tous azimuts ;
- la contagion et la propagation ;
- la porosité (des frontières, des différents milieux sociaux) et l'infiltration ;
- la dimension réticulaire avec tous les signifiants associés : un réseau est souvent souterrain, étendu, ramifié, connecté, méticuleusement organisé, dangereux, difficile à pénétrer et à cerner ;
- la minimisation puis la reconnaissance par les responsables publics et privés, sous la pression des événements, de l'étendue et de la gravité du phénomène ;
- la perte de contrôle et le débordement des pouvoirs publics, qu'il s'agisse du contrôle des frontières et de certains quartiers ou de la maîtrise des flux migratoires, ou encore du suivi des filières djihadistes en croissance exponentielle.

Nous observerons également, *via* les sondages, comment l'opinion a réagi à cette actualité et à son traitement médiatique au cours de cette longue année terroriste qui a profondément marqué la société française.

DU 7 JANVIER AU 12 NOVEMBRE

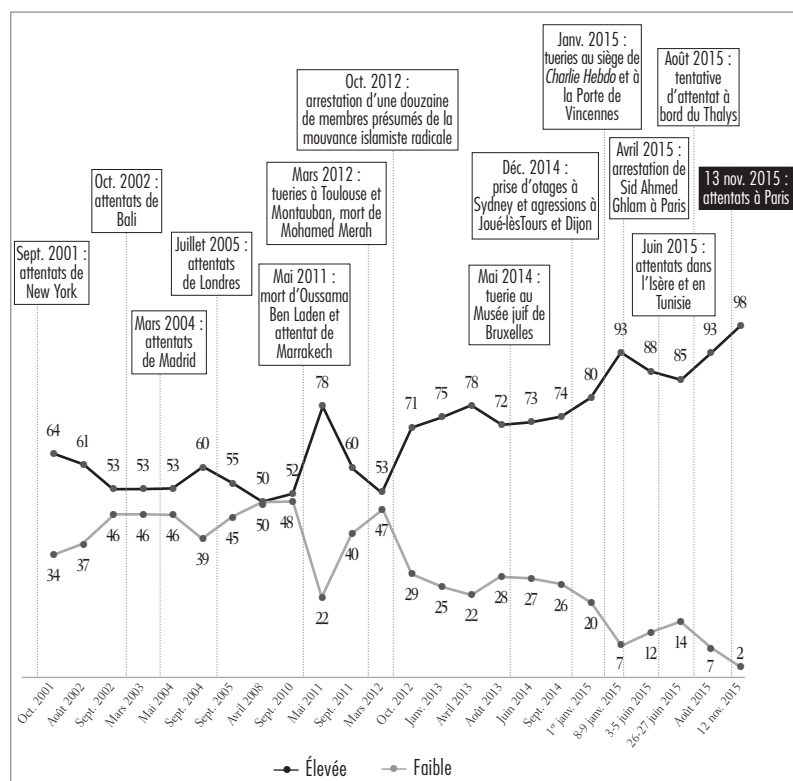
De nombreux événements avant-coureurs en France

Les attentats du 13 novembre n'ont pas retenti comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Les attaques contre la rédaction de *Charlie Hebdo* et contre l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes en janvier avaient déjà très fortement marqué les esprits. Même avant cela, de plus en plus de Français percevaient la montée de la menace terroriste. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les données du baromètre Ifop sur la perception de la menace terroriste montrent que la diffusion de ce ressenti date non pas de l'affaire Merah en mars 2012, mais débute quelques mois plus tard, en octobre 2012, au moment du démantèlement de la cellule dite de Cannes-Torcy.

De septembre 2001 à septembre 2011, entre 50 % et 60 % des Français jugent la menace terroriste « très » ou « assez élevée ». Cette période est scandée par des attentats islamistes dans des villes assez proches (Madrid en mars 2004 ou Londres en juillet 2005) et dans d'autres très éloignées (Bali en octobre 2002). Si la menace est envisagée, elle demeure virtuelle, le territoire national étant épargné. C'est la concomitance en mai 2011 de la mort d'Oussama Ben Laden au cours d'un raid des forces spéciales américaines (événement laissant craindre des représailles anti-occidentales de la part d'Al-Qaïda) et de l'attentat de Marrakech en avril 2011, où des touristes français sont tués (ces morts rendant plus concrète la menace pesant sur la France) qui provoque une hausse sensible de l'inquiétude face au risque d'attentats. C'est ce que montre le graphique page suivante.

L'évaluation de la menace terroriste en France depuis octobre 2001 en pourcentages

Question : comment évaluez-vous la menace terroriste dans notre pays aujourd'hui ? Diriez-vous qu'elle est très élevée, plutôt élevée, plutôt faible ou très faible ?



Source : données Ifop.

Cette poussée de fièvre subite retombe quelques mois plus tard. Si 78 % des Français perçoivent une menace élevée en mai 2011, ils ne sont plus que 60 % en septembre 2011, pour descendre à 53 % seulement en mars 2012 après les forfaits de Merah. En octobre 2012, cette perception gagne à nouveau du terrain. À la suite du démantèlement de la cellule dite de Cannes-Torcy, 71 % des Français jugent la menace terroriste importante, soit une hausse de 18 points en sept mois seulement.

Quand on place en regard le bilan des attaques de Mohamed Merah et celui du groupe de Louis-Sidney, et l'impact de ces actions dans l'opinion, on se trouve face à une situation paradoxale. Les actes de Merah se sont en effet avérés beaucoup plus meurtriers (sept morts dont des enfants abattus dans une cour d'école). Or c'est la mise hors d'état de nuire de la bande de Cannes-Torcy (avec seulement un blessé léger à son actif) qui a provoqué le plus d'inquiétude dans l'opinion.

Cette contradiction apparente s'explique selon nous de la manière suivante. Pour horribles que soient les crimes de Merah, ils ont alors été analysés comme les actes d'un « loup solitaire », même s'il se réclamait de l'islamisme. L'affaire Merah n'a donc pas dans un premier temps été considérée comme relevant du terrorisme classique. Dans le cas de la cellule de Cannes-Torcy, ses douze membres ont été interpellés dans plusieurs villes de France. L'existence d'un groupe organisé, réparti en plusieurs points du territoire, semble apparaître comme un élément décisif dans l'évaluation de la réalité d'une menace terroriste, plus que le nombre de victimes.

À partir de ce point d'inflexion observé en octobre 2012, la crainte ne va plus se dissiper, entretenue par différents événements en France et dans le monde. En avril 2013, ce sont les attentats de Boston. En mai 2013, dans le quartier de La Défense, un soldat patrouillant dans le cadre du plan Vigipirate est attaqué au cutter par un homme portant la barbe et la djellaba. En mai 2014, au Musée juif de Bruxelles, Mehdi Nemmouche assassine plusieurs personnes à la kalachnikov, avant de se faire interpellé à Marseille lors d'un contrôle dans un autocar. En décembre 2014, un homme attaque le commissariat de Joué-lès-Tours armé d'un couteau en criant « Allah akbar ». À Dijon, un individu fonce dans la foule au volant de son véhicule. Le même jour, une prise d'otages à Sydney fait plusieurs victimes.

Ainsi, quelques jours avant « Charlie », 80 % des Français, soit la proportion la plus élevée jamais enregistrée depuis 2001, jugent la menace terroriste forte dans notre pays. Quelques jours plus tard, les frères Kouachi et Amedy Coulibaly passent à l'action. L'inquiétude

se propage encore, 93 % des personnes estimant la menace « très » ou « assez élevée ». Surtout, elle a gagné en intensité : 49 % de réponses « très élevée » contre seulement 18 % quelques jours auparavant.

Cette litanie ne s'est hélas pas interrompue. Le 3 février 2015 à Nice, des militaires en faction devant un centre communautaire juif sont agressés au cutter par un petit délinquant radicalisé passé par la Turquie. En avril 2015, Sid Ahmed Ghلام est arrêté à Paris en possession d'armes de guerre après avoir tué une jeune femme et alors qu'il projetait d'attaquer des églises à Villejuif. Deux mois plus tard, en juin 2015, c'est l'attentat de Sousse en Tunisie¹⁰, mais aussi l'attaque d'un site chimique classé Seveso – donc caractérisé par des risques d'accident majeurs – à Saint-Quentin-Fallavier en Isère, au cours de laquelle Yassin Salhi décapite son employeur. Un mois plus tard, en juillet 2015, François Hollande annonce, en marge des festivités du 14 juillet, qu'un groupe de trois jeunes radicalisés sur Internet a été interpellé alors qu'il envisageait d'attaquer un site militaire dans les Pyrénées-Orientales. En août 2015, Ayoub el Khazzani tente de faire un carnage dans le train Thalys Amsterdam-Paris. Le bilan est de 2 blessés.

À ce stade, 93 % de nos concitoyens estiment la menace terroriste élevée (dont 41 % « très élevée »). Le gouvernement ne cherche d'ailleurs pas à dissimuler la gravité de la situation. À plusieurs reprises, le Premier ministre ou le ministre de l'Intérieur déclarent que la question n'est pas de savoir si un nouvel attentat sera commis, mais quand. Le 1^{er} octobre, le médiatique et très respecté juge Trévidic donne à *Paris Match* une interview très alarmiste mais hélas prémonitoire. Ses propos rencontrent un large écho, non tant en raison de la large diffusion de *Paris Match*, qui demeure le magazine le plus lu en France, mais aussi et surtout en raison de leur teneur. Nous en reproduisons ici les passages les plus marquants et rétrospectivement les plus prémonitoires :

« La menace est à un niveau maximal, jamais atteint jusqu'alors. [...] Les jours les plus sombres sont devant nous. La vraie guerre que l'EI

entend porter sur notre sol n'a pas encore commencé. [...] Si cela leur paraît trop compliqué de s'en prendre à un objectif sous surveillance, ils en trouveront un autre. Un cinéma, un centre commercial, un rassemblement populaire. [...] L'idée que nous soyons un jour confrontés à une ou plusieurs campagnes d'attentats majeurs ne peut être écartée. Ceux qui nous attaquent veulent nous faire le plus de mal possible. Et le faire dans la durée. Ils s'y préparent. Les Français vont devoir s'habituer non pas à la menace des attentats, mais à la réalité des attentats qui vont à mes yeux inmanquablement survenir. Il ne faut pas se voiler la face. Nous sommes désormais dans l'œil du cyclone. Le pire est devant nous¹¹. »

Le 29 octobre, on apprend qu'un Français d'origine maghrébine a été interpellé à Toulon après avoir reçu un colis contenant des cagoules et un poignard dont il comptait se servir pour tuer des militaires à l'entrée de l'arsenal de la ville. Et, le 13 novembre, des commandos passent à l'action à Paris et au Stade de France à Saint-Denis, avec un bilan total de 130 morts et plus de 350 blessés.

À l'étranger, des attentats encore plus dévastateurs

Si la France a été durement touchée les 7 et 9 janvier 2015, le terrorisme djihadiste s'est révélé bien plus destructeur dans de nombreux pays. Signe de l'implantation naissante de Daesh en Libye, le 27 janvier, une voiture piégée explose à Tripoli devant un hôtel fréquenté par les Occidentaux. Les 14 et 15 février, soit un mois à peine après « Charlie », c'est Copenhague qui est victime d'une double fusillade. Symboliquement, l'une a pour cible un bâtiment abritant une conférence-débat sur les caricatures de *Charlie Hebdo* et la liberté de la presse.

Un mois après, le 18 mars, un commando djihadiste frappe la Tunisie, autre symbole puisque la révolution y a permis l'instauration de

10. Ce pays a déjà été frappé en mars lors de l'attaque du musée du Bardo à Tunis, événement qui a eu un fort écho en France.

11. Marc Trévidic, « On manque d'hommes pour neutraliser les terroristes », *Paris Match*, 1^{er} octobre 2015.

la démocratie. Le musée du Bardo à Tunis et ses touristes sont pris pour cible. Le 26 juin, les touristes sont de nouveau visés en Tunisie. Un jeune homme fait un carnage sur une plage de Sousse. Le même jour, une bombe explose devant une mosquée chiite à Koweït City. Le 16 juillet, un tireur isolé fait feu sur des militaires américains à Chattanooga dans le Tennessee. Quatre jours après, un premier attentat suicide est commis en Turquie, à Suruç, lors d'un meeting de militants prokurdes. Le 10 octobre, deux kamikazes se font sauter dans une autre manifestation kurde à Ankara. Trois semaines après, le 31 octobre, un attentat à la bombe détruit un avion de ligne russe au-dessus du Sinaï. Le 12 novembre, soit la veille des attentats de Paris, une bombe explose dans les quartiers chiites de Beyrouth, faisant plusieurs dizaines de morts.

Cette succession ininterrompue d'attentats scande l'actualité durant toute cette période et maintient l'inquiétude dans la société française.

La chute de Ramadi et de Palmyre : Daesh gagne du terrain

En parallèle, durant ces mêmes mois, Daesh s'est montré très offensif sur le front irako-syrien. L'organisation d'Al Baghdadi avait essuyé un échec devant Kobané en janvier 2015 et s'était fait déloger de Tikrit, ville natale de Saddam Hussein, au début du mois d'avril. Mais, fidèle à sa tactique consistant à ouvrir de nouveaux fronts pour faire diversion, et à lancer des attaques-surprises, elle est passée à l'offensive à la mi-mai sur deux fronts. Elle s'est d'abord emparée de la ville de Ramadi, capitale de la province d'Al-Anbar à l'ouest de l'Irak. Puis, quelques jours après, au terme de violents combats contre les troupes de Bachar Al-Assad, elle a pris Palmyre.

Ces deux victoires militaires contre des troupes régulières ont marqué les esprits et sont venues renforcer l'image d'une organisation en pleine expansion. À la suite de cette victoire, et pour alimenter sa propagande et frapper les esprits, notamment en Occident, l'organisation a mis en scène l'exécution de plusieurs dizaines de prisonniers dans l'amphithéâtre antique de Palmyre. Elle a également dynamité des vestiges

et des monuments classés au patrimoine de l'humanité, ce qui a soulevé l'indignation¹².

Dans le même registre, à la fin du mois de juin, pour cultiver l'effroi suscité, Daesh a publié des vidéos montrant des mises à mort de prisonniers de plus en plus violentes et abjectes. On y voyait notamment des individus enfermés dans une cage noyés dans une piscine, des groupes de prisonniers décapités à l'aide d'un câble explosif ou exécutés au lance-roquettes.

La montée en puissance militaire de Daesh, sa barbarie croissante et la menace terroriste toujours plus prégnante au plan national et international, tel est le climat enveloppant l'opinion publique française à la veille du 13 novembre.

LE 13 NOVEMBRE

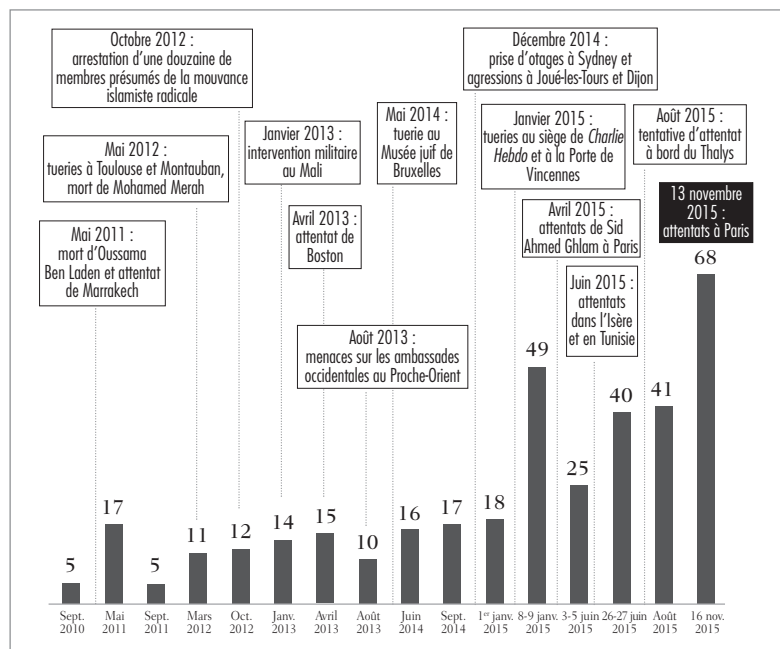
Choc dans l'opinion publique

Ainsi mis en condition, le public redoute de nouvelles attaques. Toutefois, par leur ampleur, leur coordination, les armes utilisées (des kalachnikovs, mais également des ceintures explosives) et le nombre de victimes, celles qui sont advenues ont eu sur lui un impact sans précédent. 98% des interviewés à la suite des attentats du 13 novembre jugent la menace terroriste « élevée », dont 68 % « très élevée », soit, sur cet item le plus intense, 27 points de plus qu'après l'attaque du Thalys et 19 points de plus qu'au lendemain de « Charlie ».

12. En mars 2016, Palmyre est reprise par les troupes syriennes avec le soutien de l'aviation russe.

Évaluation de la menace terroriste en France depuis 2001

Pourcentage de réponses : « La menace est très élevée »



Source : baromètre Ifop sur la menace terroriste.

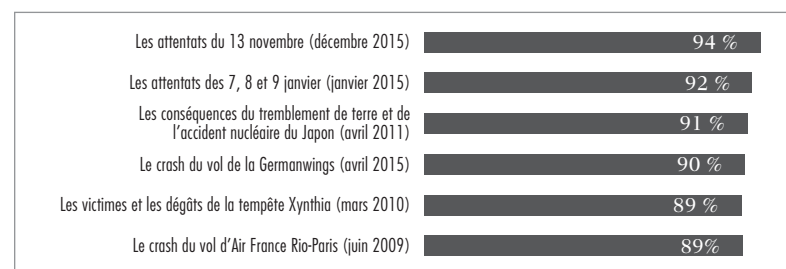
Ces attentats n'ont certes frappé que Paris et sa proche banlieue. Mais, du fait que les cibles visées n'étaient pas des groupes identifiés, contrairement au cas de « Charlie », et au vu du nombre très élevé de morts et de blessés, c'est l'ensemble du pays qui s'est senti attaqué. La prégnance de la menace a en effet été aussi fortement ressentie dans les communes rurales (66 % de réponses « très élevée ») que dans les communes urbaines de province (68 %) ou dans l'agglomération parisienne (69 %)¹³. On ne note pas davantage de différence de perception entre les générations (68 % parmi les moins de 35 ans contre 63 % chez les 65 ans et plus) ou selon

13. Les propos de maires de petites communes croisés par les journalistes du *Monde* au Salon de l'Association des maires de France (AMF) le 18 novembre 2015 illustrent bien l'impact des attentats dans les communes rurales. Maire de Sarragachies dans le Gers, Rolland Daste déclare : « Dans nos campagnes, les gens sont meurtris. Certes, ils ne se sentent pas directement menacés. Paris, c'est loin ! Mais on a vu des bougies allumées et les gens sont venus nombreux à la minute de silence organisée par la Mairie », in « Au bar du village, on ne parle que de ça », *Le Monde*, 20/11/2015.

les milieux sociaux (67 % chez les CSP+ contre 66 % dans les classes moyennes et 69 % parmi les catégories populaires). Des écarts apparaissent en revanche selon les sensibilités politiques. Les électeurs de Nicolas Sarkozy et de Marine Le Pen perçoivent davantage la menace que ceux de François Hollande ou de Jean-Luc Mélenchon.

La stupeur a donc saisi l'ensemble de la société avec une puissance inégalée. Un sondage mensuel dans le cadre du Tableau de bord politique Ifop-Fiducial pour *Paris Match* et Sud Radio est à cet égard éloquent. Une fois par mois, les enquêteurs de l'Ifop interrogent des Français sur les sujets d'actualité qui ont animé leurs conversations avec leurs proches. Alors qu'une douzaine de sujets sont testés chaque mois, on constate que, sur la période 2007-2015 – ce qui représente plus de 1 000 items testés au total –, ce sont les attentats de novembre qui ont le plus fait parler d'eux, suivis de près par ceux de janvier.

Les sujets qui ont été le plus évoqués par les Français entre 2007-2015 dans leurs conversations avec leurs proches dans les semaines précédant l'enquête



Source : tableau de bord politique Ifop-Fiducial.

L'histogramme ci-dessus montre que les catastrophes naturelles ou les crashes aériens sont des sujets de conversation majeurs en famille ou au travail. Mais on voit que les attentats de 2015 les ont dépassés.

D'autres événements se raccrochant à la thématique de la menace djihadiste figurent aussi à des niveaux très élevés dans le palmarès. En avril 2012, 81 % des Français ont évoqué avec leurs proches la mort de Mohamed Merah, l'auteur des fusillades de Montauban et

Toulouse. En octobre 2014, 84 % ont parlé de l'assassinat de l'otage français Hervé Gourdel en Algérie par un groupe islamiste se revendiquant de Daesh. Et, plus récemment, en juillet 2015, les attentats islamistes en Tunisie et au Koweït ont fait l'objet de discussions chez 79 % des interviewés, et celui de Saint-Quentin-Fallavier, chez pas moins de 75 %.

Enfin et surtout, en décembre 2015, les huit sujets les plus abordés sur une liste de quinze items proposés – après les attentats de Paris qui occupent la première place – renvoient tous plus ou moins directement au terrorisme islamiste et à la situation en Syrie¹⁴.

Les conversations des Français en décembre 2015

Question : pour chacun des sujets suivants, dites-moi s'il a animé cette semaine vos conversations avec vos proches, chez vous ou au travail ?

	Oui	Non
Les attentats du 13 novembre 2015 à Saint-Denis et à Paris	94%	6%
L'opération policière du 18 novembre 2015 à Saint-Denis	81%	19%
La proclamation de l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire national	80%	20%
L'hommage national aux victimes des attentats du 13 novembre aux Invalides à Paris	76%	24%
L'alerte attentat déclenchée par les autorités belges à Bruxelles	75%	25%
La prise d'otages dans un hôtel à Bamako au Mali	64%	36%
La situation politique en Irak et en Syrie	61%	39%
Les tensions entre la Russie et la Turquie après la destruction d'un avion de chasse russe par l'armée turque	60%	40%
L'attentat dans un bus à Tunis en Tunisie	53%	47%
L'organisation de la conférence COP21 sur le changement climatique à Paris en décembre	51%	49%
La hausse du chômage en octobre	49%	51%
Le discours de François Hollande devant les parlementaires à Versailles	36%	64%
La mise en cause du joueur de football Karim Benzema dans le cadre d'une affaire de chantage	33%	67%
La campagne pour les élections régionales du 6 et 13 décembre 2015	32%	68%
La sortie au cinéma de <i>Star Wars : Le Réveil de la Force</i>	19%	81%

14. En avril 2012, c'est la mort de Mohamed Merah qui figure en tête des sujets abordés. En octobre 2014, c'est l'assassinat d'Hervé Gourdel. Et, en juillet 2015, les attentats de Tunisie et de Saint-Quentin-Fallavier se placent en troisième position, devancés par un sujet lié à la météo – la canicule en France –, thématique traditionnellement en tête des conversations des Français.

Ainsi, ces événements ont non seulement saturé les médias¹⁵, mais ils ont envahi les conversations des Français. Ils leur ont littéralement *pris la tête*, pour reprendre l'expression que nous avons explicitée plus haut, à tel point qu'à une semaine du premier tour, la campagne des élections régionales n'a animé les conversations que d'un Français sur trois.

Dans ce contexte, l'inquiétude est encore palpable plusieurs semaines après les événements. Les répliques des attentats, auxquelles le gouvernement a déclaré se préparer, sont redoutées tant par les médias que par la population. Signe de ce climat d'anxiété extrême, dès qu'un fait divers se produit, on se demande immédiatement s'il n'est pas la suite de la longue série des attaques qui se sont déjà produites.

Ainsi, quand, le 24 novembre 2015, des malfaiteurs lourdement armés prennent en otage la famille d'un banquier à Roubaix, on évoque tout de suite l'hypothèse d'un commando islamiste – sans doute aussi en raison de la proximité de Roubaix avec la Belgique, point de départ des commandos du 13 novembre. Les mêmes interrogations ressurgissent le 2 décembre au matin, quand un couple de quadragénaires est abattu devant sa maison dans un quartier résidentiel d'Agen. Ni le lieu, ni la cible ne plaident objectivement pour un acte terroriste. Il s'avère d'ailleurs rapidement que les mobiles de l'auteur de ce double meurtre sont d'ordre personnel. Mais l'idée selon laquelle des individus isolés ou des groupes d'islamistes radicalisés pourraient frapper à l'aveugle, à tout moment et en tout point du territoire, s'est puissamment ancrée dans les esprits.

Un autre symptôme de cet état d'esprit est l'emballement médiatique autour de l'affaire d'un instituteur d'Aubervilliers. Le 14 décembre, ce dernier déclare avoir été agressé par des individus se réclamant de Daesh. Il avoue quelques heures plus tard avoir inventé l'histoire de toutes pièces.

15. Ces derniers ont été très suivis durant cette période. Le 22 novembre, pas moins de 3 millions de téléspectateurs regardent les reportages de *Zone interdite* et d'*Enquête exclusive*.

La France bascule dans la guerre

Les attaques du 13 novembre ont produit un autre effet psychologique extrêmement puissant. Au lendemain des attentats, une large majorité de Français (59 %) considère que notre pays a basculé dans une situation de guerre¹⁶.

Très peu d'événements sont capables de changer la donne aussi subitement. Pourtant, aucun État officiellement reconnu n'a déclaré la guerre à la France, la mobilisation générale n'a pas été décrétée et la situation concrète des Français n'est pas comparable à celle que notre pays a connue en 1914 ou en 1939. Mais les déclarations du président de la République immédiatement après les attentats et la posture du gouvernement durant toute cette période ont participé à l'installation de cette idée.

Dès le 13 novembre au soir, François Hollande parle d'« *actes de guerre*, perpétrés par une *armée* de terroristes, pilotés depuis la Syrie, préparés et organisés avec une logistique européenne et avec des complicités en France¹⁷ ». Deux jours plus tard, il présente ainsi les bombardements sur Rakka en Syrie qu'il a ordonnés : « Ils traduisent notre volonté et notre détermination de répondre de façon impitoyable à l'attaque de vendredi » et revient sur « la nécessité de frapper cette *armée* terroriste qui se déploie depuis la Syrie ». Lors de ce discours devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles le 16 novembre, il emploie de nouveau le mot « guerre » à plus d'une dizaine de reprises et tient des propos extrêmement fermes : « Nous devons être impitoyables » et « Il n'y aura aucune trêve. »

Invité du « Grand Rendez-Vous » d'Europe 1 – I-Télé – *Le Monde* le 22 novembre, le ministre de la Défense emploie le même registre : « L'objectif, c'est d'*anéantir* l'État islamique globalement. » Une solution politique en Syrie « passe par l'*éradication* de l'État islamique ».

16. Sondage Ifop pour *Le Figaro* et RTL réalisé par Internet le 16 novembre 2015 auprès d'un échantillon national représentatif de 910 personnes.

17. Ici et dans les citations suivantes, c'est nous qui soulignons.

Cité dans *Le Monde* du 17 novembre, le Premier ministre déclare quant à lui : « Ce qui vient de se passer est différent, il apparaît que cet attentat a été clairement organisé et planifié depuis la Syrie. Il y a désormais des éléments suffisamment explicites. » Il perçoit dans l'opinion une prise de conscience nouvelle : « Les Français avaient-ils l'impression d'être en guerre ? Je n'en suis pas sûr. »

La proclamation de l'état d'urgence, dispositif datant de 1955 et de la guerre d'Algérie ; le déploiement immédiat de milliers de militaires supplémentaires dans les rues et les lieux sensibles en plus de ceux déjà présents dans le cadre du dispositif Vigipirate ; le recours récurrent à l'expression « union sacrée », née lors de la Première Guerre mondiale ; l'annonce enfin d'une intensification des opérations aériennes contre les forces et les installations de Daesh en Syrie ; tous ces actes ont également matérialisé et signifié l'entrée du pays dans une situation de guerre.

Cette idée a également été très puissamment véhiculée par la quasi-totalité des médias :

- Le 16 novembre, *Les Échos* titrent sur toute la largeur de leur première page (une exception pour ce journal) : « Dans la guerre », avec en illustration un drapeau tricolore flottant au-dessus de l'Élysée.
- La une du *Figaro* du 17 novembre est intitulée : « Contre Daesh, la France lance l'offensive sur tous les fronts ». En illustration, des avions Rafale et des hommes du Raid.
- Le même jour, *Le Monde* affiche « La France en état d'urgence », avec une grande photo de parachutistes en armes patrouillant au pied de la Tour Eiffel.
- En première page des *Échos*, le 18 novembre, on peut voir la photo d'un Rafale décollant du pont du *Charles-de-Gaulle*, avec comme titre en une : « Le feu vert de Bruxelles à l'effort de guerre français ».
- La couverture du *Point* du 19 novembre est titrée « Notre guerre », avec une photo de rescapés du Bataclan.

Dans les très nombreux articles consacrés à l'après-13 novembre, la référence à la guerre est omniprésente et le ton martial et belliciste affleure souvent. Un article du *Parisien* du 19 novembre a pour titre :

« La coalition va frapper fort, très fort ». Le même jour, *Direct Matin* publie deux articles sur une même page : « La marine à l'attaque » et « Rakka sous les bombardements ».

On retrouve la même référence à la guerre dans les sujets consacrés à l'assaut du squat de Saint-Denis. Les nombreux riverains cités évoquent « de vraies scènes de guerre ». Une dépêche de l'AFP en date du 18 novembre titre : « Dans le centre de Saint-Denis en plein assaut, "on se croirait en guerre" ». Le terme « guerre » revient également en boucle dans les articles décrivant la nuit du 13 novembre et la situation à laquelle les services de santé ont dû faire face, avec un afflux de blessés sans précédent et des lésions par balles identiques à celles rencontrées en situation de guerre. Citons par exemple un article du *Monde* intitulé « Les hôpitaux parisiens face à des "faits de guerre"¹⁸ ». La description de l'armement des terroristes (kalachnikovs et ceintures explosives), de leur mode opératoire (« véritables opérations militaires », « commandos ») et l'emploi du terme « kamikazes », lui aussi extrêmement connoté, ont également renvoyé pendant des semaines à cet état de guerre.

Ce sentiment très répandu que la France est entrée en guerre s'est traduit de manière très concrète dans une frange de la population. Les contacts avec le site de recrutement de l'armée de terre avaient très nettement augmenté au lendemain des attentats de janvier, passant d'une moyenne de seulement 125 par jour en 2014 à 400 par jour. Dans les semaines qui ont suivi le 13 novembre, leur nombre s'est littéralement envolé, avec un volume de 1500 contacts par jour. Le même phénomène a été constaté par la police, la gendarmerie et les services de renseignements : les candidatures ont spectaculairement augmenté après les attentats.

Une adhésion massive à la politique de fermeté

Dans ce contexte, les mesures annoncées par François Hollande ont rencontré une adhésion quasi unanime. C'est ce que révèle un

18. *Le Monde*, 17/11/2015.

sondage Ifop réalisé par Internet du 18 au 20 novembre pour *Dimanche Ouest-France* auprès d'un échantillon de 1 018 personnes. Plus de 90 % des Français s'y disent favorables à la déchéance de la nationalité pour les binationaux en cas d'atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ou d'actes terroristes ; à la création de 5 000 nouveaux postes de policiers et gendarmes, de 1 000 postes de douaniers et de 2 500 postes au ministère de la Justice ; au renforcement des contrôles aux frontières ; à l'assignation à résidence des personnes radicalisées jusque-là seulement sous surveillance ; et à la prolongation de trois mois de l'état d'urgence. 86 % approuvent également le projet de création d'une garde nationale.

Si l'adhésion à ce « virage sécuritaire » est très large, elle est de surcroît sans réserve. Les pourcentages de réponses « tout à fait favorable » sont extrêmement élevés : 80 % pour la déchéance de la nationalité, 71 % pour le rétablissement des contrôles aux frontières et deux Français sur trois pour des créations de postes dans les ministères régaliens, l'assignation à résidence ou la prolongation de trois mois de l'état d'urgence.

Traditionnellement, les annonces de François Hollande bénéficient d'abord du soutien des sympathisants socialistes et sont largement décriées à droite et au Front national. Or c'est à droite de l'échiquier politique que ces mesures sécuritaires sont le plus plébiscitées. L'assignation à résidence est approuvée par respectivement 77 % et 79 % des sympathisants de droite et des frontistes, contre 62 % au PS et 50 % dans l'électorat du Front de gauche. En réalité, le paradoxe n'est qu'apparent, puisque ces mesures sont depuis longtemps portées par la droite et le FN.

Si le soutien est moins solide chez les électeurs du Front de gauche, ils sont tout de même plus d'un sur deux à « tout à fait » approuver la déchéance de la nationalité, les créations de postes dans les ministères régaliens ou l'assignation à résidence. Les réserves exprimées par certains ténors du Front de gauche à la suite des annonces présidentielles ont certes rencontré un certain écho chez leurs électeurs. 82% des sympathisants du Front de gauche se disent toutefois favorables à la prolongation de trois mois de l'état d'urgence, dont 45 % « tout à fait

favorables ». Ce score particulièrement élevé dans cet électorat, traditionnellement assez réfractaire au renforcement du dispositif sécuritaire, représente un signe supplémentaire de l'impact majeur de ces attentats sur la société française.

La machine policière se met en branle

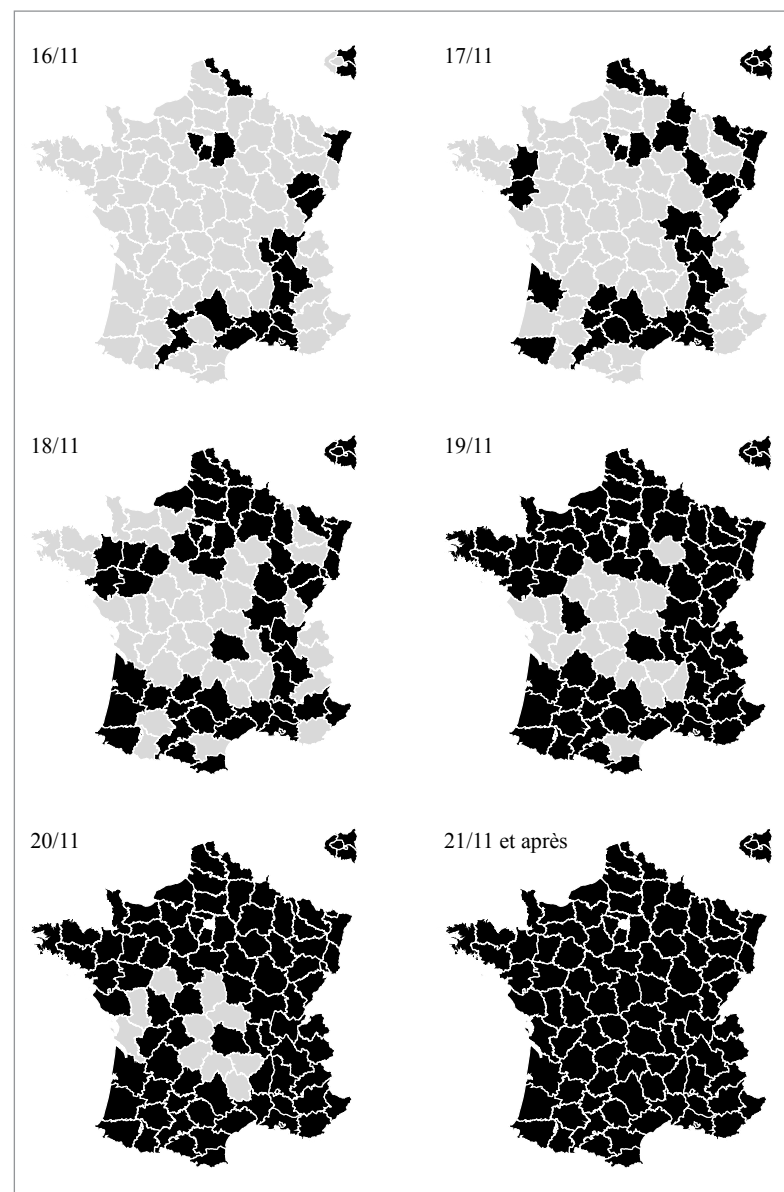
Face au choc suscité par les attentats du 13 novembre, le gouvernement décide d'utiliser les possibilités offertes par l'état d'urgence pour lancer une très vaste campagne de perquisitions administratives.

Signe de la détermination à agir très rapidement, les opérations commencent deux jours après les attentats. Dans la nuit du 15 au 16 novembre, pas moins de 168 perquisitions sont effectuées dans 19 départements. La nuit suivante, 128 perquisitions sont menées, puis encore 118 la nuit d'après. Le nombre augmente avec 197 perquisitions du 18 au 19 novembre et encore 182 du 19 au 20 novembre.

Dans le climat très particulier qui règne après les attentats et alors que la traque aux terroristes se poursuit, le ministère de l'Intérieur communique chaque jour le bilan détaillé de la nuit avec le nombre de perquisitions, d'interpellations, de gardes à vue, mais aussi d'assignations à résidence prononcées, et la quantité d'armes et de drogues saisies.

Ce décompte précis, livré et repris chaque jour dans la presse, fait penser aux bilans des opérations militaires présentés à la population en temps de guerre. Au même moment, les autorités russes communiquent sur le nombre de missions de bombardements effectuées par leurs forces en Syrie, ainsi que sur le nombre de pertes estimées chez l'ennemi. Autre parallèle avec une opération militaire : quand on observe la carte de la diffusion des perquisitions (*page ci-contre*) que nous avons dressée sur la base des informations présentées dans la presse nationale et régionale, on s'aperçoit que la machine policière, partant des zones les plus « chaudes » du sud et de l'est, s'est déployée progressivement sur tout le territoire.

Diffusion progressive des perquisitions sur le territoire

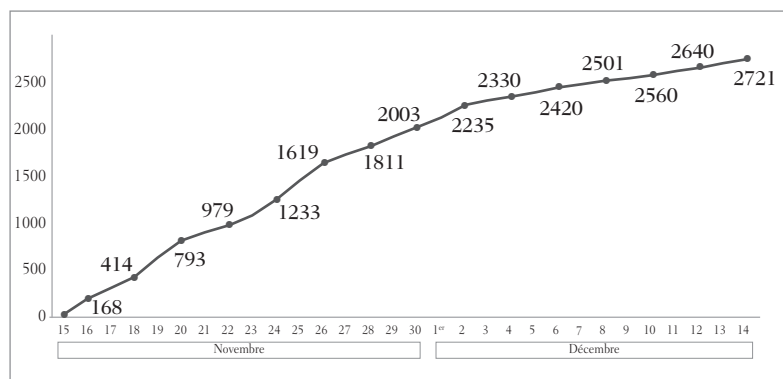


Source : consultation de la presse quotidienne régionale.

En une semaine, la majeure partie du territoire a donc été couverte par ce vaste mouvement et, en l'espace de dix jours, c'est la quasi-totalité des départements qui a été concernée.

Le 14 décembre, soit un mois après les attentats, Bernard Cazeneuve livre un nouveau bilan du travail des forces de police et de gendarmerie dans le cadre de l'état d'urgence. Les chiffres présentés viennent souligner l'ampleur inédite de cette opération. 2 721 perquisitions administratives ont été réalisées en l'espace d'un mois. Elles ont abouti à 361 assignations à résidence, à la saisie de 434 armes et, dans 210 cas, à la découverte de produits stupéfiants. Si, comme le montre la courbe suivante, le rythme des perquisitions a perdu en intensité à partir de la fin du mois de novembre, il se situait encore à environ 40 opérations par jour sur la première moitié du mois de décembre.

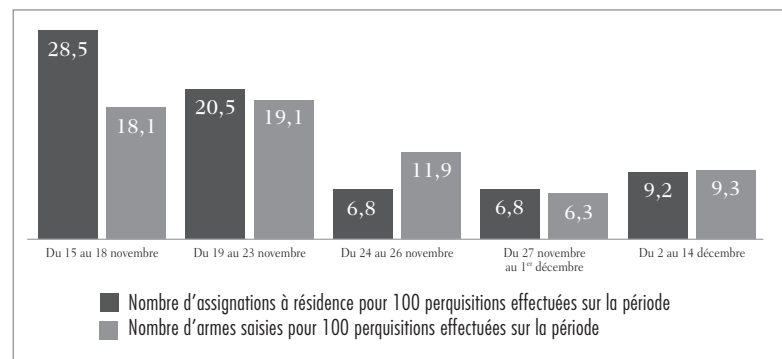
Évolution du nombre de perquisitions administratives entre le 15 novembre et le 14 décembre 2015



Source : ministère de l'Intérieur.

L'intérêt judiciaire des personnes visées a diminué avec le nombre de perquisitions administratives quotidiennes. Les ratios entre le nombre d'assignations à résidence et d'armes saisies et le nombre de perquisitions effectuées se sont érodés. C'est comme si, après avoir ciblé les individus les plus dangereux, les forces de l'ordre avaient lancé leurs filets vers un public plus éloigné et moins impliqué dans les filières islamistes.

Évolution de l'efficacité des perquisitions administratives en pourcentages



Source : ministère de l'Intérieur.

CE QUE LE 13 NOVEMBRE ET LES JOURS SUIVANTS ONT RÉVÉLÉ

Les perquisitions, révélateur d'une diffusion de la menace sur tout le territoire

Quel que soit le profil des individus interrogés ou appréhendés, la litanie des récits et des descriptions des très nombreuses perquisitions dans les médias nationaux et dans la presse locale produit différents effets dans l'opinion.

Elle donne d'abord à voir une nouvelle fois la géographie des quartiers sensibles. Dans les grandes métropoles comme dans les villes plus modestes, des quartiers souffrant déjà d'une mauvaise réputation pour faits de violence et trafics ordinaires sont désormais associés à la menace terroriste et apparaissent comme travaillés par des réseaux islamistes, phénomène que les descentes de police viennent révéler au grand jour. Dans les dépêches et les articles, des noms de quartiers bien connus des habitants des villes concernées sont sortis dès les premiers

jours de la campagne de perquisitions, entre le 16 et le 19 novembre, comme si c'était eux en priorité que ciblaient les forces de l'ordre.

On évoque ainsi le Petit-Bard et la Paillade à Montpellier, le Mirail et la Reynerie, mais aussi le quartier des Izards à Toulouse, où a vécu Mohamed Merah, le Neudorf à Strasbourg ou bien encore Malakoff ou Chantenay à Nantes ou les Glonnieres au Mans. À côté de ces quartiers de grands ensembles des grandes villes, d'autres quartiers de petites villes, toujours décrits dans les articles comme « sensibles », sont également cités comme le théâtre de perquisitions administratives. C'est le cas du quartier des Champs-Plaisants à Sens, des Cévennes à Alès, du Rû-de-Vaux à Ézanville (Val-d'Oise), des Quartiers neufs à Langres ou bien encore du quartier Kennedy à Crépy-en-Valois.

Mais, à la lecture de la couverture médiatique des perquisitions administratives, on prend conscience que ces opérations ne se sont pas concentrées uniquement sur les quartiers sensibles, grands ou petits. Elles ont concerné de très nombreux points du territoire, y compris des communes rurales, voire très rurales. Les lecteurs de *Ouest-France* ont ainsi dû être surpris d'apprendre que des perquisitions administratives avaient eu lieu à Brûlon (dans la Sarthe), à La Ferté-Macé (dans l'Orne) ou à Pontorson (dans la Manche). Le même sentiment a sans doute saisi les lecteurs de *La Montagne*, qui annonçait le 19 novembre une perquisition à Cournon dans le Puy-de-Dôme.

La multiplication de ces perquisitions sur le territoire contribue à nourrir le sentiment d'une menace présente partout dans le pays, aucune zone n'étant plus à l'abri¹⁹. On apprend ainsi que 81 candidats au djihad

ont été repérés par les services de renseignements en Poitou-Charentes, que des armes ont été saisies dans une commune aussi paisible que La Ferté-Macé dans l'Orne ou qu'un drapeau de Daesh a été retrouvé dans un appartement à Fillinges en Savoie, laissant les voisins stupéfaits, selon le journal local *Le Messager*²⁰.

Antoine, habitant de Chartres que nous avons rencontré dans le cadre de notre précédent essai, *Janvier 2015 : Le catalyseur*, a sans doute vu ses pires craintes se confirmer dans les premiers jours de l'enquête sur la tuerie du Bataclan. En mars 2015, il nous avait déclaré : « Regardez ce qui se passe à Marseille. Alors là c'est le comble, les kalachnikovs en libre-service ! Plus aucun contrôle ! Ils se tirent dessus avec des armes de guerre, sur la police aussi. Alors évidemment, ici c'est différent, enfin pour l'instant, car si ça continue comme ça, si on ne fait rien, demain les kalachnikovs, on va en trouver dans la banlieue de Chartres. On va vers ça. Il ne faut pas croire que ça va s'arrêter à Marseille, ça va gagner partout. » Et de fait, pour reprendre son expression, ça a gagné partout. Le 15 novembre, le journal local *L'Écho républicain* titre : « Attentats de Paris : un des tueurs présumés du Bataclan venait de Chartres ». Le 17 novembre : « Ismaël Mostefaï : la métamorphose d'un petit délinquant de Chartres en tueur fanatique ». Antoine, comme de nombreux habitants de Chartres, a ainsi appris que sa ville abritait depuis de nombreuses années un djihadiste particulièrement déterminé et dangereux.

La démultiplication de ces perquisitions administratives partout sur le territoire (plus de 2 700 en un mois) et leur médiatisation créent un effet de sidération comparable à celui qui a saisi l'opinion en 2005 lorsque les émeutes de banlieue se sont propagées comme une traînée de poudre dans plusieurs centaines de communes. Dans les deux cas, l'opinion prend subitement conscience que le « problème » (la situation dans les banlieues ou les quartiers sensibles en 2005 et la radicalisation islamiste en 2015) n'est pas circonscrit à quelques zones de non-droit en déshérence, mais présent un peu partout en France.

19. On retrouve cette idée dans un article de *L'Indépendant* : « Depuis les attentats qui ont frappé Paris le 13 novembre dernier, la France vit au rythme des perquisitions administratives, rendues possibles par les pouvoirs accrus donnés aux préfets dans le cadre de l'état d'urgence. Et les Pyrénées-Orientales n'ont pas échappé [c'est nous qui soulignons] à cette vague de fouilles "ciblées". Dans la nuit de mercredi à jeudi, ce sont trois nouvelles perquisitions qui ont été menées sur décision du préfet, à Perpignan comme ailleurs dans le département. "Cela porte à 21 le nombre effectué dans le cadre de l'état d'urgence", indique la préfecture. ». « Pyrénées-Orientales : trois nouvelles perquisitions administratives dans la nuit », 26/11/2015. On retrouve la même idée dans les colonnes de *L'Yonne républicaine*. Marie-Louise Fort, députée-maire Les Républicains de Sens, justifie ainsi la mise en place d'un couvre-feu dans le quartier de Champs-Plaisants : « Des villes moyennes sont touchées par des phénomènes de banlieue qu'on pensait confinés dans les grandes agglomérations » (c'est nous qui soulignons), *L'Yonne républicaine*, 21/11/2015.

20. « Arrestation à Fillinges après les attentats : les voisins stupéfaits », *Le Messager*, 19/11/2015.

Ce parallèle n'est pas de pure forme. La radicalisation est en effet souvent perçue comme une conséquence de la dégradation de la situation dans les quartiers sensibles. C'est la théorie du terreau, à laquelle nous reviendrons plus loin²¹. Le fait que de nombreuses perquisitions concernent aussi désormais des petites villes ou des zones rurales, que des jeunes partis faire le djihad en sont issus, signifie pour l'opinion que le processus de radicalisation a « métastasé » bien au-delà des quartiers sensibles. On notera les fréquents emprunts au champ lexical médical pour décrire le phénomène djihadiste et la radicalisation islamiste : cancer, métastase, épidémie, propagation, foyer infectieux... L'essayiste Susan Sontag a montré dans *La Maladie comme métaphore* que l'usage de ce vocabulaire permet de dépeindre les faits sociaux et politiques sous un jour particulièrement anxiogène.

Un autre effet induit par ces perquisitions est l'irruption dans des environnements paisibles de scènes et d'images de descentes policières très angoissantes. « La nuit a été mouvementée dans un quartier de Revin, lit-on le 18 novembre dans un article de *L'Ardenne*. Lundi soir, aux alentours de minuit, une vingtaine de gendarmes “encagoulés, munis de gilets pare-balles et lourdement armés”, selon des riverains, ont procédé à une perquisition administrative [...]. L'intervention musclée a secoué le quartier. “Voir tous ces hommes encagoulés dans la rue, j'ai eu très peur, raconte un témoin de l'opération. On se demande ce qui se passe, surtout qu'au début on ne savait pas qu'il s'agissait de gendarmes, alors dans le contexte actuel²²...” »

Le contraste entre un environnement très tranquille version « Le bonheur est dans le pré » et la présence potentielle de membres d'un réseau terroriste éclate avec encore plus de force dans cet article de *La Dépêche* sur une perquisition à la périphérie de Cahors : « C'est dans la Combe du Paysan, un peu à l'écart au nord de la ville, le long d'une route étroite qui finit par un chemin de castine s'enfonçant dans la

campagne, que les policiers ont agi dans le cadre d'une enquête administrative, en investissant un pavillon modeste de ce quartier tranquille. [...] Département tranquille, oui mais... Au mois de janvier, quelques jours après les attaques visant *Charlie Hebdo* et après l'attentat de la Porte de Vincennes, Jean-Pierre Cazenave-Lacrouts, le préfet du Lot qui était alors en fonction, avait admis que “des gens étaient sous surveillance, le Lot n'étant pas à l'abri, comme n'importe quel autre département”. Les informations dont nous disposons à ce moment-là faisaient état d'un couple de Cadurciens ayant fait le voyage en Syrie et de deux autres individus radicalisés qui auraient quitté le département. Le Lot, rural et tranquille, peut représenter pour certains individus une base arrière, histoire de se faire oublier²³. »

La stupéfaction et l'inquiétude des riverains ont dû être plus fortes encore à Alençon, paisible préfecture de l'Orne, où l'on apprend à la suite d'une autre perquisition que le djihadiste Fabien Clain, « la voix francophone de Daesh » qui a revendiqué depuis la Syrie les attentats du 13 novembre, a séjourné dans le quartier de Perseigne.

Ces centaines de perquisitions, la communication gouvernementale qui les a accompagnées – le ministre de l'Intérieur a organisé plusieurs conférences de presse pour présenter un bilan chiffré et les préfets ont fait de même dans leurs départements respectifs – et leur traitement par la presse nationale et locale ont produit plusieurs effets dans l'opinion.

Le premier, et qui a son importance, est la perception par une large majorité de Français de la dispersion de ces opérations de police sur l'ensemble du territoire. Interrogés au début du mois de décembre, soit trois semaines après l'instauration de l'état d'urgence, 61 % des interviewés²⁴ pensaient que « ces perquisitions avaient lieu partout en France y compris dans des petites villes », contre seulement 30 % qui jugeaient que « la

21. Voir p. 59 et 128.

22. « Un Reinois contrôlé lors d'une perquisition dans la nuit de lundi », *L'Ardenne*, 18/11/2015.

23. « Perquisitions policières dans un pavillon hier à Cahors », *La Dépêche*, 18/11/2015.

24. Sondage Ifo pour Atlantico réalisé par Internet auprès d'un échantillon national représentatif de 1 211 personnes du 1^{er} au 3 décembre 2015.

grande majorité de ces perquisitions avaient lieu en région parisienne et dans les banlieues sensibles de grandes villes ».

Signe que ces perquisitions et leur couverture médiatique ont frappé les esprits, l'idée que tout le territoire est concerné se révèle la plus répandue parmi les provinciaux, avec un score de 64 %, contre 54 % en région parisienne. Et, en cohérence avec la montée en puissance d'un dispositif qui, comme on l'a vu, a d'abord concerné les zones traditionnellement les plus criminelles – départements très urbanisés du sud et de l'est du pays – avant d'être étendu à tout le pays, on constate que c'est parmi les habitants de la façade atlantique que l'idée d'une large diffusion des perquisitions administratives sur le territoire est la plus répandue. Cette population est en effet habituée à un climat sécuritaire plus paisible, et donc sans doute un peu plus marquée par le déroulement de ce type d'opérations dans son environnement de proximité. Le score est de 67 % dans le Sud-Ouest et de 66 % dans le Nord-Ouest, contre 62 % dans le Sud-Est et 61 % dans le Nord-Est (et seulement 54 % en Île-de-France).

La stratégie de communication gouvernementale visant à « saturer de bleu », pour reprendre l'expression d'un conseiller ministériel, a donc bien contribué à installer l'idée d'une action des forces de l'ordre tous azimuts. Mais ces actions sont-elles jugées efficaces ou perçues comme une stratégie de communication ? Point positif pour le gouvernement : une nette majorité de Français, 57 %, jugent ces perquisitions « plutôt efficaces car elles permettent de saisir des armes, de la drogue, de l'argent et d'obtenir des renseignements et de mettre la main sur des individus dangereux ». 32 % estiment qu'elles ne sont pas vraiment efficaces. Même à droite (66 %) et parmi les sympathisants frontistes (53 %), les jugements positifs dominent.

Autre interrogation : l'aspect « c'est arrivé près de chez vous » et le nombre très impressionnant de perquisitions effectuées ont-ils permis de rassurer les Français, ce qui était l'un des objectifs recherchés, ou ont-ils renforcé leur inquiétude ? D'après nos données d'enquête, les deux réactions coexistent. 80 % de Français (dont 31 % « tout à fait d'accord ») estiment que le nombre très important de perquisitions est rassurant car

il montre l'efficacité des forces de l'ordre et la détermination du gouvernement. Dans le même temps, une proportion plus importante encore (85 % dont 46 % « tout à fait d'accord ») trouve cela inquiétant « car cela montre que des filières et les réseaux islamistes sont présents sur l'ensemble du territoire et comptent de très nombreux membres et sympathisants ». Cette avalanche de perquisitions, pour nécessaire et efficace qu'elle soit, provoque donc de l'inquiétude. Elle révèle l'étendue du problème que Marine Le Pen n'a cessé de souligner en martelant systématiquement dans ses interventions la thématique du « pullulement » de l'islamisme radical :

- 15 novembre sur le site de *Paris Match* : « Il faut que la prolongation de l'état d'urgence serve à aller désarmer les banlieues, perquisitionner, aller chercher les armes qui *pullulaient* déjà sous le mandat de Nicolas Sarkozy – qui n'avait pas tenu sa promesse à l'époque – et qui continuent à *pulluler*. »
- 17 novembre, journal télévisé de France 2 : « Les fondamentalistes *pullulent* en France. »
- 20 novembre, LCI/Radio classique : « Le fondamentalisme islamiste a *pullulé* sur notre territoire. »
- 21 novembre, site du *Figaro* : « Un fondamentalisme islamiste qui *pullule* en toute impunité depuis plus de dix ans sur le territoire français. »
- 3 décembre, Europe 1 : « Le fondamentalisme islamiste *pullule* dans nos quartiers, *pullule* dans nos villes et parfois même dans nos villages [...]. Ce fondamentalisme se construit par petites touches, comme par exemple avec les prières de rue. »

Ce terme est très bien choisi. « Pulluler » signifie « se multiplier, se reproduire en grand nombre et rapidement », mais aussi « être plein de, fourmiller ou grouiller d'êtres ou de choses ». Ces représentations véhiculées par le FN sont comme validées par la multiplication spectaculaire des perquisitions administratives partout sur le territoire. Les dirigeants frontistes n'ont d'ailleurs pas manqué de souligner leur clairvoyance précoce. Le 2 décembre, dans un débat sur les régionales sur France 3 Provence-Alpes-Côte d'Azur, Marion Maréchal-Le Pen a déclaré : « Le FN a été depuis longtemps un lanceur d'alerte sur les questions de sécurité, d'immigration et d'islamisme. »

De surcroît, l'attitude du gouvernement et des forces de sécurité avant le 13 novembre provoque une réaction d'incompréhension. 93% des personnes interrogées (dont 51 % « tout à fait d'accord ») adhèrent à l'idée selon laquelle, « si un aussi grand nombre de perquisitions a pu être réalisé sur une période aussi brève, c'est que les forces de police et les services de renseignements connaissaient déjà la plupart de ces personnes suspectes mais n'avaient pas pu ou voulu jusqu'à présent effectuer ces perquisitions ». On comprend alors mieux pourquoi l'état d'urgence a été massivement soutenu dans l'opinion. Il offre aux forces de l'ordre la possibilité d'« enfin » s'affranchir de certaines contraintes de procédure et, aux yeux du public, d'agir efficacement. On devine également, et nous le verrons dans la dernière partie de ce livre, que, en cas d'un nouvel attentat d'envergure, la pression de l'opinion pour s'affranchir des règles « classiques » du droit sur le registre « à situation exceptionnelle, moyens exceptionnels » risque d'être démultipliée.

Les critiques envers le gouvernement et les forces de sécurité avaient déjà gagné en intensité quand, au fil des révélations sur l'enquête sur les attentats du 13 novembre, il était apparu que plusieurs noms de recruteurs ou d'inspirateurs revenaient régulièrement dans ces différentes affaires. Qu'il s'agisse du Toulousain Fabrice Clain, de « l'émir blanc » Olivier Corel, le « gourou de la filière d'Artigat », ou encore de Boubaker el-Hakim, ancien membre de la filière des Buttes-Chaumont, toutes ces figures avaient été repérées de longue date par les services de renseignements. Elles avaient parfois été condamnées à des peines de prison de quelques années qu'elles avaient purgées. Elles étaient toutes en liberté en France ou en Syrie et avaient apparemment continué à tirer les ficelles ou à recruter de nouveaux apprentis djihadistes. Cette situation est totalement incompréhensible et insupportable pour l'opinion publique dans le contexte post-13 novembre.

Pour couper court à ces critiques, la demeure d'Olivier Corel en Ariège a été perquisitionnée, tout comme celle de l'imam de Brest, Rachid Abou Houdeyfa, auteur de prêches où il menaçait des enfants d'être transformés en porcs s'ils jouaient de la musique. Signe de l'émoi suscité sur place par sa présence, une pétition demandant l'expulsion de cet

imam, lancée par le site indépendantiste Breizatao, a recueilli plus de 40 000 signatures. La célébrité et la visibilité de cet imam n'ont pas échappé à Gilles Pennelle, candidat FN aux régionales en Bretagne. Durant sa campagne, il s'est servi de cette figure sulfureuse comme d'un épouvantail : « Il est devenu une vedette américaine. Il y a eu des pages entières sur lui dans *Ouest-France* et *Le Télégramme*. Du commerçant de Quimper au chômeur de Fougères, en passant par le paysan de Carhaix, les gens le connaissent aujourd'hui davantage que certaines têtes de liste de cette élection régionale²⁵. »

Un autre imam radical qui avait également pignon sur rue depuis des années, Mohamed Khattabi, a quant à lui été assigné à résidence à Montpellier. Entre la proclamation de l'état d'urgence et le début de décembre, une trentaine de lieux de culte ont été perquisitionnés et trois mosquées fermées à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), L'Arbresle (Rhône) et Lagny-sur-Marne (Seine-et-Marne). La fermeture de cette dernière mosquée a été justifiée par le fait que son ancien président, connu pour ses prêches radicaux, était soupçonné d'avoir joué un rôle dans la radicalisation et le recrutement de volontaires pour le djihad²⁶. Ces opérations policières n'ont pas fait taire pour autant les accusations de laxisme à l'égard du fondamentalisme islamique dont aurait fait preuve le gouvernement ces dernières années. Valérie Pécresse, alors candidate des Républicains en Île-de-France, déclare le 4 décembre 2015 dans *Le Figaro* : « Le gouvernement est fautif d'avoir refusé de voir, d'entendre, d'avoir baissé la tête face au communautarisme, de s'obstiner dans le déni alors que le signal d'alerte de la burqa, très fort, n'était pas à prendre à la légère. Il signait la radicalisation qu'on essaie aujourd'hui, trop tardivement, d'enrayer. » Ces propos font

25. « La marée FN », *L'Express*, 02/12/2015.

26. D'autres mosquées ont également servi de lieux de rencontre et de recrutement, notamment la mosquée de Lunel dans l'Hérault. C'est auprès d'un imam radical prêchant dans la mosquée de la rue Kepler, dans le quartier strasbourgeois à Cronembourg, que le groupe auquel appartenait Foued Mohamed Aggad, le « troisième terroriste du Bataclan » s'est radicalisé. Et c'est en fréquentant des personnes gravitant autour de la mosquée du Blanc-Mesnil que son complice, Samy Amimour, aurait basculé. Conscient de la menace représentée par les « prêcheurs de haine » et soucieux de donner à une opinion publique inquiète des gages de détermination et d'efficacité, le ministère de l'Intérieur a indiqué dès juin 2015 avoir procédé depuis 2012 à 40 expulsions d'imams radicaux étrangers, rappelant que, de 2008 à 2011 (sous-entendu : sous le précédent quinquennat), « seulement » 15 imams avaient été expulsés. Ces chiffres, une fois encore, étalent sous les yeux de l'opinion publique l'étendue du problème.

écho à ceux, extrêmement virulents, que Céline Pina, conseillère régionale PS du Val-d'Oise, a tenus en septembre 2015. Elle dénonçait la tenue d'un salon de la « femme musulmane » organisé par les fondamentalistes à Pontoise, et la lâcheté et le clientélisme dont feraient preuve les élus locaux face à ces organisations.

Dans ce contexte, pour donner des gages de la détermination du gouvernement, le ministère de l'Intérieur et ses représentants sur les territoires, les préfets, n'ont pas relâché leurs efforts de communication. Semaine après semaine, ils ont continué à fournir régulièrement aux médias un décompte précis des opérations de perquisition. Dans certains départements, cela a pris la forme d'un bilan après un mois d'état d'urgence en première page de la presse quotidienne régionale. Le 11 décembre, *Ouest-France* titre : « 21 perquisitions administratives dans la Sarthe depuis le 14 novembre ». L'article précise que deux tiers de ces opérations ont eu lieu en zone de police (c'est-à-dire dans l'agglomération mancelle) et qu'un tiers a concerné la zone de gendarmerie, c'est-à-dire des communes rurales. Le même jour, *Le Dauphiné libéré* évoque 28 perquisitions dans la Drôme et 23 dans le département voisin de l'Ardèche. Ici aussi, le distinguo est fait entre zone de police et zone de gendarmerie. La liste des communes est même précisée.

Dans la Drôme, la police a perquisitionné à Montélimar, Portes-lès-Valence, Romans-sur-Isère et Valence. Ces villes ne sont pas de grands centres urbains. Pourtant, le lecteur drômois apprend que des individus potentiellement liés à des réseaux islamistes y résident. La surprise, la sidération et l'inquiétude augmentent encore quand l'article liste les communes situées en zone gendarmerie, qui ont elles aussi été le théâtre de perquisitions administratives : Die, Nyons, Pierrelatte et Saint-Sorlin-en-Valloire.

Du chauffeur de bus « barbu » à l'infiltration islamiste dans le monde du travail

Si les opérations de police ont été abondamment traitées dans les médias, dans les jours et les semaines qui ont suivi les attentats du 13 novembre, toute une série d'articles ont également été consacrés à la présence, inquiétante ou, du moins, problématique de salafistes dans le personnel de la RATP²⁷.

La clé d'entrée de ces papiers d'enquête est le fait que l'un des kamikazes du Bataclan, Samy Amimour, avait travaillé 15 mois comme conducteur de bus sur la ligne 148 reliant Bobigny à Aulnay-sous-Bois en passant par Drancy²⁸. Cette information a fait remonter à la surface l'idée, déjà maintes fois évoquée *mezza-voce* par le passé, que des « barbus » ou des « fondamentalistes » seraient présents en nombre à la Régie. Ces articles donnent la parole à des syndicalistes de terrain ou à des agents de la RATP. Ils racontent que l'ambiance quotidienne au travail a progressivement changé dans certains secteurs de l'entreprise avec le recrutement de salariés affichant un islam intransigeant et envahissant. On cite le cas de ces conducteurs qui refusent de serrer la main de leurs collègues femmes, de conduire un bus ou une rame RER après une femme ou d'appliquer une consigne ou un ordre donnés par un cadre féminin. Sont également évoquées les demandes insistantes pour disposer d'une salle de prière dans les locaux. L'ensemble de la Régie n'est pas concerné, mais ce type de problèmes se pose avec acuité dans certains dépôts. Ainsi, selon l'article de *L'Obs*, le fait que Samy Amimour ait été rattaché au dépôt des Pavillons-sous-Bois n'est pas une surprise. Il « traînerait, comme quelques autres, la réputation d'abriter des "barbus" ». Quand les salariés prônant un islam radical et prosélyte sont suffisamment nombreux, ils peuvent commencer à faire la loi, qu'il s'agisse d'imposer

27. Voir par exemple « Ces « barbus » qui embarrassent la RATP », *L'Obs*, 26/11/2015.

28. Salah Abdeslam, un des membres des commandos qui ont frappé Paris, a également travaillé à la Régie des transports de l'agglomération bruxelloise. Voir « Attentats de Paris : la STIB, terreau pour les radicaux ? », *L'Avenir*, 17/11/2015.

ou de proscrire certains gestes ou comportements ou d'influencer le jeu et les équilibres syndicaux.

Ces articles soulignent également que tous ces sujets ou ce « problème » ont longtemps été tabous dans l'entreprise. La direction les a souvent niés ou minimisés. Les organisations syndicales, quant à elles, n'ont pas osé « briser l'omerta » de peur d'être taxées d'islamophobes ou de racistes et de perdre le soutien des salariés musulmans qui, selon un syndicaliste cité, peuvent représenter 40 % des agents dans certains dépôts. Toujours selon ces articles, il a fallu que les attentats du 13 novembre se produisent pour que les « langues se délient » et que l'on regarde enfin la réalité en face. L'opinion réalise alors que la présence et l'influence fondamentalistes seraient bien plus répandues qu'on ne le pense et que les autorités (gouvernement, direction d'entreprise) ont bien voulu le reconnaître jusqu'à présent. Les événements tragiques auxquels la France a été exposée ont servi de révélateur, au sens photographique du terme, de cette réalité dérangeante et inquiétante²⁹. Même si l'amalgame entre salafisme et terrorisme n'est pas fait, cette situation inquiète l'opinion. Elle donne à voir un processus d'islamisation rampant susceptible d'aboutir à la radicalisation d'individus qui finiraient par passer à l'acte, comme dans le cas de Samy Amimour. Et l'angoisse est accentuée par le fait que cette grande entreprise est en charge du transport quotidien de millions de personnes, ce qui offre de multiples opportunités d'attaques terroristes.

Ce phénomène de radicalisation dans l'univers professionnel (d'aucuns parleraient d'infiltration) est d'autant plus inquiétant qu'il concerne d'autres grandes entreprises « sensibles ». C'est ce que plusieurs articles parus après les attentats du 13 novembre ont dévoilé aux yeux de l'opinion. L'un d'eux, publié dans *Le Journal du dimanche* et intitulé « Le nucléaire n'échappe pas aux dérives islamistes³⁰ » (ce titre laissant sous-

entendre qu'aucun secteur n'est à l'abri), relate le cas de salariés radicalisés au sein des centrales nucléaires. Si la présence d'un « terroriste en puissance » au volant d'un bus transportant plusieurs dizaines de passagers a de quoi inquiéter, la présence de ce type d'individu dans une enceinte nucléaire produit un effet encore plus glaçant. Dans cet article, les cas précis évoqués viennent crédibiliser cette menace³¹. Mais, comme dans le cas de la RATP, le sujet est très sensible en interne et les informations transmises par la direction s'avèrent assez lacunaires. L'article indique qu'un haut responsable de la sécurité « a reconnu [l'emploi de ce terme signifiant que ce membre de la direction a concédé cette information] que des salariés se voyaient refuser l'accès aux centrales, notamment pour des motifs de dérive islamiste, *sans être plus précis* » (c'est nous qui soulignons). Quelques paragraphes plus loin, on apprend que ce même responsable « a affirmé devant une poignée d'invités que “ses services sortaient des centrales une personne par semaine pour des phénomènes de radicalisation” ». Conclusion : ces cas sont fréquents, mais la direction de l'entreprise ne communique sur ce sujet que du bout des lèvres.

D'autres articles révèlent que l'entreprise Aéroports de Paris (ADP) est également menacée par ce phénomène. Dans le cadre des perquisitions administratives autorisées par l'état d'urgence, près de 3 800 casiers contenant les effets personnels de salariés aéroportuaires ont été ouverts par les forces de police. Des inscriptions en arabe du type « *Allah akbar* » ont aussi été découvertes sur la carlingue de plusieurs avions des compagnies EasyJet et Vueling. Cela implique que des salariés radicalisés peuvent accéder aux avions.

Invité sur France Info le 2 décembre 2015, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, indique que, dans le cadre de la lutte de son syndicat contre les salariés « intégristes islamistes », la centrale de

29. Ce phénomène n'est pas que francilien. Parmi de multiples exemples, *Presse Océan* révèle à la même période que des problèmes liés à la radicalisation islamiste sont également apparus dans la SEMITAN, la société de transports en commun nantaise. Voir « Nantes : pratiques religieuses à la SEMITAN, “marginales” selon la direction », 18/11/2015.

30. *Le Journal du dimanche*, 22/11/2015.

31. De la même façon, en 2014, les autorités belges ont rétrospectivement découvert qu'un ingénieur musulman parti combattre en Syrie, où il a trouvé la mort, aurait travaillé plusieurs années à la centrale nucléaire de Doel exploitée par Engie (anciennement GDF Suez). Autre exemple : dans le cadre des perquisitions à la suite des attentats du 13 novembre, les policiers ont mis la main chez un suspect sur des vidéos de repérage. Le domicile d'un des principaux responsables du programme nucléaire belge y était filmé en vue de la préparation probable d'un attentat.

Montreuil a procédé à des exclusions massives de salariés « radicaux » chez Air France. D'après lui, de nombreux meneurs figuraient parmi eux. Lors de leur départ, ils auraient entraîné d'autres salariés, ce mouvement se soldant au total par 500 départs. Cette hémorragie, d'après lui, aurait causé la défaite de la CGT aux élections professionnelles dans l'entreprise.

Deux enseignements peuvent être tirés. D'une part, comme certains dirigeants d'entreprise, le leader CGT n'a évoqué ce sujet qu'à la suite des attentats du 13 novembre qui ont permis de lever enfin le voile sur la radicalisation en entreprise. Devant les chiffres communiqués par Philippe Martinez, on prend conscience d'autre part qu'il s'agit d'un phénomène très présent dans les entreprises et qui concerne un nombre très conséquent de salariés³². La menace d'une « infiltration » salafiste sur les plates-formes aéroportuaires parisiennes avait d'ailleurs été dénoncée il y a quelques années dans un livre de Philippe de Villiers intitulé *Les Mosquées de Roissy* (paru en 2006 et s'appuyant notamment sur des rapports des Renseignements généraux).

On trouve une situation similaire à la SNCF. À la suite des attentats, le dirigeant cheminot Guillaume Pepy a admis, selon *Marianne*, que « des agents du rail repérés par les services de renseignements avaient été écartés de postes considérés comme sensibles³³ ».

Des cas similaires sont évoqués à la Mairie de Paris dans un article du *Parisien* intitulé « Paris, des cas de radicalisation à l'hôtel de ville³⁴ ».

Selon la dernière livraison de l'Observatoire du fait religieux en entreprise (OFRE) et du cabinet Randstad, en 2015, 23 % des managers déclarent rencontrer régulièrement la question du fait religieux en

32. La CGT n'est pas la seule organisation syndicale à avoir fait l'objet d'entrisme de la part des salafistes. FO a été confrontée au même phénomène à la RATP dans certains dépôts, à tel point qu'elle y a été un moment appelée « Force orientale ».

33. « Radicalisation, la SNCF a déjà muté des personnes signalées », *Marianne*, 20/11/2015.

34. *Le Parisien*, 27/11/2015.

entreprise. Ils étaient 12 % en 2014 : on constate un doublement en l'espace d'un an. D'après la même enquête, 6 % ont été confrontés à des cas conflictuels ou bloquants avec, là aussi, un doublement des cas en un an. Ces données quantitatives viennent objectiver l'existence d'un mouvement qui n'est pas cantonné aux grandes entreprises ou aux administrations évoquées dans la presse, notamment depuis le 13 novembre³⁵.

Tous ces éléments mis bout à bout donnent consistance à l'idée d'un fondamentalisme islamique s'infiltrant progressivement dans les différentes sphères de la société française³⁶ et y imposant ses règles, permettant éventuellement ensuite à des groupes ou des réseaux terroristes de recruter ou de s'appuyer sur des salariés acquis à leur cause.

Renforcer le principe de laïcité

C'est dans ce contexte et ce climat qu'il faut replacer les demandes de plus en plus insistantes d'une extension tous azimuts du principe de laïcité. Réalisé juste avant les attentats du 13 novembre pour le Comité national d'action laïque, un sondage de l'Ifop³⁷ montre un attachement accru à la laïcité, mais également un durcissement de l'opinion sur ce sujet. 84 % des Français estiment que la laïcité est un élément essentiel ou important pour l'identité de la France, soit une hausse de 9 points par rapport à une enquête menée dix ans auparavant. Dans le même temps, 81 % des Français jugent cet élément déterminant de notre identité menacé, contre seulement 58 % en 2005.

L'idée que la laïcité serait mise à mal a ainsi gagné beaucoup de terrain en dix ans pour devenir ultra-majoritaire dans la société française.

35. Dans le même ordre d'idées, un cadre du Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot nous a décrit un autre phénomène. Lors de sa tournée des usines en 2009, à l'époque où les plans sociaux et les fermetures de sites ont abouti à plusieurs séquestrations de cadres dirigeants, il a constaté que, dans bon nombre des petites unités de production de la sous-traitance automobile dans la vallée de la Seine, notamment autour de Mantes, le PC et les organisations syndicales avaient disparu. Les seuls groupes structurés présents sur le terrain étaient désormais « les barbus ».

36. On retrouve cette notion d'infiltration dans un article de *Paris Match* du 26/11/2015 : « Les entreprises face au risque djihadiste : la peur de l'infiltration. »

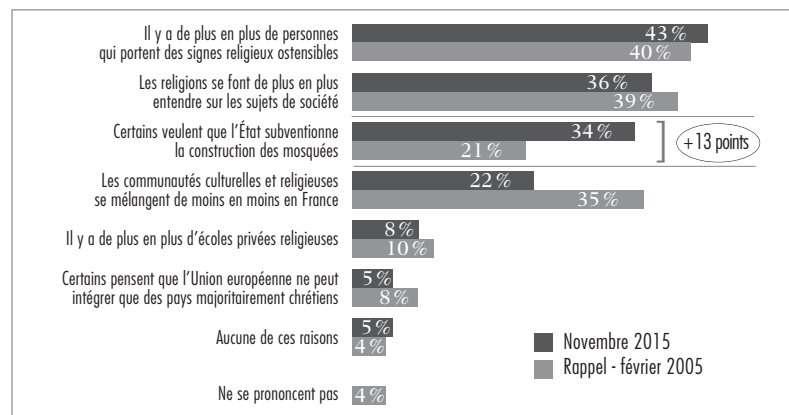
37. Enquête réalisée par Internet du 11 au 13 novembre 2015 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 004 personnes.

Plus on se situe à droite de l'échiquier politique et plus on a tendance à partager ce sentiment. 22 % des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de François Hollande adhèrent « tout à fait » à l'idée que la laïcité est en danger en France, contre 40 % parmi ceux de Nicolas Sarkozy et 48 % dans l'électorat de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2012. Contrairement à ce que l'on observe pour d'autres périodes de l'histoire de France, ce n'est plus la gauche qui s'inquiète le plus des entorses aux principes de laïcité, mais la droite et le FN. Ce renversement s'explique bien entendu par le fait que la religion dont on considère aujourd'hui qu'elle empiète sur la sphère publique et politique n'est plus le catholicisme, dont il avait fallu cantonner l'influence traditionnelle au début du XX^e siècle, mais l'islam.

Les réponses à une autre question sur la perception des menaces pesant sur la laïcité sont de ce point de vue éclairantes. Elles nous montrent que cette grille de lecture s'est imposée au cours des dernières années.

Perception des menaces pesant sur la laïcité en France en pourcentages

Question : pour quelles raisons principales estimez-vous
que la laïcité est en danger en France ?



Source : sondage Ifop pour le Comité national d'action laïque, novembre 2015.

Face à cette visibilité et cette affirmation croissantes de l'islam dans la sphère publique, il convient pour l'opinion d'adopter une attitude ferme. On constate ainsi que l'extension de l'interdiction du port de signes religieux ostentatoires dans de très nombreux contextes – l'écrasante majorité du grand public associant ce terme générique au port du voile islamique – est plébiscitée dans des proportions très importantes. Si, de manière assez attendue, 84 % des Français (chiffre en hausse de 22 points par rapport à 2005 !) sont favorables à l'interdiction du port des signes religieux ostensibles pour les agents dans les administrations et entreprises publiques, 81 % le sont également pour les accompagnateurs bénévoles de sorties scolaires et 76 % pour les salariés dans les entreprises privées (+27 points). On retrouve la même proportion, 75 %, sur l'interdiction de signes religieux ostensibles pour les usagers accédant aux services publics, avec une progression de 29 points en dix ans³⁸.

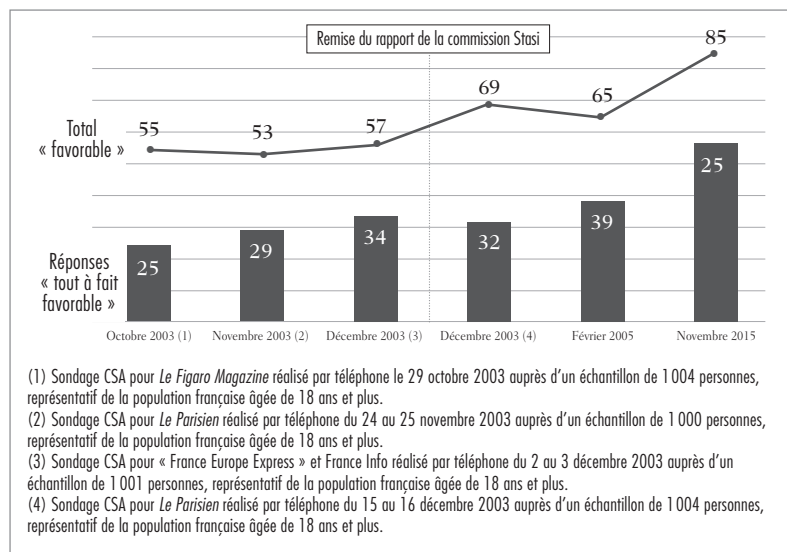
Le graphique suivant montre l'évolution de l'opinion sur la loi interdisant aux élèves le port de signes religieux à l'école. Il illustre on ne peut plus clairement ce durcissement. L'adhésion à cette loi a d'abord nettement progressé à la fin de l'année 2003 dans le contexte de la remise du rapport de la commission Stasi et de l'annonce du gouvernement du souhait de légiférer en la matière. Puis elle est restée relativement stable jusqu'à début 2005, avant les émeutes des banlieues.

38. Dans ce contexte de forte progression du souhait d'interdiction des signes religieux dans l'entreprise, un des articles du projet de loi El Khomri sur la réforme du code du travail a suscité une polémique alimentée par le FN et une partie de la droite. Cet article stipule que « la liberté du salarié de manifester ses convictions, y compris religieuses, ne peut connaître de restrictions que si elles sont justifiées par l'exercice d'autres libertés et droits fondamentaux ou par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise et si elles sont proportionnées au but recherché ». Ses détracteurs ont dénoncé une introduction du fait religieux (et donc du communautarisme) dans le code du travail.

Une adhésion de plus en plus massive à la loi interdisant le port de signes religieux ostensibles à l'école

en pourcentages

Question : êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt opposé ou tout à fait opposé à la loi interdisant aux élèves le port de signes religieux ostensibles à l'école ?



Après ces événements, mais également en lien direct avec ce qui s'est passé ces dix dernières années, et notamment en 2015 – les attentats de janvier, mais aussi les minutes de silence perturbées dans plusieurs centaines d'établissements scolaires –, l'adhésion au principe de cette loi a progressé de 30 points par rapport à l'automne 2003. De surcroît, la proportion des plus convaincus (ceux qui se déclarent « tout à fait favorables ») a plus que doublé pour atteindre 57 %, des chiffres mesurés quelques jours avant le 13 novembre...

Le Premier ministre semble avoir très bien perçu cette très forte demande de réaffirmation du principe de laïcité. Il a notamment saisi l'occasion d'un colloque sur le sujet à la Bibliothèque nationale de France le 9 décembre 2015 à l'occasion du 110^e anniversaire de la loi de 1905 pour

s'exprimer de manière ferme sur cette question. Il a certes dénoncé « l'extrême droite qui brandit la laïcité non pour rassembler, mais pour diviser, et qui la détourne, l'instrumentalise pour s'attaquer violemment aux musulmans de France ». Mais il a également pris pour cible « l'islamisme radical », qui a l'école laïque « en ligne de mire³⁹ ». Il a appelé à se montrer « lucide » face à la « montée des revendications religieuses et communautaires » à l'école, mais aussi à l'université, dans les services de la petite enfance ou au travail – saluant les « chartes de laïcité » dont se dotent les entreprises. Une semaine plus tôt, le 2 décembre, le Premier ministre avait demandé aux préfets que la loi interdisant le port du voile intégral dans les lieux publics soit « appliquée avec la plus grande vigueur et la plus grande fermeté ».

De telles déclarations peuvent rassurer une opinion s'interrogeant sur la détermination de l'exécutif. Mais elles renforcent également l'idée que l'islamisme serait à l'offensive dans toutes les sphères de la société et que les signes de radicalisation seraient de plus en plus nombreux. Dans ce contexte, le quotidien gratuit au lectorat très populaire, *20 Minutes*, révèle dans son édition du 4 décembre 2015 que l'Éducation nationale a recensé, depuis la rentrée scolaire 2015, c'est-à-dire sur une période de seulement trois mois, 857 cas de suspicion de radicalisation contre « seulement » 301 cas sur l'ensemble de l'année scolaire 2014-2015⁴⁰. Signe de l'importance du problème, l'article, intitulé « Soupçons de radicalisation à l'école », indique que chaque académie dispose désormais d'un référent « radicalisation ».

39. Dans son numéro daté du 30 novembre et titré « La France à genoux », le magazine en ligne de l'État islamique, *Dar al Islam*, comporte un long article dénonçant les principes de l'école française, au premier rang desquels la laïcité : « Lorsque tu mets ton enfant à l'école de la République, tu acceptes qu'il ingurgite cette bouillie de mécréance, corrompant ainsi sa prime nature et lui faisant emprunter les voies des gens de l'Enfer. » Les auteurs recommandent notamment « de combattre et de tuer, de toutes les manières, ces ennemis d'Allah. Cela vaut pour les professeurs qui enseignent la laïcité aux enfants. Quant aux services sociaux qui arrachent les enfants musulmans à leur famille pour les confier à des mécréants et détruire ce que le musulman a de plus cher après sa religion, ceux-là combattent par la main et nous incitent nos frères en terre de guerre à les frapper. » Cité dans « Daesh ordonne de "combattre et tuer" les professeurs enseignant la laïcité », *Le Figaro*, 03/12/2015.

40. On notera que l'article commence par la phrase suivante : « Plus question de passer sous silence une vérité qui dérange. » Ici encore, comme dans les articles sur les cas de radicalisation dans les entreprises, l'idée qui apparaît est que les autorités ou les responsables ont jusqu'alors cherché à taire cette réalité dérangeante, jusqu'aux attaques du 13 novembre.

L'Éducation nationale n'est pas seulement confrontée à la radicalisation religieuse. Elle doit aussi faire face à la contestation de savoirs académiques pour des raisons religieuses. *L'Obs* du 4 février titre en couverture : « L'école défiée par la religion » avec en sous-titre : « L'enquête qui accuse ». Le dossier présente les résultats d'une enquête pilotée par le CNRS et Sciences-Po Grenoble portant sur 9000 collégiens des Bouches-du-Rhône⁴¹. Il montre que 68 % des collégiens musulmans font passer leurs principes religieux avant la loi en cas de contradiction entre les deux. Et le sociologue Sébastien Roché de conclure : « On voit bien qu'aujourd'hui, la question ne porte plus sur les éventuelles racines chrétiennes du pays, mais sur ses fondements laïques. »

L'ampleur du phénomène de radicalisation ressort également dans le premier bilan du Numéro Vert « anti-djihad », qui recense 3 800 signalements « pertinents ». *Le Parisien*, un des quotidiens les plus doués pour capter l'air du temps et les préoccupations de ses lecteurs, consacre d'ailleurs son supplément magazine du 4 décembre à ce sujet. La une est titrée : « Familles face au djihad » et cite les trois articles constituant ce dossier : « Enquêtes auprès des mères », « Les signes qui doivent alerter » et « Interview de la ministre de la Famille ».

Trois jours plus tôt, le 1^{er} décembre, l'AFP a publié une dépêche⁴² reprise sur le site Yahoo Actualités, consacrée au programme de formation que l'École nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP) a mis sur pied en urgence à la suite des attentats de janvier 2015. Le but de cette formation sur la « radicalisation religieuse » est que les surveillants comprennent mieux les détenus qu'ils côtoient chaque jour et puissent mieux répondre « à cette menace qui grandit dedans comme dehors ». La Chancellerie rappelle que seule une minorité des personnes radicalisées s'est radicalisée en prison (15 %) – attitude que l'on retrouve,

on l'a vu, dans les directions des entreprises –, alors que de nombreux témoignages attestent du développement de cette idéologie en prison⁴³. Écoutons par exemple Frédéric Ploquin de *Marianne* : « Les voyous que l'on dit "traditionnels", ceux qui occupaient le pavé avant la "mafia des cités", témoignent tous du même recul devant le lobbying des "barbus", salafistes ou pas. Les prières dans la cour de promenade font désormais partie du paysage, mais au-delà de l'image, c'est le son qui certains jours envahit l'espace, celui de l'appel à la prière diffusé par les radios et les magnétophones⁴⁴. » On retrouve ici l'ambiance du film *Le Prophète* de Jacques Audiard mais aussi, sur un autre registre, la notion de « bruit de fond » que nous avons développée au début de notre première partie. Dans son numéro du 7 janvier 2016, *L'Obs* consacre lui aussi un article à ce sujet, intitulé « La prison : fabrique à terroristes ».

À lire la presse, le monde pénitentiaire, l'école et les entreprises ne sont pas les seuls lieux concernés par ce phénomène. Dans un article titré « Radicalisation : les médecins ont besoin d'aide », *Le Parisien* du 18 décembre indique que l'Ordre des médecins a rédigé une note d'information donnant la marche à suivre face à des patients radicalisés.

Selon *Marianne*, le monde du football est également marqué par le développement de l'influence salafiste, notamment dans certaines communes de banlieue. Hormis les cas concrets qu'il décrit, cet article⁴⁵ évoque un rapport confidentiel sur le sujet – qui a ensuite en partie fuité. Il avait été remis par le Service central du renseignement territorial (SCRT, anciennement les RG) au Premier ministre. À l'instar de ce qui se passe dans les entreprises, « l'omerta » planerait sur ce phénomène préoccupant. Il commencerait seulement à être reconnu par les autorités à la suite du choc causé par les attentats du 13 novembre.

41. Le chapeau de l'article débute ainsi : « C'est un *tabou* de notre Éducation nationale. De plus en plus d'élèves opposent leurs convictions religieuses aux enseignements universels » (c'est nous qui soulignons). On retrouve une nouvelle fois l'idée d'une réalité dérangeante et inquiétante qui aurait été cachée par les autorités.

42. « Un "dernier rempart" face à la radicalisation : les leçons de la pénitentiaire », dépêche AFP, 01/12/2015.

43. Dans son livre *Terreur dans l'Hexagone : Genèse du djihadisme français*, Paris, Gallimard, 2015 (avec la collaboration d'Antoine Jardin), Gilles Kepel parle d'« incubateur carcéral ».

44. « Les attentats du 13 novembre divisent les taulards », *Marianne*, 11/12/2015.

45. « Le foot : un nouveau terrain salafiste ? », *Marianne*, 08/01/2016.

Le terreau des banlieues : le syndrome de Molenbeek et les « enclaves françaises »

Le syndrome de Molenbeek

À la suite de l'assaut contre la « planque » d'Abaaoud, de nombreux articles sont parus sur la commune de Saint-Denis. Leurs auteurs insistent sur le condensé de problèmes sociaux, de trafics de drogue et de délinquance⁴⁶, mais les multiples signes de « islamisation » de la ville sont aussi décrits très précisément, comme pour les reportages sur Molenbeek, ville de la banlieue de Bruxelles dont sont originaires les frères Abdeslam. Le très grand nombre de restaurants halal, de magasins *mastour*, c'est-à-dire « pudiques », ou de librairies coraniques est évoqué⁴⁷.

Dans un de ces articles intitulé « Le communautarisme façon Saint-Denis⁴⁸ », Marie-Estelle Pech donne la parole à plusieurs habitants de cette ville, tel Aouni Oualid, gérant du fast-food halal le « Mak d'Hal ». Il s'alarme du fait que certains de ses clients de vingt ans lui reprochent de les saluer par un « Bonjour » au lieu d'un « *Salam alaykoulm* ». La patronne d'un salon de coiffure explique : « La plupart des salons de coiffure de Saint-Denis ont une salle dans l'arrière-boutique pour les voilées, même si ça ne se sait que par le bouche-à-oreille. » Jacqueline Pavilla, l'adjointe au maire en charge des solidarités, vient confirmer que « c'est un islam de plus en plus visible, ce qui ne signifie pas que l'islam radical monte en puissance à Saint-Denis ». Stéphane Peu, maire adjoint communiste, tient également des propos qui se veulent apaisants. Si l'on voit un peu plus de femmes voilées, ce n'est « pas moins, pas plus que dans d'autres banlieues françaises ». « Des villes comme Trappes ou Mantes-la-Jolie comptent "beaucoup plus de voilées que Saint-Denis" », confirme une militante associative. Le maire refuse également catégoriquement d'établir un lien entre les terroristes tués par les forces de l'ordre rue du Corbillon et sa ville. Il utilise cette formule : « On n'est pas à Lunel ou à Roubaix. » On

retrouve ici la même posture que celle des édiles de Molenbeek refusant que leur ville soit assimilée à « un nid de terroristes ».

Dès le mois de novembre et avant les attentats de Bruxelles, les révélations et les informations publiées sur Molenbeek ont de quoi justifier son statut de « plaque tournante du terrorisme islamiste », pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Stroobants, correspondant du *Monde* en Belgique⁴⁹. Avant même les attentats de Bruxelles, le nom de cette commune revient en effet dans toute une série d'affaires terroristes. Leurs auteurs ont vécu, séjourné ou se sont fournis en armes dans cette ville. C'est le cas pour la tuerie du Musée juif de Bruxelles en mai 2014, le démantèlement lors d'un assaut mortel de la cellule dite de Verviers (janvier 2015), l'attaque du Thalys Amsterdam-Paris en août 2015 et les attentats de Paris en novembre 2015. Si l'on remonte plus loin encore, c'est de cette ville belge que sont partis les deux assassins du commandant Massoud, opposant afghan aux talibans, exécutés par deux faux journalistes sur ordre d'Oussama Ben Laden deux jours avant le 11 septembre 2001. Deux des auteurs des attentats de Madrid (191 morts en 2004) ont également vécu à Molenbeek.

Face à ce constat, le ministre de l'Intérieur belge a promis de s'occuper de cette commune et de la « nettoyer maison par maison ». Le Premier ministre, quant à lui, a qualifié le lien entre Molenbeek et divers dossiers du terrorisme de « problème gigantesque ».

Le 15 mars 2016, c'est dans une autre commune bruxelloise, Forest, qu'une fusillade éclate lors d'une perquisition menée dans le cadre de l'enquête sur les attentats du 13 novembre. Salah Abdeslam doit donc quitter précipitamment cette planque et est *débusqué*⁵⁰ le 18 mars chez des proches dans la commune de Molenbeek. Le fait que l'ennemi public numéro 1 ait pu échapper pendant quatre mois aux policiers en se cachant

46. Voir par exemple « Limmeuble de l'assaut, concentré de misère humaine », *Le Monde*, 20/11/2015.

47. On retrouve ici les symptômes de ce que Gilles Kepel a appelé la « halalisation » des quartiers.

48. *Le Figaro*, 24/11/2015.

49. « Molenbeek, la plaque tournante du terrorisme islamiste », *Le Monde*, 16/01/2016.

50. Nous reprenons ici le terme utilisé dans l'article du *Monde* daté des 20-21 mars 2016 : « Comment Salah Abdeslam a été débusqué ». Ce terme de chasse donne de Molenbeek l'image d'un terrier, d'une tanière protectrice pour le djihadiste. Le fait qu'il y cherche refuge indique qu'il y bénéficiait de complicités. Cela donne à voir Molenbeek et les quartiers qui s'y apparentent comme des sanctuaires.

dans sa ville a suscité de nombreux questionnements et réactions sur l'étendue des réseaux existant à Molenbeek pour permettre une si longue cavale. On trouve un résumé de ces réactions dans le titre d'un article de *Libération* reprenant les paroles d'un habitant de cette ville : « À Molenbeek, si t'as pas de soutiens, t'es pris en deux heures⁵¹. »

Mais, à mesure que l'enquête judiciaire et les investigations journalistiques progressent, d'autres voix commencent à pointer le laxisme de la précédente municipalité socialiste de Molenbeek. Elle aurait fermé les yeux des années durant sur le phénomène de radicalisation et se serait montrée coupable de clientélisme envers la très forte population immigrée de la ville. On retrouve cette idée dans un long article du *Monde* du 31 décembre : « À Molenbeek, les failles du clientélisme communautaire ». Or, ce type d'arguments est régulièrement employé par le FN, pour qui la gauche dans les banlieues « s'achèterait ainsi un nouvel électorat », les catégories populaires de « souche » l'ayant abandonnée.

Une critique un peu moins virulente porte non sur les pratiques clientélistes, mais sur le fait que les gouvernements successifs n'ont pas pris la mesure de la montée en puissance de cette menace, au contraire du FN qui l'a identifiée de longue date. Certaines déclarations politiques sont venues valider cette vision des choses.

Les enclaves radicales sur le sol français

Le 23 mars 2016, au lendemain des attentats de Bruxelles, Manuel Valls déclare ainsi sur Europe 1 : « On a fermé les yeux sur la progression des idées extrémistes du salafisme [...]. Nous aussi, en France, nous avons des quartiers sous l'emprise des trafiquants de drogue et des salafistes. [...] Dans ces quartiers, ce mélange de trafics de drogue et d'islamisme radical a perverti une partie de la jeunesse. »

La proximité culturelle, géographique et linguistique avec la Belgique autorise les parallèles avec la situation dans certains lieux en

51. *Libération*, 20/03/2016.

France. On pense à Saint-Denis, où Abaaoud et un de ses complices se sont repliés ; aux cités de Toulouse, dont étaient originaires Merah et Clain, ou à Lunel, d'où une quinzaine de jeunes radicalisés sont partis faire le djihad en Syrie. Invitée du « Talk » du *Figaro* le 19 novembre 2015, la porte-parole des Républicains, Lydia Guirous, affirme : « Des Molenbeek, il y en a partout en France. » Alain Finkielkraut déclare le 30 décembre sur i-Télé : « Les Français voient se multiplier avec angoisse les “Molenbeek français⁵²” ». Ces déclarations émanent dans un premier temps des rangs de la droite mais, à la suite des attentats de Bruxelles, cette grille de lecture est aussi reprise par une partie de la gauche. Patrick Kanner, le ministre de la Ville, déclare lors du « Grand Rendez-Vous » d'Europe 1, I-Télé, *Le Monde* » le 27 mars 2016 qu'« une centaine de quartiers en France présentent des similitudes potentielles avec Molenbeek ».

Les communes ou les quartiers de banlieue « halalisés », pour reprendre l'expression de Gilles Kepel⁵³, sont ainsi perçus comme le terreau⁵⁴ favorisant le basculement dans le terrorisme d'une partie des habitants, avec pour certains un passage par la case délinquance. En témoignent le profil d'un Coulibaly ou le procès de trois jeunes braqueurs d'un Quick à Coignières dans les Yvelines, dont le butin devait servir à financer le départ de l'un d'eux en Syrie. À cette grille de lecture spatiale – la communautarisation de certains quartiers et territoires – vient souvent s'ajouter une autre, d'ordre sociologique : le salafisme comme antichambre de la radicalisation potentielle de certains groupes d'individus. On retrouve cette idée en une de *Libération* le 24 novembre 2015 : « Attentats, le terreau salafiste. Plongée dans cette mouvance radicale de la communauté musulmane dont se réclament les terroristes du 13 novembre⁵⁵ ».

52. À la suite des attentats de Bruxelles, ces réactions se font de nouveau entendre dans le débat public. Bruno Le Maire déclare le 23 mars 2016 sur LCP : « Il y a l'équivalent de Molenbeek en France, dans certains quartiers ».

53. Gilles Kepel, *Banlieue de la République : société politique et religion à Clichy-sous-Bois et Montfermeil*, Paris, Gallimard, février 2012.

54. La métaphore du terreau qui revient régulièrement dans les commentaires est intéressante car, si l'on reprend la définition du terme, le terreau est un support de culture formé de terre végétale enrichie de produits de décomposition. On retrouve bien ici les différents ingrédients de la démonstration qui est faite par les utilisateurs de cette image.

55. C'est nous qui soulignons.

Ces communes ou les quartiers de banlieue « halalisés » apparaissent également comme des espaces où les djihadistes sont plus difficilement repérables. Écoutons Emmanuelle, comédienne résidant à un pâté de maisons de la dernière planque d'Abdeslam et interviewée au lendemain de l'interpellation du terroriste : « Je ne crois pas que les musulmans cachent des terroristes : ils se fondent peut-être plus dans la masse ici, il y a plus de barbes⁵⁶. » Dans ces quartiers, les djihadistes peuvent soit préparer des attentats, soit trouver refuge après leurs attaques – c'est ce qu'en langage policier ou militaire on nomme des « bases arrière ».

C'est cette idée que les dirigeants frontistes ont reprise durant la campagne des régionales. Wallerand de Saint-Just évoque « ces islamistes radicaux qui sont comme des poissons dans l'eau dans certains quartiers d'Île-de-France ». On reconnaît ici la célèbre formule de Mao, « Le révolutionnaire est dans le peuple comme un poisson dans l'eau. » L'utilisation de cette formule et de ce type de référence indique que la grille de lecture est bien celle de la guerre révolutionnaire. Cela laisse entendre que, face à cette situation, les méthodes de la contre-insurrection et du quadrillage des quartiers – expérimentées notamment durant la bataille d'Alger, la référence à la guerre d'Algérie revenant en boucle dans le discours du FN comme chez certains islamistes – sont désormais nécessaires. Mais ce type de références n'est pas l'apanage du FN. Le 23 mars 2016, au lendemain des attentats de Bruxelles, Guillaume Peltier, membre de la tendance droitiste des Républicains, publie un communiqué de presse où l'on peut lire : « Combien de Molenbeek dans nos caves, nos banlieues, nos campagnes tranquilles ? À quand la fin de décennies d'impunité ? À quand le *nettoyage méthodique et militaire des foyers de haine* qui gangrènent notre pays⁵⁷ ? »

Il est intéressant de remarquer que cette idée de guerre révolutionnaire sur une base ethnique est un objectif avoué des théoriciens djihadistes. Gilles Kepel montre qu'Abu Musab-al-Suri a

pensé ce processus dans son *Appel à la résistance islamique mondiale*⁵⁸. À la suite d'une campagne d'attentats, cette bible du djihadisme prophétise que les sociétés européennes vont se fracturer et que les zones ou les quartiers musulmans vont s'autonomiser. Dès lors, une « guerre d'enclaves » – et l'on retrouve ici une vision très proche de celle développée par le FN – pourra être menée. Elle aboutira à une guerre civile prenant la forme d'un affrontement entre territoires homogènes sur le plan ethno-religieux.

La représentation de la communautarisation des quartiers comme stade précurseur d'une irruption de la violence islamiste est également portée par des intellectuels qui ont fui l'Algérie et les commandos du GIA dans les années 1990⁵⁹. Fewzi Benhabib, universitaire franco-algérien, décrit de façon saisissante la métamorphose de Saint-Denis, où il a trouvé refuge il y a vingt ans : « Je suis triste. J'ai mal quand je remarque tous ces voiles autour de moi, partout, où que mon regard se porte, et quand j'entends une commerçante expliquer qu'elle vient d'en vendre un à une petite fille de 4 ans. Ça me chavire d'être accueilli dans les magasins par un "Bonjour mon frère" au lieu d'un "Bonjour monsieur". Je sursaute quand des amis de Sétif ou d'Alger me font remarquer qu'au marché de Bab El Oued, au moins, là-bas, les amoureux peuvent se tenir par la main. [...] Le gouvernement et les élus locaux doivent avoir une boussole claire. Cessons les entorses à la laïcité, la laïcité doit s'imposer à tous de la même façon, quelle que soit la religion. Rétablissons des règles claires pour le port du voile ! Il n'est pas normal aussi que des mairies aient pris l'habitude de cesser des réunions le vendredi pour faciliter le culte. Il n'est pas normal que des profs n'enseignent plus Rousseau, Voltaire ni la Shoah... Nous devons tous être nourris des mêmes valeurs. » Et de s'interroger, pessimiste : « Hélas ! je crains... N'est-ce pas trop tard⁶⁰ ? »

58. Voir Gilles Kepel, avec la collaboration d'Antoine Jardin, *Terreur dans l'Hexagone : Genèse du djihadisme français*, Paris, Gallimard, 2015.

59. Dans l'un de ses livres, *Les Agneaux du seigneur*, l'auteur algérien Yasmina Khadra démonte le processus de radicalisation d'une petite ville algérienne. L'ambiance décrite et les mécaniques de basculement dans la violence ne sont pas sans rappeler la situation de certains quartiers français aujourd'hui. Yasmina Khadra, *Les Agneaux du seigneur*, Paris, Julliard, 1998.

60. *Le Parisien*, 20/11/2015.

56. « À Molenbeek, si t'as pas de soutiens, t'es pris en deux heures », *Libération*, 20/03/2016.

57. C'est nous qui soulignons.

Interviewé sur France Inter le 11 février 2016 dans le cadre d'une émission sur le vote FN en banlieue, un auditeur va encore plus loin. Cet Algérien a lui aussi fui son pays en proie à la terreur islamiste dans les années 1990. Il s'est depuis installé avec sa famille à Drancy. Il explique que la multiplication des femmes voilées et les attentats lui rappellent les prémices de la guerre civile dans son pays. C'est pourquoi il a décidé d'adhérer au FN à la suite des attentats de novembre.

Cette représentation d'une communautarisation accentuée de certains quartiers ou villes comme stade préalable et annonciateur d'un basculement vers le terrorisme ou la guerre civile se retrouve, on l'a vu, dans les propos du FN. Marion Maréchal-Le Pen déclare sur BFMTV le 20 mars 2016 : « L'immigration est un vivier de radicalisation où l'on va chercher les petits soldats du djihadisme. » Mais on la retrouve également chez certains responsables de la « droite dure ». Jean-Paul Fournier, le maire Les Républicains de Nîmes, ville assez proche de Lunel, évoque au lendemain des attentats du 13 novembre « une guerre civile en France ». Même tonalité chez Lionnel Luca, député Les Républicains des Alpes-Maritimes : « Ce soir, Paris, c'est Beyrouth ! Logique pour un pays en voie de libanisation. Nous paierons cher notre lâcheté face au communautarisme ! » Philippe de Villiers, quant à lui, impute cet « immense drame de Paris au laxisme et à la "mosquéeisation" de la France ». Ces propos rencontrent un écho certain notamment chez des personnes vivant dans ces quartiers. Interrogé par *Le Figaro*, cet artisan à la retraite habitant depuis quarante ans à Saint-Denis a le sentiment de vivre désormais dans un « concentré de misère », dans un quartier « toujours moins mixte : j'aimerais bien voir autre chose que des restaurants halal, pour manger français, je suis obligé d'aller à Paris⁶¹ ». Même tonalité à Fréjus chez cette retraitée qui habite le quartier de la Gabelle « avec vue sur la mosquée. Ça ne peut pas durer. Si j'avais pu, il y a longtemps que je serais partie mais notre appartement ne vaut plus rien. » Cette retraitée n'a subi ni incivilités ni agression, « c'est juste qu'on n'est plus chez nous. Maintenant, les Arabes ont pris le dessus, ils veulent tout, ils empiètent, empiètent⁶². »

61. « Le communautarisme façon Saint-Denis », *Le Figaro*, 24/11/2015.

62. « À Fréjus, une victoire du FN n'impressionne plus personne », *Le Figaro*, 10/12/2015.

On retrouve également des discours de ce type dans des territoires sans confrontations culturelles directes avec des populations issues de l'immigration ou musulmanes. Le député Lionnel Luca établissait un parallèle avec le Liban pour pointer les risques d'un conflit confessionnel dans une société devenue communautarisée. Interrogé dans un article du *Figaro*, un agriculteur à la retraite vivant à Amfreville, petit village de l'Eure, mobilise une autre référence historique tout aussi parlante : « Un jour, ça finira en France comme en Yougoslavie, avec une guerre civile entre musulmans et chrétiens. On ne peut pas s'entendre⁶³. »

Des djihadistes « bien de chez nous »

Au gré des informations et révélations délivrées par les médias, se forge l'image d'une organisation tentaculaire dont les ramifications, se jouant des frontières, parcourent l'ensemble de la planète. À l'échelle de la France, le réseau apparaît comme très dense, avec des ramifications complexes. La plupart des médias ont d'ailleurs dressé des organigrammes détaillés, avec force liens et flèches. Ces schémas, constellés des photos de visages patibulaires⁶⁴ des membres des différents commandos et de leurs recruteurs, qui font penser à des arbres généalogiques ou des états-majors d'entreprises, ont pour titre « La galaxie djihadiste » (*Le Monde* ou *20 Minutes*⁶⁵), « La nébuleuse terroriste /ou djihadiste » (*L'Obs* et *Le Figaro*⁶⁶) : autant de termes donnant l'image d'un réseau très vaste et très fourni.

On savait que les auteurs des attentats de janvier avaient agi sur ordre, tout comme Sid Ahmed Ghlam qui projetait d'attaquer des églises de Villejuif ou Yassin Salhi, l'auteur de la décapitation de Saint-Quentin-Fallavier en Isère, qui avait été en contact avec un commanditaire basé

63. « Amfreville, le Front national aux champs », *Le Figaro*, 09/12/2015.

64. Les très nombreuses publications de ces photos patibulaires de djihadistes et de leurs noms et prénoms à consonance maghrébine produisent un effet angoissant dans l'opinion, selon un mécanisme que Louis Aragon a magnifiquement décrit dans son poème sur les résistants du groupe Manoukian, « L'Affiche rouge » : « Vous aviez vos portraits sur les murs de nos villes / Noirs de barbe et de nuit hirsutes menaçants / L'affiche qui semblait une tache de sang / Parce qu'à prononcer vos noms sont difficiles / Y cherchait un effet de peur sur les passants. » C'est nous qui soulignons.

65. *Le Monde*, 01/12/2015, et *20 Minutes*, 03/12/2015.

66. *L'Obs*, 26/11/2015, et *Le Figaro*, 26/11/2015.

en Syrie. Hakim, un jeune Toulonnais de 25 ans interpellé le 29 octobre 2015, qui s'était fait livrer des poignards pour attaquer des marins de l'arsenal de Toulon, était lui aussi en contact avec un Français résidant à Rakka en Syrie. Mais la dimension transnationale de Daesh est apparue encore plus nettement à la lumière des attentats de novembre. Une formule très utilisée depuis résume bien le processus : ces attaques ont été pensées en Syrie, préparées en Belgique et réalisées en France.

La composition des commandos, qui comprenaient des Français, vraisemblablement des Syriens ou des Irakiens et des Belges ; le parcours de certains, qui sont partis de Syrie et ont emprunté la route des Balkans quand d'autres allaient et venaient entre la France, la Belgique et d'autres pays européens ; tout cela est également venu souligner aux yeux de l'opinion l'idée que bon nombre des auteurs sont citoyens français et ont grandi dans notre pays. Dans son numéro du 7 janvier 2016, *L'Obs* consacre tout un dossier à ce sujet. Il le résume en couverture par la formule : « Djihad made in France ».

Le grand public avait déjà découvert depuis un moment que de nombreux citoyens français étaient partis se battre en Syrie. Des cas avaient été très médiatisés, comme celui du converti normand Maxime Hauchard, devenu l'un des égorgés de Daesh, ou celui de la filière de Lunel, grâce à laquelle une quinzaine de jeunes Héraultais avaient rejoint la Syrie, et dont presque la moitié avaient péri sur place. Mais l'enquête sur le 13 novembre a révélé qu'un nombre croissant de ces djihadistes aguerris en Syrie et en Irak étaient sur le chemin du retour avec la ferme intention de passer à l'action dans leur pays d'origine. Les nombreux articles consacrés à Foued Mohamed-Aggad, dit « le troisième kamikaze du Bataclan », traduisent bien cette idée. Le 10 décembre, *Le Parisien* titre sur une double page intérieure : « D'un village d'Alsace au Bataclan, via la Syrie ». La presse locale insiste fortement sur le parcours et le vécu alsacien du terroriste : « Le troisième kamikaze originaire de Wissembourg » pour *L'Alsace* et « Le troisième terroriste du Bataclan est originaire de Wissembourg » pour *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*. Le contraste flagrant entre la paisible bourgade alsacienne et ses maisons à colombages, d'une part, et la Syrie de Daesh, où le kamikaze s'est préparé, et la violence de

l'attaque du Bataclan à laquelle il a participé, d'autre part, revient dans tous ces articles. L'article de *L'Alsace* a été vu 36785 fois sur Internet en seulement trois jours, et celui des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 86341 sur la même période très brève.

La publication dans la presse d'articles sur l'existence de réseaux régionaux de recrutement, avec notamment des convertis, s'est poursuivie bien après le mois de novembre. Le 18 mars 2016, *Paris Match* publie un grand reportage intitulé « Djihad : la filière bretonne ». L'article commence par ce chapeau : « La région longtemps la plus chrétienne est un nid de convertis salafistes. Au grand désespoir de leurs familles⁶⁷. » Tout au long de ce papier, le hiatus entre les racines bretonnes et catholiques de ces familles et le choix de ces jeunes d'épouser la cause djihadiste revient comme un leitmotiv. À propos de David Drugeon, artificier d'un groupe proche d'Al-Qaïda victime d'une frappe américaine dans la région d'Alep, on évoque son arrière-grand-mère qui portait la coiffe.

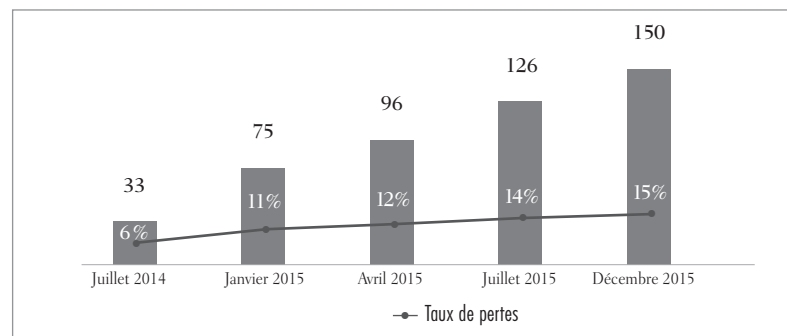
Le lendemain, c'est *Le Monde* qui publie un long article sur une filière de départs pour la Syrie dans la ville d'Orléans : « Enquête : le djihad en bord de Loire ». Là aussi, les journalistes jouent du contraste entre, d'une part, la campagne solonote (« les bois verts du Loiret ») et la mémoire de Jeanne d'Arc et, d'autre part, les rudes combats auxquels ces jeunes ont participé en Syrie.

Non seulement les djihadistes français sont donc parfois issus de nos terroirs, et pas seulement des cités sensibles, mais, autre motif propre à augmenter l'inquiétude, on les retrouve en nombre croissant dans la hiérarchie de l'État islamique. Dans un article du *Figaro*, des spécialistes du djihadisme révèlent que les Français et les Belges forment aujourd'hui les bataillons de choc de l'État islamique et ont le projet de revenir en Europe pour y poursuivre la vague d'actions terroristes. Le nombre croissant de Français morts au combat en Syrie ou en Irak dans les rangs de Daesh, mais aussi l'augmentation du taux de pertes (soit le nombre de morts ramené au nombre total de Français ayant séjourné à

67. C'est nous qui soulignons.

date dans cette zone), souligne l'implication grandissante des djihadistes français dans les combats et dans les opérations kamikazes sur place – une douzaine de cas, selon le ministère de l'Intérieur.

Évolution du nombre de Français morts au combat et du taux de pertes parmi les djihadistes français en Syrie et en Irak



Source : ministère de l'Intérieur.

En décembre 2015, Manuel Valls déclare qu'au total 150 djihadistes français ont péri sous l'uniforme de Daesh⁶⁸. Ce chiffre, en hausse constante, montre l'ampleur du phénomène. À titre de comparaison, les pertes de l'armée française en plus de dix ans de présence et de combats en Afghanistan s'élèvent « seulement » à 89 tués.

Notons que ce chiffre correspond au nombre de victimes des attentats de janvier et du 13 novembre. L'idée ici n'est pas d'établir un parallèle. Elle est de montrer que le développement du djihadisme en France s'est déjà soldé par la mort brutale de près de 140 innocents entre janvier et novembre 2015, mais s'est aussi traduit par la mort au combat de 167 ressortissants français. Ces décès, étalés dans le temps, n'ont pas fait l'objet d'une couverture médiatique aussi massive que les morts du 13 novembre. Ils ont néanmoins marqué les esprits, d'autant que beaucoup de ces cas ont été traités dans la presse locale sur le thème de la disparition d'un « enfant du pays » :

68. Ce chiffre est revu à la hausse par la suite. Dans un discours à l'Assemblée le 5 février 2016, Manuel Valls évoque le chiffre « d'au moins 161 Français » morts en Syrie ou en Irak. À l'heure où nous achevons la rédaction de ce livre, ce chiffre est passé à 167.

- 18 février 2015, *L'Est républicain* : « Port-Sur-Saône, l'incroyable dérive de Pierre, 19 ans, mort au djihad », 39 319 vues sur le site.
- 23 octobre 2015, *L'Est républicain* : « Bethoncourt. Parti en Syrie, il est tué par une frappe de drone », 26 682 vues sur le site.
- 15 décembre 2015, *Le Progrès* : « Filières djihadistes, 7 jeunes du département sont morts en Syrie », 22 276 vues sur le site.

L'onde de choc dépasse les seules familles endeuillées. Les habitants du quartier dont est originaire le djihadiste, ses anciens camarades de classe ou ses collègues apprennent la nouvelle et s'interrogent sur les ressorts de ce basculement.

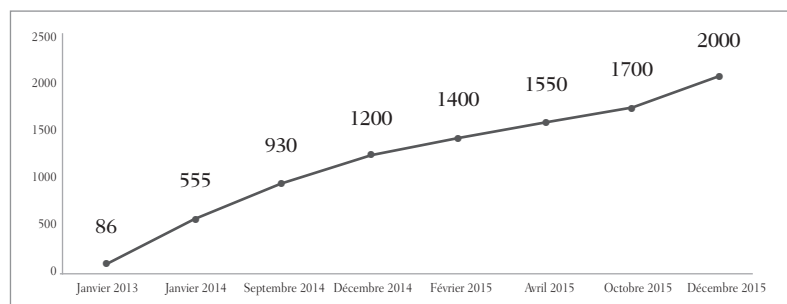
La litanie de ces annonces de décès s'est poursuivie. Le 29 décembre 2015, on apprend qu'un djihadiste français proche de Samy Amimour, originaire comme lui de Drancy, et jouissant d'un rôle important au sein de l'État islamique, a succombé avec neuf autres combattants à une frappe aérienne en Syrie. La veille, *Ouest-France* publie l'article « Terrorisme, un jeune d'Hérouville-Saint-Clair meurt en Syrie ». L'analyse de cet article sur le fond comme sur la forme est des plus intéressantes. « Une filière à Hérouville ? Il faut être prudent car rien ne l'indique officiellement. Difficile cependant de ne pas faire le rapprochement avec d'autres affaires ». À Hérouville-Saint-Clair, commune de grands ensembles comptant 20 000 habitants à la périphérie de Caen, deux frères ont été mis en examen début décembre 2015 dans le cadre de l'état d'urgence pour association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte terroriste. Quelques jours plus tard, un lycéen de 18 ans, habitant de la ville, est condamné pour apologie de terrorisme. Plusieurs perquisitions administratives se sont également déroulées dans cette commune depuis le 13 novembre. Interrogée par *Ouest-France*, la sénatrice de l'Orne, département voisin du Calvados où est située Hérouville, et présidente de la commission d'enquête contre les réseaux djihadistes au Sénat, Nathalie Goulet, déclare : « Il y a un berceau pour le djihadisme dans cette ville, il pourrait s'agir d'un *petit Lunel normand*⁶⁹ ». Une fois encore, on retrouve

69. C'est nous qui soulignons pour montrer que le cas de Lunel est devenu emblématique et est quasiment passé dans le langage commun. Cette sénatrice reprend cette image comme l'a fait le maire adjoint de Saint-Denis, comme on l'a vu précédemment.

cette idée d'une prolifération du djihadisme, mais aussi de l'apparition partout sur le territoire, y compris dans des zones apparemment paisibles et relativement protégées, de foyers de recrutement. En effet, outre la participation active et périlleuse au combat, la tâche des djihadistes français consiste à recruter de nouveaux membres partout en France, notamment là où ils ont vécu⁷⁰.

À cette montée en puissance des djihadistes français et francophones dans la hiérarchie de Daesh au Levant correspond une hausse exponentielle en France du nombre de personnes radicalisées et/ou candidates au départ. Le graphique suivant illustre bien la flambée spectaculaire de ce phénomène. En 2013, on ne dénombrait que 86 personnes impliquées dans ces filières. En trois ans seulement, on constate une multiplication par plus de 20 !

Évolution du nombre de personnes impliquées dans les filières djihadistes syro-irakiennes selon le ministère de l'Intérieur



Source : ministère de l'Intérieur.

Face à ces chiffres, la presse utilise des termes comme « explosion des compteurs » ou « déferlante cauchemardesque », suggérant un processus d'emballage incontrôlable. Cette idée est également véhiculée par la parole gouvernementale. Ces deux dernières années, le Premier ministre ou le ministère de l'Intérieur ont communiqué à de très

nombreuses reprises sur ces chiffres, soulignant leur dynamique exponentielle. Afin de justifier la création d'une nouvelle structure pour « jeunes radicalisés », Manuel Valls déclare le 18 novembre 2015 à l'Assemblée nationale : « Dans nos quartiers, il y a des dizaines, des centaines, peut-être des milliers de jeunes qui sont attirés par l'islamisme radical, par cette idéologie totalitaire. »

On remarquera qu'objectivement, jamais la France n'a été confrontée à pareil défi sécuritaire. Les réseaux pro-GIA des années 1990 ou Action directe au début des années 1980 n'ont jamais compté plus de quelques dizaines de membres plus ou moins proches. Nous avons aujourd'hui atteint une tout autre échelle. En termes quantitatifs, une comparaison avec l'Italie des années 1970 serait plus pertinente. Selon différentes sources, les Brigades rouges ont compté jusqu'à 9 000 militants, dont 500 activistes. En 1981, plus de 1 500 membres ou sympathisants ont été incarcérés. Ce sont des ordres de grandeur assez comparables avec la situation de la France aujourd'hui. On rappellera que l'Italie a mis plus de dix ans à sortir du terrorisme d'extrême gauche. Le juge Trévidic évoque d'ailleurs l'horizon d'une décennie pour régler la question djihadiste en France. Dans le contexte du débat parlementaire très animé sur la déchéance de la nationalité, où le gouvernement a peiné à trouver une majorité pour le soutenir, *Le Figaro* a opportunément publié en exclusivité, le 3 février, le détail d'un rapport officiel sur la question⁷¹. Pas moins de 8 250 personnes ont été signalées en 2015 comme islamistes radicaux, dont 4 590 présentant des « profils inquiétants », un chiffre en augmentation de 48 % sur 11 mois. Au plan géographique, le rapport note que, si Paris et la région parisienne sont les plus touchés par cette radicalisation, la contagion n'épargne plus aucune région. Sur une carte accompagnant l'article, on voit que, dans des départements « paisibles » comme les Côtes-d'Armor, la Charente, l'Aveyron ou le Puy-de-Dôme, entre 50 et 100 signalements ont été enregistrés en moins d'un an.

L'image qui vient à l'esprit est celle de la prolifération anarchique et très rapide de cellules cancéreuses. Cette représentation d'une

70. On peut citer le cas d'Omar Omsen, qui a recruté plus de 80 djihadistes français, d'abord dans la région niçoise où il vivait, puis *via* les réseaux sociaux depuis la Syrie, où il a trouvé la mort dans une frappe aérienne.

71. « Islamisme : la radicalisation s'étend en France », *Le Figaro*, 03/02/2016.

propagation fulgurante se nourrit également de très nombreux récits qui insistent sur le basculement extrêmement rapide des jeunes radicalisés. Le schéma narratif est à chaque fois identique. Des jeunes « sans histoires et éloignés de la religion » ont changé de comportement assez subitement et ont basculé en quelques mois seulement, à la stupéfaction de leur entourage et de leur famille. Prenons l'exemple de Foued Mohamed-Aggad, le « troisième kamikaze du Bataclan ». Ses proches (voisins, camarades de lycée) cités dans les différents articles déclarent tous être « tombés des nues » car « c'était un garçon respecté, intègre et travailleur » qui « faisait certes ses prières, mais sans ostentation ». On apprend également qu'il a échoué à entrer dans la police et dans l'armée⁷², et que rien donc ne laissait présager ce basculement. D'après l'avocate de sa mère, « son processus de radicalisation a été rapide, pas plus de quelques mois⁷³ ». Même récit à propos de Samy Amimour, autre kamikaze du Bataclan. Un article de *L'Obs* insiste sur le contraste entre « le garçon d'avant, avec sa petite vie ordinaire de banlieue, machiniste sur la ligne 148, et l'autre, le monstrueux Samy Amimour devenu tueur de masse et djihadiste fou⁷⁴ ». L'article raconte que, trois mois après avoir rencontré des personnes qui l'ont emmené prier à la mosquée du Blanc-Mesnil, il a brutalement quitté la RATP avant d'entamer son sinistre parcours de djihadiste.

Des frontières poreuses

À mesure que l'enquête sur les attentats du 13 novembre progresse, les Français découvrent avec stupéfaction que plusieurs terroristes ont pu effectuer des allers-retours entre la Belgique et la Syrie, comme dans le cas d'Abdelhamid Abaaoud ; que d'autres ont franchi la frontière franco-belge sans être inquiétés ou détectés ; et enfin que deux des kamikazes du Stade de France ont emprunté la fameuse route des

72. Mohamed Merah a lui aussi tenté d'intégrer l'armée avant d'abattre des soldats à Montauban. Ces trois victimes, Imad Ibn Ziaten, Abel Chennouf et Mohamed Legouad, étaient toutes issues de l'immigration. C'était également le cas d'Ahmed Merabet, le policier tué devant les locaux de *Charlie Hebdo*, comme pour 7 des 77 soldats français tombés en Afghanistan (12 hommes de la Légion étrangère ayant également perdu la vie). Ces chiffres montrent que l'intégration fonctionne et que de nombreux jeunes Français issus de l'immigration partagent pleinement l'idéal patriotique au point de s'engager dans la police ou sous les couleurs du drapeau français.

73. *Le Parisien*, 10/12/2015.

74. « Itinéraire d'un kamikaze », *L'Obs*, 19/11/2015.

Balkans en se mêlant au flot des migrants avec des passeports usurpés. Salah Abdeslam et deux complices venus le récupérer franchissent sans encombre un contrôle de gendarmerie et la frontière belge dans la nuit des attentats. On apprend par la suite que le cerveau, le Belge Abaaoud, a déjoué trois fois la vigilance des services de renseignements européens. Face à ce qui apparaît comme des failles béantes, l'opinion publique et les médias demandent des comptes. La une du *Parisien* du 20 novembre est barrée d'un « Comment Abaaoud s'est-il infiltré en Europe ? » Un article de *L'Obs* consacré aux auteurs des attentats titre : « Fichés partout, bloqués nulle part⁷⁵ ».

C'est alors la colère et l'incompréhension qui s'expriment, y compris dans de petites communes rurales *a priori* moins exposées. Jean-Baptiste Leccia, maire divers droite de la commune de Sampolo, village de 70 habitants situé en Corse-du-Sud, raconte : « Les gens sont traumatisés. Ils se disent que les attentats de "Charlie" ont eu lieu il y a presque un an et que depuis on n'a rien fait. Ils veulent plus de répression sur le mode : "Il y a trop d'étrangers. On ne peut pas laisser passer tout le monde. On est infiltrés". » Et d'expliquer que, quand il a proposé d'accueillir des migrants dans sa commune, on lui a répondu : « OK, si ce sont des chrétiens⁷⁶. »

La cinquième colonne : ennemi intérieur et menace extérieure

Le 26 avril 2015, lors d'un débat sur France 3, Christian Estrosi, évoquant tous ces jeunes Français se radicalisant aux quatre coins du territoire, parle d'une « cinquième colonne islamique qui se prépare à entrer en guerre contre la France ». Le terme de « cinquième colonne », qui trouve son origine dans la guerre civile espagnole, désigne soit un « traître embusqué à l'intérieur d'un pays ou d'une armée, prêt à se réveiller pour la prendre à revers lors d'une attaque extérieure », soit « une minorité à l'intérieur d'un pays qui prendrait parti pour un ennemi extérieur au pays en question ». Selon le député-maire de Nice, le complot

75. *L'Obs*, 26/11/2015.

76. « Au bar du village, on ne parle que de ça », *Le Monde*, 20/11/2015.

qui nous menace s'organiserait *via* « des réseaux infiltrés dans nos caves, dans nos garages, dans les lieux clandestins ».

Cette expression avait déjà été employée en mai 2013 par le député droitier Jacques Myard. À propos de l'assassinat d'un soldat britannique par deux terroristes à Londres, il avait déclaré : « Dans un monde devenu totalement transnational et sans frontières, il faut que l'on sache que les assassins islamistes sont une cinquième colonne présente dans toutes les banlieues d'Europe. » Lors de la décapitation de Saint-Quentin-Fallavier en juin 2015, Nadine Morano reprend aussi ce terme dans un tweet. « Les réseaux dormants en action, la cinquième colonne en marche, que les naïfs prennent conscience de la gravité du terrorisme islamiste en France », déclare-t-elle. On voit que cette notion, qui traduit parfaitement l'idée d'une jonction entre menace extérieure et ennemi intérieur, s'est progressivement diffusée dans toute une partie du spectre politique. Mais elle est devenue encore plus pertinente après le 13 novembre pour bon nombre de nos concitoyens.

La figure du jeune Français parti s'enrôler en Syrie dans les rangs de l'État islamique est l'illustration chimiquement pure de la fusion entre menace intérieure et extérieure. Mais le fait que les centaines de milliers de migrants qui arrivent sur les côtes européennes partent de pays en guerre où sont implantées des organisations djihadistes, et qu'ils rejoignent nos pays, où résident des communautés issues de l'immigration dont des franges sont travaillées par l'islamisme radical, vient encore alimenter cette crainte d'une « cinquième colonne ». Comme nous l'avions exposé dans *Janvier 2015 : Le catalyseur*⁷⁷, les attentats de janvier 2015, en raison du profil de leurs auteurs, constituent le maillon permettant de faire le lien entre la menace intérieure (l'islamisation) et le péril extérieur (le djihadisme international). Non seulement des milliers de ressortissants européens combattent en Syrie et en Irak et peuvent revenir à tout moment dans leur pays pour y commettre des attentats, mais désormais des combattants djihadistes peuvent s'immiscer dans les groupes de

77. Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *Janvier 2015 : Le catalyseur*, op. cit.

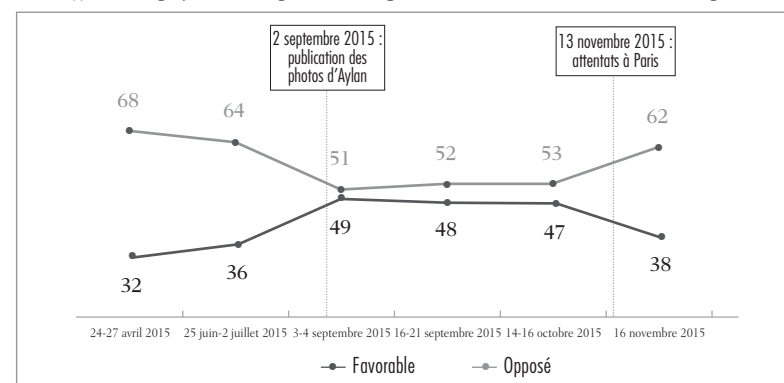
réfugiés et profiter du chaos pour entrer incognito en Europe, comme l'a montré l'enquête sur les attentats de Paris.

Les révélations sur les passeports syriens détenus par plusieurs membres des commandos de Paris sont venues donner davantage de force au discours pointant le risque du recours par l'État islamique de la stratégie du cheval de Troie en utilisant les flots de réfugiés. D'après une enquête de l'Ifop pour *Le Figaro* et RTL⁷⁸ réalisée trois jours après les attentats, la proportion de personnes estimant que, parmi les très nombreux migrants qui arrivent en Europe, se cachent des terroristes potentiels, est de 83 %, contre 69 % en septembre. La progression s'est concentrée sur la proportion de personnes adhérant « tout à fait » à cette idée, passée de 34 % en septembre à 49 % au lendemain des attentats. Face à cette menace d'infiltration avérée par le cas de ces kamikazes, l'opinion française s'est fortement rétractée à propos de l'accueil des migrants, les personnes favorables ne représentant plus que 38 % contre 47 % un mois plus tôt, comme le montre le graphique ci-dessous.

Évolution de l'opinion concernant l'accueil des migrants en Europe et en France

en pourcentages

Question : êtes-vous favorable ou opposé à ce que les migrants qui arrivent par dizaines de milliers sur les côtes italiennes et grecques soient répartis dans les différents pays d'Europe et à ce que la France en accueille une partie ?



78. Enquête réalisée par Internet le 16 novembre 2015 auprès d'un échantillon national représentatif de 910 personnes.

Dans une interview au *Monde*⁷⁹, l'historien Nicolas Lebourg rappelle à juste titre comment, durant la Guerre froide, l'idée d'un ennemi intérieur et extérieur identique, le communisme, s'était avérée politiquement très mobilisatrice. À l'époque, l'anticommunisme (la crainte du « péril rouge ») était très présent à l'extrême droite et à droite, mais existait également dans les rangs de la gauche socialiste. Une très large partie de la société française communiait dans le rejet de cette menace. L'anticommunisme s'exprimait dans les urnes et était systématiquement utilisé comme argument de mobilisation électorale par certaines forces politiques.

Plus globalement, il servait de grille de lecture permettant d'appréhender l'actualité et de se positionner sur de nombreux sujets. Qu'il s'agisse de la politique étrangère et de la situation internationale (doit-on soutenir tel ou tel régime pour contrer l'influence soviétique dans telle région du globe ?), d'un mouvement social (doit-on réprimer telle grève « orchestrée » par la CGT et « pilotée en sous-main » par le Parti communiste ?) ou d'une élection locale (« faire barrage » aux communistes dans son canton ou dans sa ville), la peur du communisme a organisé la vision du monde de très nombreux Français (et Européens) des années 1950 au milieu des années 1980.

La succession des attentats islamistes depuis le 11 septembre 2001 jusqu'à l'attaque du Bataclan en passant par celles de Mohamed Merah, de *Charlie Hebdo* en janvier 2015 et du Thalys en août de la même année ; le développement du salafisme dans de nombreux quartiers ; la montée en puissance de Daesh, sa capacité de recrutement en Europe et la déstabilisation de la zone syro-irakienne comme de la Libye ; et, *last but not least*, la crise des migrants et l'afflux de centaines de milliers de personnes en Europe ; tout cela a donné corps à un nouveau mantra en passe de devenir aussi puissant que l'anticommunisme jadis, et qui fonctionne également par l'identification d'un même ennemi intérieur et extérieur : le péril islamiste⁸⁰.

79. Nicolas Lebourg, « L'extrême droite fonde son succès sur la peur », *Le Monde*, 06/10/2015.

80. On notera d'ailleurs que de nombreux articles sur les services de renseignements français soulignent que la DGSI, héritière de la DST, doit s'adapter à cette nouvelle situation. Le service de contre-espionnage français a en effet été totalement structuré pour lutter contre la menace soviétique sur notre territoire

L'idée d'une « cinquième colonne » (c'est-à-dire de musulmans radicalisés prêts à passer à l'acte) est d'autant plus angoissante que la présence de ces « agents dormants » (pour reprendre le terme employé durant la Seconde Guerre mondiale) ne se cantonne plus aux « banlieues chaudes », mais, on l'a vu, concerne l'ensemble du territoire.

On retrouve à l'occasion de la crise des migrants cette idée de propagation géographique de la menace dans le discours du FN. En meeting le 9 octobre 2015 à Ressons-sur-Matz (Oise) pour les élections régionales, Marine Le Pen déclare : « Le gouvernement veut *disséminer* les migrants dans nos campagnes. Aucune campagne, aucun territoire jusqu'ici protégé ne sera épargné⁸¹. »

Mais le discours de l'extrême droite et de la droite dure insiste également sur le fait que les migrants sont porteurs à terme d'une aggravation considérable de cette menace intérieure qu'elles appellent « l'islamisation ». Le processus d'intégration d'après elles en panne va s'enrayer avec cet afflux massif et continu. La conséquence sera le développement de nouveaux ghettos et la radicalisation et le basculement dans la violence terroriste d'une partie de ces migrants ou de leurs enfants.

C'est cette idée que l'Ifop a cherché à tester dans le sondage effectué pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes⁸², en employant le terme de « terroristes potentiels » comme synonyme de « terroristes en puissance » ou de « terroristes en devenir ». En septembre 2015, 69 % des Français adhèrent à l'item « Parmi les très nombreux migrants qui arrivent actuellement en Europe se trouvent également des terroristes potentiels. » Cette proportion grimpe à 83 % au lendemain des attentats. Cette expression peut renvoyer à la présence d'agents dormants infiltrés et qui passeraient à l'acte sur ordre,

pendant des dizaines d'années. Le développement du terrorisme djihadiste impose ainsi une révolution copernicienne dans les services. Par-delà ces considérations techniques, on retrouve ici l'idée que, pour l'appareil d'État, le péril islamiste occupe aujourd'hui la place laissée vacante par le péril communiste.

81. C'est nous qui soulignons.

82. Enquête réalisée par Internet du 16 au 22 septembre 2015 auprès d'échantillons nationaux représentatifs de 1 000 personnes dans 7 pays européens.

après s'être installés dans le pays d'accueil. Mais elle peut également faire référence à la présence parmi les migrants de personnes qui, en l'absence d'une intégration réussie, vont se radicaliser progressivement et peut-être basculer dans le terrorisme alors que, pour l'heure, elles ne partagent pas cette idéologie.

On trouve exactement cette idée dans les propos tenus par Jean-Louis Masson, sénateur divers droite, au Sénat le 14 octobre 2015 : « Par le passé, l'immigration conduisait à l'assimilation. Aujourd'hui, elle conduit au communautarisme. Il y a des quartiers où on ne va plus. Mohamed Merah, Amedy Coulibaly, ce sont les terroristes aujourd'hui ! L'immigration d'aujourd'hui, ce sont les terroristes de demain ! » La tonalité est la même dans le discours prononcé par Marine Le Pen à Nantes le 25 mars 2012, quelques jours après les attaques perpétrées par Mohamed Merah à Toulouse : « Combien de Mohamed Merah dans les bateaux, les avions, qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ? [...] Combien de Mohamed Merah parmi les enfants de ces immigrés non assimilés ? »

Or, cette inquiétude portée par le FN depuis plusieurs années est aujourd'hui partagée par les spécialistes policiers. Dans un rapport rendu public à la fin de janvier 2016, Europol indique qu'il n'existe pas de preuves concrètes que les « voyageurs terroristes » utilisent systématiquement les flux de réfugiés pour pénétrer en Europe. Le vrai risque résiderait, selon l'agence européenne, dans la radicalisation de cette nouvelle diaspora, une fois qu'elle sera installée en Europe... Marion Maréchal-Le Pen peut se permettre de déclarer dans *Paris Match* : « Sur beaucoup de sujets malheureusement d'actualité, nous avons été des lanceurs d'alerte. Les Français s'en souviennent⁸³. »

83. *Paris Match*, 26/11/2015.

APRÈS LE 13 NOVEMBRE : LE BRUIT DE FOND ISLAMISTE CONTINUE DE SATURER LES ESPRITS ET L'ACTUALITÉ

Orléans, Montpellier, Valence, la Goutte d'Or : les attaques continuent

Si les attentats du 13 novembre puis les premiers éléments de l'enquête ont provoqué un immense choc dans la société française, d'autres événements sont venus entretenir ce climat. Juste avant Noël, on apprend que deux jeunes radicalisés ont été interpellés à la mi-décembre alors qu'ils projetaient d'attaquer une caserne ou un commissariat dans la région d'Orléans. Il s'avère que, comme d'autres radicalisés, ils étaient eux aussi en lien avec un contact français en Syrie. L'annonce de l'interpellation de ces deux jeunes a eu un fort écho local. *La République du Centre* a titré son numéro du 23 décembre : « Attentats déjoués à Orléans⁸⁴ ». L'article rappelle qu'en janvier, un couple a déjà été interpellé dans la même ville, opération au cours de laquelle des armes, du matériel informatique et de la propagande de l'État islamique ont été saisis.

Au même moment, on apprend qu'un Tchétchène se réclamant de Daesh a été arrêté à Tours et qu'un couple préparant une attaque au moyen d'un faux ventre de femme enceinte a été interpellé à Montpellier. Le quotidien local *Midi libre* titre à cette occasion le 23 décembre : « Montpellier, la piste du faux ventre explosif ».

Le 1^{er} janvier, à Valence, un individu fonce avec sa voiture sur un groupe de militaires qui montent la garde devant la mosquée de la ville, blessant légèrement un soldat. L'auteur de l'attaque est blessé par des tirs de riposte. Au moment de son interpellation, il aurait crié « *Allahou akbar* » et expliqué vouloir tuer et être tué par des militaires. On a retrouvé dans

84. En une seule journée, le site internet a comptabilisé pas moins de 62 749 vues, auxquelles il faut ajouter les ventes des éditions papier abondamment mises en valeur par des affichettes dans toute la région.

son appartement à Bron, dans la banlieue lyonnaise, des images de propagande djihadiste, mais pas d'éléments permettant d'établir un lien avec un réseau organisé⁸⁵.

L'idée que la menace terroriste ne concerne pas uniquement Paris, mais bien l'ensemble du territoire, continue ainsi de se confirmer.

Le 7 janvier, alors que François Hollande commémore dans la cour de la préfecture de Police de Paris le premier anniversaire de la mort des policiers tombés lors de l'attaque de *Charlie Hebdo*, un homme attaque au hachoir les policiers postés en faction devant le commissariat de la Goutte d'Or à Paris, qui l'abattent. On retrouve sur lui une ceinture explosive factice et un drapeau de Daesh. La nature rudimentaire et improvisée de l'attaque a marqué les esprits. Elle entretient l'idée qu'à tout moment et en tout lieu, des individus plus ou moins équilibrés, munis de simples mais non moins terrorisantes armes blanches, peuvent passer à l'acte et/ou « péter les plombs ». La une du *Parisien* du 8 janvier affiche une photo du corps du terroriste allongé devant le commissariat avec en titre en petit : « Attaque déjouée à Paris ». En dessous, le mot « imprévisible » écrit en gros caractères rend tout à fait compte de cette idée. L'enquête a par la suite indiqué que cet homme avait la nationalité tunisienne, circulait depuis plusieurs années sous de fausses identités en Europe, avait été impliqué dans de nombreux délits dans plusieurs pays et résidait dans un foyer de migrants en Allemagne.

Ces éléments sont venus souligner une nouvelle fois la porosité des frontières, mais aussi le fait que des délinquants ou des terroristes plus ou moins expérimentés peuvent se fondre dans les flux de réfugiés⁸⁶.

85. Cette agression a été fortement médiatisée et a marqué l'opinion, tant au plan national que local. Le dossier que lui a consacré le site du *Dauphine libéré* a été consulté 345 000 fois entre le 4 et le 6 janvier.

86. Le 4 février, la police allemande annonce à la suite d'une « opération d'envergure » l'arrestation de trois Algériens vivant dans des foyers de réfugiés. L'un a été formé au maniement des armes en Syrie et un autre était en possession de documents falsifiés. Tous trois préparaient des attaques en lien avec l'État islamique.

San Bernadino, Istanbul, Djakarta, Bruxelles : Daesh frappe partout

Dans les semaines qui ont suivi les attentats du 13 novembre, le pouvoir de nuisance de Daesh s'est vu confirmer non seulement à Paris et en province, comme on l'a vu, mais aussi dans d'autres pays⁸⁷. Une semaine après les attentats de Paris, c'est Bruxelles qui est placée en alerte maximale en raison d'informations concernant une attaque imminente. Quatre jours durant, la capitale belge se transforme en ville fantôme quadrillée par les militaires. Le 2 décembre, aux États-Unis, une fusillade fait 14 morts à San Bernardino en Californie. On retrouve cette idée de menace planétaire à la une du *Monde* du 6 décembre 2015 : « L'ombre de l'EI sur la fusillade en Californie ». Les articles consacrés à cette attaque nous apprennent que le couple de terroristes résidant aux États-Unis était d'origine pakistanaise. On retrouve également une personne d'origine pakistanaise parmi les deux ressortissants français interpellés par la police autrichienne à Salzbourg le 12 décembre (le second étant d'origine algérienne). Les premiers éléments de l'enquête démontrent que ces personnes sont arrivées en Autriche en octobre en provenance de Syrie en compagnie de certains des auteurs des attentats de Paris. Ces deux individus attendaient vraisemblablement des ordres pour lancer d'autres attentats à Salzbourg, ville très prisée par les touristes étrangers⁸⁸.

La Belgique et l'Autriche ne sont pas les seuls pays concernés par les suites de l'enquête sur les attentats du 13 novembre. Les autorités suisses procèdent à des interpellations à la suite d'un coup de filet et d'une mobilisation importante de moyens policiers dans la région de Genève. Ces développements sont largement repris et commentés en France. Le 11 décembre, le quotidien gratuit *Direct Matin* affiche en appel de sa une le titre d'article suivant : « Attentats de Paris : la traque d'éventuels complices se déplace vers la Suisse⁸⁹ ».

87. *Le Figaro* titre à ce sujet le 21 janvier 2016 : « Le monde confronté à la contagion djihadiste ».

88. « Attentats de Paris : deux personnes arrêtées en Autriche », *Libération*, 15/11/2015.

89. *Direct Matin*, 11/12/2015.

Le 31 décembre, en raison d'une menace d'attentats imminente et sur la base d'informations précises fournies par les services de renseignements alliés, les autorités allemandes décident de fermer les deux gares de Munich, qui auraient été la cible d'un commando armé infiltré dans la ville. Ces objectifs sont symboliques, puisque c'est par ces deux gares qu'une partie très importante des migrants arrive en Allemagne. Une fois encore, les différentes problématiques se trouvent enchevêtrées au gré de l'actualité⁹⁰. Le 11 janvier, Daesh commet un attentat à la voiture piégée à Bagdad. Le 12, c'est un réfugié récemment arrivé de Syrie qui se fait exploser dans le quartier touristique d'Istanbul. Deux jours plus tard, un commando se revendiquant lui aussi de Daesh lance une attaque kamikaze à Djakarta, en Indonésie, pays comptant la plus importante population musulmane du monde. Le lendemain, dans une logique de concurrence entre organisations terroristes, des membres d'Al-Qaïda au Maghreb islamique attaquent un hôtel à Ouagadougou au Burkina Faso, provoquant la mort de 30 personnes, dont 2 Français. *Le Monde* titre : « Le Burkina Faso frappé à son tour par une attaque djihadiste », soulignant ainsi que ce pays d'Afrique n'a encore jamais été attaqué de la sorte⁹¹. Le 19 mars, une nouvelle attaque suicide revendiquée par Daesh vise Istanbul. Entre-temps, la Turquie est frappée par des attentats à la voiture piégée perpétrés par une organisation kurde radicale. La concomitance et la similarité des modes opératoires brouillent les représentations et installent dans l'opinion l'idée que la Turquie a basculé dans une guerre où différentes factions s'affrontent sans merci. La succession de ces attaques confirme l'idée que la menace djihadiste se propage partout sur le globe.

Le 24 janvier, Europol indique dans un rapport rendu public : « Il y a tout lieu de s'attendre à ce que l'EI, des terroristes inspirés par l'EI

90. Cette imbrication des différents sujets est accompagnée par leur très importante couverture par les différents médias. Prenons le journal télévisé de 13 heures de BFMTV du 27 décembre 2015, soit un mois et demi après les attentats du 13 novembre. La liste et l'ordre des sujets traités sont les suivants : 1. Les violences à Ajaccio ; 2. L'interview de Manuel Valls dans le *Journal du dimanche* sur le projet de déchéance de nationalité ; 3. L'offensive irakienne à Ramadi ; 4. Un reportage exclusif sur le porte-avions *Charles-de-Gaulle* en opération dans le Golfe persique ; 5. L'enterrement du kamikaze Samy Amimour ; 6. Les inondations en Grande-Bretagne.

91. Les mêmes titres seront employés au mot près quand deux mois plus tard, c'est au tour de la Côte d'Ivoire d'être victime d'une attaque. Voir « La Côte d'Ivoire frappée à son tour par le terrorisme djihadiste », *Marianne*, 14/03/2016.

ou quelque autre groupe terroriste d'obédience religieuse commettent de nouveau une attaque terroriste quelque part en Europe, en particulier en France, destinée à faire de nombreuses victimes parmi la population civile. Cela s'ajoute à la menace d'attaques de la part d'éléments isolés, qui n'a pas diminué. » Le rapport indique que 3 000 à 5 000 djihadistes se seraient infiltrés en Europe. Ce chiffre colossal est largement repris dans la presse, donnant à l'opinion publique une idée de l'ampleur de la menace.

L'attentat le 22 mars dans une ville aussi proche que Bruxelles vient encore renforcer cette impression. Dans la matinée, des membres de Daesh attaquent simultanément l'aéroport et le métro de Bruxelles, causant plus de 30 morts et des centaines de blessés. En raison de la proximité géographique, culturelle et linguistique avec la Belgique et de l'imbrication entre les protagonistes belges et français dans les attaques de Paris, ces attentats ont presque eu autant d'impact en France que s'ils s'y étaient produits.

À l'occasion de ces attentats si proches, le « bruit de fond » qui s'est installé depuis janvier 2015 est devenu d'un coup plus puissant. Durant cette journée ponctuée de *breaking news*, de flashes et d'émissions spéciales, il a saturé tout l'espace. De nouveau, nous avons été replongés dans l'univers sonore de l'attentat. Ce bruit, Béatrice Delvaux, rédactrice du quotidien belge *Le Soir*, l'a très bien décrit dans son éditorial intitulé : « Bruxelles n'est plus qu'une sirène ». « Le bruit est continu, il sort de partout, il traverse la ville comme une blessure ouverte. Ambulances, voitures de pompiers, combis de la police, voitures banalisées gyrophares allumés hurlant leur passage. »

Ces attaques de Bruxelles ont également démontré que l'arrestation d'Abdeslam n'a en rien entamé les capacités opérationnelles de Daesh en Europe. C'est ce que déclare François Hollande le 18 mars 2016 à Bruxelles lors de l'interpellation du terroriste : « Ceux que nous devons appréhender, c'est tous ceux qui ont permis, organisé ou facilité ces attentats, et nous nous apercevons qu'ils sont beaucoup plus nombreux que ce que nous avons pu un moment penser ou imaginer. »

Libye : la nouvelle province du califat

La progression de l'État islamique en Syrie et en Irak a connu un coup d'arrêt avec le déclenchement de la campagne de bombardements engagée au second semestre 2014 par la coalition internationale. La victoire des Kurdes à Kobané fin janvier 2015, puis la reconquête de Tall Abyad à la mi-juin 2015 suivie par la chute de Sinjar au nord de l'Irak en novembre 2015 et la reconquête de Ramadi à la fin de la même année, ont montré que les djihadistes pouvaient être stoppés, et même défaits.

Néanmoins, si l'expansion était bloquée en son centre, dans le même temps, l'État islamique a prouvé sa résilience. Les milliers de bombardements n'ont pas « cassé », comme disent les militaires, les structures de l'organisation. Elle a été capable de se déployer sur d'autres théâtres, selon le principe de la franchise. Différents mouvements armés déjà actifs ont en effet fait allégeance à Daesh pour profiter de son aura et inscrire leur combat dans une dimension planétaire. C'est le cas de Boko Haram au Nigéria ou de la rébellion islamiste au Sinaï, en lutte contre le régime du général Sissi. Dès lors, les « faits d'armes » de ces « franchisés », qu'il s'agisse de massacres de villageois nigériens ou tchadiens ou de l'attentat à la bombe contre l'avion de ligne russe parti de Charm-el-Cheikh, sont portés au crédit de l'État islamique, et lui ou ses déclinaisons locales (du type « État islamique – province de Sinaï ») peuvent les revendiquer.

Ces exactions particulièrement sanglantes et spectaculaires marquent les populations locales, mais frappent également les opinions publiques occidentales. Elles donnent à voir une hydre islamiste partie à la conquête du monde. Cette expansion de l'État islamique ne s'opère pas uniquement par le recrutement de « franchisés ». Une des stratégies de Daesh a consisté à prendre pied dans des pays déstabilisés par la guerre civile, en créant ce que les guévaristes des années 1960 et 1970 appelaient des « focos », c'est-à-dire des foyers de lutte et de nouveaux points d'appui pour étendre la lutte révolutionnaire dans d'autres pays. La présence de Daesh et son développement sont ainsi signalés au Yémen, dans la zone pakistano-afghane, mais aussi et surtout en Libye.

Or, du fait de sa proximité avec l'Europe, ce cas de la Libye a particulièrement retenu l'attention des médias français. Le 1^{er} décembre, on peut lire en couverture du *Figaro* : « Daesh s'enracine en Libye à 500 kilomètres de l'Europe ». Le lendemain, la une de *Libération* titre : « L'État islamique : la contagion libyenne ». Le même jour, l'AFP, qui donne souvent le la, rédige une dépêche qui a pour titre : « L'EI se renforce en Libye dans son fief méditerranéen de Syrte ».

En l'espace de deux mois seulement, le ton se fait encore plus alarmiste, notamment à l'issue d'une réunion des pays occidentaux à Rome pour étudier l'éventualité d'une opération militaire. Le 2 février, *Le Figaro* intitule un de ses articles : « Libye : la France se prépare contre Daesh ». En effet, d'après l'AFP, les effectifs djihadistes y ont crû de manière exponentielle, passant en quelques mois de 2 000 ou 3 000 à 5 000 combattants. La Libye apparaît dès lors comme le troisième front où combattre Daesh, en plus de l'Irak et de la Syrie, avant qu'il ne s'enracine aux portes de l'Europe. Les propos de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, traduisent le niveau d'inquiétude face à ce nouveau foyer de menace apparu très rapidement. Les métaphores employées rendent très présente l'idée d'un péril qui se propage : « Je suis très inquiet sur la Libye. Ils sont là, sur 300 kilomètres de linéaires de côtes et ils se répandent. Et ils sont à 350 kilomètres de Lampedusa⁹². » C'est nous qui soulignons ce verbe, renvoyant l'idée d'une tache menaçante qui s'étendrait rapidement sur le planisphère. D'autres images assez similaires et anxiogènes sont utilisées pour décrire ce phénomène de propagation rapide. On retrouve la thématique de la contagion et des métastases cancéreuses que nous avons évoquée plus haut. Signe supplémentaire de la gravité de la menace, on apprend à la fin du mois de février que des armées occidentales commencent à intervenir. Quarante membres de l'EI sont ainsi tués lors d'une frappe américaine et différents médias relaient la présence de forces spéciales françaises sur le sol libyen. Le 7 mars, en réplique, plusieurs dizaines de combattants membres de Daesh franchissent la frontière tunisienne et prennent le contrôle de la ville de Ben Guerdane. Ils sont délogés plusieurs heures plus tard au terme de violents combats.

92. « Le Grand Jury » RTL-LCI-*Le Figaro*, 31 janvier 2016.

Le scénario tant redouté d'une propagation de la présence armée de Daesh à l'est de la Tunisie commence à prendre corps.

Non seulement l'État islamique s'implante dans de nouveaux territoires et accroît ainsi le périmètre de son califat, mais il attire sans cesse de nouvelles recrues venant des quatre coins de la planète.

Selon un *think tank* américain, le Soufan Group, malgré les frappes de la coalition internationale, le nombre de djihadistes étrangers présents en Irak ou en Syrie serait passé en un an seulement de 12 000 à 27 000 personnes de 86 nationalités différentes. Notons que, dans cette véritable « légion étrangère islamique⁹³ », les Français, les Belges et les Tunisiens constitueraient parmi les plus importants contingents – et même les plus nombreux, si l'on rapporte ces effectifs à la population des pays d'origine. Les experts expliquent par cette surreprésentation le fait que plusieurs attentats ont été commis ou que des attaques ont été déjouées dans ces trois pays. Ces recrues peuvent en effet soit rester sur place et combattre pour le califat, soit commettre des attentats dans leur pays une fois rentrées, si du moins elles ne trouvent pas la mort sur le terrain.

À l'occasion d'une rencontre des ministres de la Défense alliés à Paris, le 20 janvier 2016, Jean-Yves Le Drian a donné le chiffre de 22 000 membres de Daesh morts sous les frappes aériennes depuis l'été 2014. Cette estimation est bien sûr invérifiable, mais ce chiffre impressionnant vient renforcer l'idée d'une véritable armée. Autre élément allant dans ce sens : le 3 mars, les autorités espagnoles annoncent qu'elles ont démantelé un réseau d'approvisionnement de Daesh et saisi dans les ports de Valence et Alicante trois conteneurs juste avant leur chargement. Ces conteneurs renfermaient 20 000 uniformes et accessoires militaires, soit une quantité « suffisante pour équiper toute une armée », selon les experts espagnols.

93. Sans mettre sur un pied d'égalité idéologique Daesh et les Brigades internationales, remarquons qu'au regard des effectifs concernés, la participation internationale au djihad de l'État islamique constitue sociologiquement et historiquement un phénomène d'une ampleur comparable à celle de la mobilisation brigadiste. Les Brigades internationales ont en effet compté dans leurs rangs en Espagne 32 000 combattants étrangers entre 1937 et 1938, dont 9 000 Français – la surreprésentation de ces derniers s'expliquant par le poids du PCF, mais aussi par la proximité géographique avec le front espagnol, facile à rejoindre depuis la France.

Cologne : la menace des migrants prédateurs se matérialise

Dans la liste des événements qui ont scandé l'actualité dans les semaines et les mois qui ont suivi les attentats du 13 novembre figurent bien sûr les attentats à l'étranger qui, on l'a vu, se sont succédé à un rythme soutenu, ainsi que les attaques de basse intensité en France. Tous ces événements ont entretenu la tension, puisqu'ils étaient en lien direct avec les attentats et appartenaient à la même série ou au même registre. Mais un événement d'une autre nature a marqué les esprits. Il s'agit de l'affaire de Cologne.

Quelques jours après la Saint-Sylvestre, on apprend que, dans la nuit du 31 décembre, plusieurs centaines de femmes ont été agressées à Cologne en pleine rue par plusieurs centaines d'hommes. Le chiffre d'une foule hostile de mille personnes est évoqué par la presse. Cette information a eu un impact considérable en Allemagne, mais a également produit un puissant effet de souffle dans l'opinion française. 84 % des Français ont entendu parler de ces événements et 73 % en ont été marqués⁹⁴, notamment les catégories socioprofessionnelles supérieures, comme nous le verrons dans la troisième partie⁹⁵. Leur caractère spectaculaire, le nombre de personnes impliquées (victimes comme auteurs) et la violence des scènes relatées expliquent bien entendu pourquoi ce « fait divers » a retenu l'attention à la fois du grand public et des médias. *Le Monde* lui a consacré un très long article, avec pour titre « La nuit des chasseurs⁹⁶ ».

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une nouvelle réplique des attentats, cet événement au caractère hors norme doit être pris en compte dans notre problématique. En effet, il a lui aussi contribué à faire tourner la machinerie idéologique dénonçant la montée du péril islamiste et musulman. Le fait que 22 des 32 suspects interpellés par les services de

94. Sondage Ifop pour Atlantico, réalisé par Internet du 11 au 14 janvier 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes.

95. Voir p. 133.

96. *Le Monde*, 20/01/2016.

police soient des demandeurs d'asile et que les témoignages des victimes aient quasiment tous mentionné des « Arabes » ou des « Nord-Africains » vient tisser d'une manière spectaculaire un lien supplémentaire entre flux de migrants et insécurité.

D'autres faits avaient déjà montré que des djihadistes s'étaient infiltrés parmi les migrants pour ensuite commettre des attentats. Mais l'affaire de Cologne est venue attester de manière irréfutable et massive que l'arrivée de migrants pouvait aussi engendrer de la délinquance. Les femmes seraient particulièrement visées parce que ces hommes seraient porteurs d'autres codes culturels que les nôtres et auraient une conception des rapports hommes/femmes très éloignés de celle prévalant en Europe, créant une situation nouvelle. Marine Le Pen a sauté sur l'occasion : « J'ai peur que la crise migratoire signe le début de la fin des droits des femmes⁹⁷. » Et de citer Élisabeth Badinter, grande voix féministe, pour étayer son argumentation. Les propos de cette dernière dans *Marianne*⁹⁸ ont d'ailleurs fait beaucoup de bruit à gauche et dans les milieux féministes.

Les agressions de Cologne sonnent alors comme un démenti cinglant au discours « angélique » d'Angela Merkel. Mise en difficulté, la chancelière a dû donner en urgence des gages de sévérité, d'autant plus que des faits similaires ont été signalés dans les jours qui ont suivi à Hambourg, Düsseldorf, Munich, Bielefeld, Nuremberg ou encore Berlin (12 villes au total sont concernées). Illustration de ce renversement, Cologne est devenue brutalement le symbole des « migrants prédateurs ». La très ouverte et tolérante cité du Rhin avait pourtant été prise en exemple quand, deux mois plus tôt, elle avait élu au poste de maire Henriette Reker, candidate de la CDU très impliquée dans l'accueil des migrants et qui, pour cette raison, avait été la cible d'une tentative d'assassinat par un militant d'extrême droite sur un marché à la fin de la campagne électorale. Deux mois plus tard, la même Henriette Reker demandait aux femmes de sa ville d'être « mieux préparées » quand elles sortent et de se tenir à « une distance des hommes plus longue que le bras tendu ».

97. *L'Opinion*, 14/01/2016.

98. *Marianne*, 22/01/2016.

Des agressions sexuelles se sont également produites dans d'autres pays européens : la Suisse, la Finlande et l'Autriche. Cela a établi une corrélation très claire entre augmentation des agressions contre les femmes et flux migratoires récents. Interrogé par l'AFP, le chef adjoint de la police d'Helsinki déclare : « Il n'y a pas eu de tels cas lors de la nuit du Nouvel An l'an dernier, ni en d'autres occasions... C'est un phénomène totalement nouveau à Helsinki⁹⁹. » Cette déclaration fait bien apparaître un lien causal entre l'arrivée des migrants et le surgissement de ce problème. Dans ce contexte, 83 % des Françaises craignent que de telles agressions puissent aussi se produire en France, dont 44 % « tout à fait¹⁰⁰ », selon un sondage Ifop.

Un autre élément est venu alimenter les représentations anxiogènes des flux migratoires et affaiblir le discours « promigrants » tenu notamment par la chancelière allemande. Il s'agit du fait que les événements de Cologne n'ont pas immédiatement été saisis à leur juste mesure par les médias et les autorités allemandes. Au matin du vendredi 1^{er} janvier, la police de Cologne établit un bilan « positif » de la nuit de la Saint-Sylvestre¹⁰¹. Dans l'après-midi, elle dresse un premier bilan de 30 plaintes de femmes agressées. Le lundi, ce nombre passe à 60 dans un communiqué évoquant des « violences d'une dimension inédite » – on retrouve ici le caractère totalement nouveau du phénomène évoqué à Helsinki. Il faut attendre le mardi 5 janvier, c'est-à-dire cinq jours, pour que les autorités berlinoises prennent la mesure du scandale. Le 8 janvier, le nombre de plaintes à Cologne grimpe à 170 pour atteindre ensuite le chiffre spectaculaire de 516 le 12 janvier puis de 766 le 18 janvier.

Cette réévaluation quasi quotidienne du nombre de victimes durant plus de deux semaines a conféré à cette affaire sa dimension exceptionnelle. Mais elle a également donné le sentiment que les autorités allemandes ont été totalement débordées, voire ont essayé de masquer

99. « Finlande : comme à Cologne, hausse des agressions sexuelles pour la nuit du 31 », AFP, 08/01/2016.

100. Enquête pour *Valeurs actuelles* réalisée par Internet du 13 au 15 janvier 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 057 femmes âgées de 18 ans et plus.

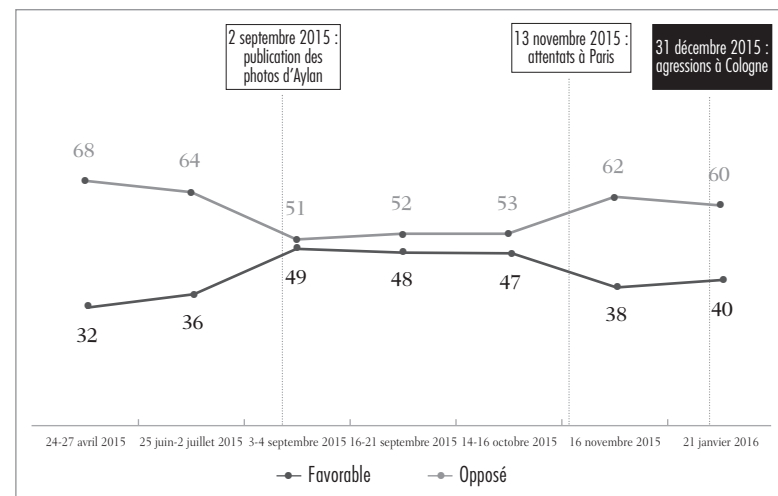
101. « Harcèlement du Nouvel An : l'émoi allemand », *Libération*, 06/01/2016.

l'ampleur du phénomène. Dès lors, deux mécanismes étaient enclenchés. Premièrement, le procès en dissimulation au nom du « politiquement correct » pour ne pas faire « l'amalgame » a pu être lancé. On a appris à cette occasion qu'en Suède, la police était restée silencieuse à propos de faits similaires durant un festival de jeunes à l'été 2015. Une centaine d'hommes, principalement des « étrangers », auraient été interpellés dans cette affaire¹⁰².

Second mécanisme relancé ou renforcé : l'inquiétude face à la nature non maîtrisable des flux migratoires et à leurs conséquences. L'affaire de Cologne vient prouver par les faits que même un pays dont l'organisation est sans cesse citée en exemple, et dont la dirigeante a répété à de nombreuses reprises qu'il saurait faire face au flux des migrants, est dépassé. Les commentaires médiatiques ont régulièrement souligné que la police allemande avait été débordée. Rainer Wendt, président d'un des syndicats de la police allemande, lance : « Où se trouvaient les renforts de la police fédérale qui étaient prévus à Cologne le soir de la Saint-Sylvestre ? Dépêchés en Bavière [Land par lequel la quasi-totalité des migrants entrent en Allemagne] pour surveiller les frontières. »

C'est la même idée d'une *perte de contrôle* par les instances régaliennes que l'on retrouve sur d'autres sujets liés aux migrants, qu'il s'agisse de la situation sanitaire et sécuritaire et du développement anarchique de la jungle de Calais, des flots ininterrompus de réfugiés remontant des îles grecques vers l'Allemagne ou bien encore des multiples franchissements de frontières par des terroristes infiltrés. Dans ce contexte, à la fin du mois de janvier 2016, une très large majorité de Français (60 %) se déclarent opposés à l'accueil par la France d'une partie des migrants, cette opposition étant demeurée quasiment stable depuis la mi-novembre, comme le montre le graphique suivant.

L'évolution de l'opinion à l'égard de l'accueil des migrants en France



Source : sondages Ifop.

Le refus d'accueillir des migrants se nourrissait déjà des insécurités économique et culturelle. L'insécurité physique entraînait bien sûr également en compte, avec la menace terroriste. À présent, la composante des violences sexuelles vient s'ajouter. Cela a pour effet de modifier le regard sur l'islam et les musulmans, comme nous le verrons dans la deuxième partie.

Marseille : la communauté juive a peur

Dans les premiers jours de janvier 2016, un autre événement, cette fois sur le « front intérieur », a également focalisé l'attention. Le 11 janvier, un enseignant d'une école juive est agressé à la machette en pleine rue à Marseille. Les jours suivants, cette tentative de meurtre fait la une des journaux. Le 14 janvier, *Le Monde* titre : « Après l'agression de Marseille, le traumatisme des Français juifs » ; *Direct Matin* : « Juifs de France : l'inquiétude ». *Libération* publie une grande photo de Juifs portant la kippa, barrée d'un : « Condamnés à se cacher ? »

102. Voir « Agressions à Cologne : ce que l'on sait, ce que l'on ignore encore », *L'Obs*, 12/01/2016.

L'ampleur de l'écho produit par cet événement s'explique par ses caractéristiques. Il s'agit tout d'abord d'une énième attaque contre un membre de cette communauté, qui outre, la montée exponentielle de la violence antisémite « du quotidien » depuis 2000¹⁰³, est désormais la cible d'attaques perpétrées au nom du djihadisme¹⁰⁴. Après Merah, la cellule de Cannes-Torcy, le Musée juif de Bruxelles puis l'attaque de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes, la liste continue de s'allonger, même si le bilan humain n'est pas comparable.

Un autre élément particulièrement marquant est l'identité de l'agresseur. Il s'agit d'un adolescent de 15 ans d'origine kurde sans aucun antécédent. Il s'est radicalisé seul sur Internet et a décidé de passer à l'action au nom de Daesh. Dans ce contexte, la détermination du jeune homme, qui a frappé à plusieurs reprises sa victime avec sa machette, est d'autant plus glaçante. Elle montre la redoutable efficacité de la propagande djihadiste sur Internet, capable de transformer un lycéen aux bons résultats scolaires, dont le père est connu, non comme islamiste, mais pour sa proximité avec la mouvance du PKK (parti indépendantiste kurde d'obédience marxiste-léniniste), en meurtrier.

L'appel du président du consistoire de Marseille à ne plus porter la kippa jusqu'à « des jours meilleurs » a enfin suscité une vive polémique dans la communauté juive, mais aussi dans le pays. Le fait que les Juifs soient invités à renoncer à porter la kippa pour ne pas devenir des cibles ambulantes dans les rues de nos villes constitue un révélateur hautement symbolique de la gravité de la situation et de l'ampleur de la menace planant au quotidien sur l'ensemble de la population, et plus spécifiquement sur les Juifs.

103. Voir à ce propos par exemple Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach (préface de Michel Wieviorka), *L'An prochain à Jérusalem ? Les Juifs de France face à l'antisémitisme*, Paris, L'Aube/Fondation Jean-Jaurès, janvier 2016.

104. Deux autres faits graves s'apparentant à des violences antisémites « ordinaires » mais pour lesquelles les auteurs se sont réclamés du combat djihadiste avaient eu lieu dans les mois précédents à Marseille : le 24 octobre, un rabbin et deux fidèles étaient agressés et le 18 novembre un enseignant portant la kippa était attaqué au couteau.

Ici encore, c'est l'idée de la démultiplication des radicalisés passant à l'acte ou prêts à le faire qui s'impose. Il est frappant de voir à quel point les termes employés par Marine Le Pen à ce propos infusent dans la société, y compris dans des milieux traditionnellement très éloignés du FN. En témoignent les propos de l'épouse de Benjamin Amsellem, cet enseignant juif agressé à la machette à Marseille : « Aujourd'hui, le débat ce n'est pas la kippa, c'est le terrorisme qui est en train de *pulluler* en France¹⁰⁵. » C'est nous qui soulignons car c'est ce terme, très particulier, qui revient en boucle dans les discours et les interventions de Marine Le Pen, comme on l'a vu précédemment.

105. « Après l'agression antisémite de Marseille, le port de la kippa en question », *Le Monde*, 13/01/2016.

LE REMPART MIS À L'ÉPREUVE

Dans *Janvier 2015 : Le catalyseur*, rédigé dans les semaines qui ont suivi les attentats de janvier, nous avons décrit la mise en place d'une machinerie idéologique par laquelle toute l'actualité était interprétée dans un sens favorisant le vote FN. Nous en avons montré le fonctionnement : inscription des événements dans des séries historiques (crise des banlieues, immigration, terrorisme islamiste, tensions géopolitiques) et tramage et imbrication de ces séries dans une structure narrative et interprétative où tout est lié à tout, où tout renvoie à tout, où tout explique tout. Des continuités et des passerelles sont établies entre les différentes séries événementielles et se nouent en un point : l'islamisation. Nous avons également montré que cette machinerie tournait toute seule et de quelle manière l'actualité l'alimentait¹⁰⁶. Au regard de l'impressionnante liste d'événements reliés à la thématique du djihad et de l'islamisation advenus par la suite tout au long de cette année 2015 si particulière, et que nous venons de détailler, on conçoit sans difficulté que la machinerie idéologique a continué de fonctionner à plein régime, alimentée en permanence par l'abondant carburant de l'actualité.

Tout cela n'a pas été sans effet, bien évidemment. L'idéologie populiste produite par cette machinerie s'est encore davantage diffusée dans la société. Le vote FN a franchi un nouveau palier lors des élections régionales. Cela est venu confirmer l'hypothèse que nous avons formulée à l'époque, à savoir que le niveau de 25 % des voix atteint aux élections européennes par le FN n'était pas un plafond, mais un plancher.

106. Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *Janvier 2015 : Le catalyseur*, op. cit.

D'autres signes, d'une autre nature, ont marqué la propagation de cette idéologie. Un quartier d' Ajaccio a été le théâtre d'une forme de ratonnade. Partout en France, les actes antimusulmans se sont multipliés, venant fissurer ce que nous avons appelé le rempart de la raison républicaine. Ce sont ces multiples fissures que nous allons à présent explorer, avant de tenter un diagnostic sur la solidité du rempart et sa capacité à résister en cette période très tendue.

DES FISSURES APPARAISSENT...

Le FN en tête aux régionales

Avec un score de 28,4 % en métropole au premier tour des élections régionales, le Front national se situe à un niveau inégalé et s'est qualifié pour le second tour dans la totalité des régions françaises. Il est même arrivé en tête dans six d'entre elles. Il ne s'agit pas d'une « véritable percée », contrairement à ce qui a parfois été dit, puisque la formation de Marine Le Pen avait déjà atteint 25 % des voix aux européennes et 25,4 % en moyenne aux élections départementales. Néanmoins, le palier de 25 % franchi seulement neuf mois auparavant, déjà très élevé, a été dépassé : le Front national a connu une nouvelle progression de l'ordre de 3 points. Plus qu'une percée subite, c'est à une montée en puissance régulière que nous assistons.

Rappelons qu'au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, Marine Le Pen ne recueillait que 18,4 % des voix en métropole, soit 10 points de moins qu'aujourd'hui (avec certes une participation bien plus faible au premier tour des régionales qu'à la présidentielle). Les données du sondage « Jour du Vote » de l'Ifop réalisé lors du premier tour des régionales de décembre 2015 permettent de dresser l'assise sociologique du Front national : une très forte implantation chez les chômeurs (42 %), dans les milieux populaires (43 %) et chez les artisans/commerçants (40 %) ; et une audience plus limitée, mais réelle, auprès des cadres

supérieurs et des professions libérales (16 %), des professions intermédiaires (20 %) et des retraités (21 %). Même si ces *insiders* demeurent les plus réfractaires au vote frontiste, ce dernier est désormais bien présent dans toutes les couches de la société, avec un minimum de 16 % chez les CSP+ et un maximum de 51 % parmi les ouvriers.

Une poussée frontiste dans la France catholique

On constate aussi un phénomène de rattrapage parmi les catholiques pratiquants. Entre les élections départementales et le premier tour des régionales, le vote Front national y est passé de 16 % à 25 %, soit une progression de 9 points¹⁰⁷.

Évolutions du vote Front national selon la pratique et l'appartenance religieuse

	1 ^{er} tour des départementales mars 2015	1 ^{er} tour des régionales décembre 2015	Évolutions
Catholiques pratiquants	16 %	25 %	+9 points
Catholiques non pratiquants	28 %	34 %	+6 points
Sans religion	26 %	24 %	-2 points

Cette forte progression est d'autant plus frappante que, dans le même temps, ce vote reflue de 2 points dans la population se déclarant sans confession. Des facteurs spécifiques ont donc joué pour une frange des catholiques, et pas dans le reste de la population. On peut penser que l'inquiétude croissante d'une partie des catholiques concernant la montée en puissance de l'islam, perçu comme menaçant ou concurrençant un catholicisme en déclin¹⁰⁸, constitue la toile de fond de cette droitisation.

De fait, on constate que toute une partie de la France catholique se mobilise très rapidement sur ce type de sujets « identitaires ». Citons

107. Sondage Ifop pour *Pèlerin* réalisé par Internet le 6 décembre 2015 auprès d'un échantillon national représentatif de 2 904 personnes inscrites sur les listes électorales.

108. Une illustration de ce sentiment nous est donnée par le père Mézière, curé de Sablé, petite ville de la Sarthe. Il déclare dans *L'Express* : « Lors de l'inauguration de la nouvelle mosquée, les Sablois [habitants de Sablé] se sont aperçus soudain que, sur une population d'environ 15 000 personnes, la ville comptait 1 000 musulmans, un petit choc... », « Jours fragiles à Sablé », *L'Express*, 25/11/2015.

le succès de la pétition lancée par *Valeurs actuelles* pour refuser que des églises soient converties en mosquées (comme l'avait maladroitement proposé Dalil Boubakeur, recteur de la Grande Mosquée de Paris) ; ou la levée de boucliers après la recommandation de l'Association des Maires de France de ne plus installer de crèche de Noël dans les mairies afin de respecter à la lettre le principe de laïcité. Près de 150 parlementaires et 30 000 citoyens ont approuvé par pétition le texte des députés Hervé Mariton et Philippe Gosselin appelant l'AMF à retirer son vade-mecum de la laïcité, et toutes les communes à en refuser la transposition. Le numéro double de *Valeurs actuelles* de la fin de l'année 2015, avec en couverture la défense de « nos traditions », s'est écoulé en kiosque à 50 000 exemplaires, contre 27 000 seulement pour celui de fin décembre 2014. Une autre pétition contre cette initiative de l'AMF, lancée par le Parti chrétien-démocrate de Jean-Frédéric Poisson, successeur de Christine Boutin, a recueilli quant à elle 106 000 signatures. Ce texte déclarait notamment : « À l'heure où notre pays est troublé par le départ de certains Français pour le djihad, où le manque de repères et de valeurs crée une profonde désespérance et conduit parfois à des situations de violence, nos autorités semblent vouloir rayer purement et simplement un événement fondateur de notre civilisation. » Si le mouvement de La Manif pour tous ne s'est pas réinvesti sur ces enjeux à l'issue du débat sur le mariage homosexuel, on peut penser qu'il a contribué à mettre sous tension toute une partie du monde catholique, qui a ressenti la nécessité de se mobiliser pour défendre ses convictions et ses valeurs.

Dans ce contexte particulier, l'idée du péril islamiste, déjà présente de manière plus ou moins sous-jacente depuis plusieurs années, s'est considérablement renforcée avec les attentats de janvier, puis ceux de novembre¹⁰⁹. À cela s'ajoute le trouble provoqué par la crise des migrants chez les catholiques français. Un sondage Ifop pour *Pèlerin* réalisé en septembre 2015 montre que, si 58 % des catholiques pratiquants

109. Au Mans, un catholique pratiquant de 70 ans, électeur de droite fidèle, nous a confié au cours d'une discussion avant les régionales : « Alors, avec tout ce qui se passe, il va donc falloir qu'on vote pour elle » (« elle » désignant Marine le Pen). On notera que l'argumentation se fait sur le registre concessif, comme si c'étaient les événements qui conduisaient cet électeur de droite traditionnel à basculer vers le FN, presque malgré lui.

approuvent les déclarations du pape et son souhait que chaque paroisse d'Europe accueille une famille de migrants, 31 % le désapprouvent et 11 % sont indifférents, une position critique assez rare chez des pratiquants lorsqu'il s'agit de la parole papale¹¹⁰.

Le fait que ces migrants soient musulmans a sans doute joué dans la réticence d'une partie des catholiques français à pratiquer la charité chrétienne. En août 2014, après la prise de Mossoul par l'État islamique, 76 % des catholiques pratiquants étaient favorables à l'accueil par la France des chrétiens d'Orient¹¹¹. Or, cette proportion n'était plus que de 49 % en septembre 2015 lorsqu'il s'est agi des migrants, très majoritairement musulmans. Les multiples signaux adressés par Marion Maréchal-Le Pen aux catholiques ont sans doute rencontré un écho. La candidate frontiste en PACA déclarait le 1^{er} décembre 2015, lors d'un meeting à Toulon : « Nous ne sommes pas une terre d'Islam, et si des Français peuvent être de confession musulmane, c'est à la condition seulement de se plier aux mœurs et au mode de vie que l'influence grecque, romaine, et seize siècles de chrétienté ont façonnés », avant d'ajouter : « Chez nous, on ne vit pas en djellaba, on ne vit pas en voile intégral et on n'impose pas des mosquées cathédrales. »

Les attentats ont favorisé le basculement vers le FN d'une partie de l'électorat de droite

Les données de l'Ifop¹¹² ont montré que le Front national a fortement progressé auprès des commerçants et artisans, autre catégorie constituant le socle électoral de la droite¹¹³. Le nouveau franchissement

110. Sondage réalisé par Internet du 16 au 21 septembre 2015 auprès d'un échantillon national représentatif de 2 997 personnes.

111. Sondage Ifop pour *Le Figaro* réalisé par Internet du 30 juillet au 1^{er} août 2014 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 002 personnes.

112. Sondage Ifop-Fiducial pour I-Télé, *Paris Match* et Sud Radio réalisé par Internet le 6 décembre 2015 auprès d'un échantillon national représentatif de 2 997 personnes.

113. Il semble qu'un autre électorat « droitier », les gendarmes (qui pèsent certes sociologiquement moins que les catégories précédemment citées), ait été marqué par ce phénomène de poussée frontiste. Dans le bureau de vote n° 10 de Versailles, correspondant au camp de Satory où est cantonné le GIGN, le vote FN est passé de 46,1 % à 61,9 % entre la présidentielle et les régionales. Dans le bureau de vote n° 14 de Nanterre, où ne sont inscrits que des gardes républicains et des membres de leur famille, ces scores sont passés de 37,5 % à 51,8 %.

de palier depuis les départementales a ainsi été permis par l'apport d'électeurs de droite. En effet, pas moins de 18 % des électeurs de Nicolas Sarkozy du premier tour de 2012 qui ont voté aux régionales ont choisi le FN.

L'analyse des motivations de vote des différents segments de l'électorat de droite permet de mieux comprendre comment s'est opéré ce basculement. Comme le montre le tableau suivant, ce n'est pas sur la question du pouvoir d'achat et du coût de la vie que des électeurs sarkozystes se sont tournés vers le FN. Le niveau de cette préoccupation est en effet demeuré identique parmi les électeurs sarkozystes restés fidèles à la droite et parmi ceux qui ont voté pour le Front national aux régionales. De plus, ce niveau est nettement inférieur à ce que l'on mesure dans l'électorat Front national traditionnel, chez lequel ce sujet est beaucoup plus déterminant.

À l'inverse, les scores sont très élevés sur les thèmes de la sécurité des personnes et des biens, de la lutte contre le terrorisme ou de l'accueil des migrants, et proches entre les électeurs frontistes traditionnels et les électeurs de droite qui ont basculé. C'est donc bien sur ces thèmes que la porosité est la plus forte entre le Front national et une partie de la droite et que le basculement a pu s'opérer. On voit que c'est également sur ces thèmes qu'une fracture traverse l'électorat de Nicolas Sarkozy de 2012. En termes d'intensité des préoccupations, entre 20 et 30 points d'écart séparent les électeurs de droite « fidèles » des « ralliés » au Front national.

Thèmes déterminants du vote dans différents électorsats

Pourcentage de réponses « A beaucoup compté dans mon vote »

	Électeurs de Nicolas Sarkozy au 1 ^{er} tour de 2012 ayant voté Républicains/UDI/Modem au 1 ^{er} tour des régionales	Électeurs de Nicolas Sarkozy au 1 ^{er} tour de 2012 ayant voté FN au 1 ^{er} tour des régionales	Électeurs de Marine Le Pen au 1 ^{er} tour de 2012 ayant voté FN au 1 ^{er} tour des régionales
Le développement économique et l'aide aux entreprises	66 %	41 %	47 %
La sécurité des biens et des personnes	60 %	80%	82 %
Le pouvoir d'achat et le coût de la vie	56 %	54 %	69 %
La lutte contre le terrorisme	55 %	78 %	80 %
La question de l'accueil des migrants	42 %	79 %	77 %

On mesure également un différentiel de 25 points entre les deux segments de l'électorat de droite sur la question du développement économique et de l'aide aux entreprises. Ce sujet apparaît comme la priorité des électeurs de droite « fidèles », alors que son importance semble moindre parmi les « transfuges ». Ces derniers semblent taraudés par la question identitaire et sécuritaire et placent en tête et loin devant la lutte contre le terrorisme et la délinquance et la question des migrants, à l'instar des électeurs traditionnels du Front national qu'ils ont rejoints pour ce scrutin.

Le contexte créé par la crise des migrants à l'été 2015 et les attentats de janvier et de novembre a joué un rôle décisif dans ce basculement. Si 8 % de l'ensemble des votants au premier tour déclarent avoir changé d'avis à la suite des attentats du 13 novembre, cette proportion s'établit à 16 % dans l'électorat du Front national au premier

tour des régionales. Si, comme le montre le tableau suivant, l'impact des attentats n'a concerné que 7 % des électeurs Front national « traditionnels » – sans doute déjà largement ancrés dans leurs convictions –, il s'élève à 26 % parmi les « transfuges » provenant de la droite.

Impact des attentats dans différents électorats

Pourcentage de réponses « J'ai changé d'avis sur mon choix de vote »

	Électeurs de Nicolas Sarkozy au 1 ^{er} tour de 2012 ayant voté Républicains/UDI/Modem au 1 ^{er} tour des régionales	Électeurs de Nicolas Sarkozy au 1 ^{er} tour de 2012 ayant voté FN au 1 ^{er} tour des régionales	Électeurs de Marine Le Pen au 1 ^{er} tour de 2012 ayant voté FN au 1 ^{er} tour des régionales	Ensemble des électeurs FN au 1 ^{er} tour des régionales
Oui	2 %	26 %	7 %	16 %
Non	98 %	74 %	93 %	84 %

Mais les attentats n'ont pas drainé vers le parti lepéniste que des électeurs de droite¹¹⁴. Le Front national a également capté 8 % de l'électorat de François Hollande du premier tour de la présidentielle. Or, il semble bien que ce basculement ait lui aussi été fortement motivé par les attentats. Les transfuges du Parti socialiste en direction du Front national ont été 87 % à tenir « beaucoup compte » des attentats lors du vote, contre seulement 37 % parmi les électeurs « hollandais » restés fidèles au PS au premier tour des régionales. De la même façon, les nouveaux électeurs Front national qui avaient voté François Hollande au premier tour de la présidentielle sont 36 % à déclarer que les attentats ont modifié leur choix de vote, contre seulement 4 % parmi les électeurs socialistes fidèles.

Cet événement a donc constitué un choc qui a conduit au basculement vers le Front national de la fraction des électorats de droite

114. Voir à cet égard Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, *Régionales 2015 : vote FN et attentats*, note n° 1 de la Fondapol, avril 2016.

et de gauche la plus sensible aux thématiques¹¹⁵ de la menace terroriste, mais aussi de l'islamisation.

Ajaccio : première ratonnade ?

La question éminemment géopolitique du contrôle du territoire et de la capacité de tel ou tel groupe à y imposer sa loi ou ses règles est au cœur des événements d'Ajaccio. Appelés dans la nuit du réveillon de Noël pour éteindre un incendie (qui s'avérera volontaire) dans le quartier sensible des Jardins de l'Empereur, les pompiers tombent dans un véritable guet-apens. Leur véhicule est attaqué par plusieurs dizaines de personnes armées de barres de fer et de battes de base-ball. Deux pompiers et un policier sont blessés lors de cette attaque ultra-violente. Des insultes comme « Sales Corses de merde, cassez-vous, vous n'êtes pas chez vous ici ! » sont proférées.

En réaction à cette embuscade à l'encontre des pompiers, très populaires en Corse, les jours suivants, plusieurs centaines d'habitants des autres quartiers de la ville rejoignent ce quartier situé sur les hauteurs. Cette mobilisation citoyenne, qui a officiellement pour but de mettre la main sur les auteurs de l'attaque, se transforme rapidement en manifestation violente au cours de laquelle des voitures et un restaurant kebab sont endommagés. Une partie des manifestants scande des slogans du type « *Arabi fora !* » (« Les Arabes dehors ! ») ou « On est chez nous ! » Le second slogan est un classique du FN. Le premier est une déclinaison du traditionnel mot d'ordre des nationalistes corses : « *I Francesi fora !* » (« Les Français dehors ! »). Ainsi, les deux nationalismes s'entremêlent. Mais l'on voit bien que, parallèlement à la volonté « de se faire justice », la motivation de cette manifestation était de réaffirmer la domination des Corses sur ce quartier d'Ajaccio, où réside une importante population maghrébine et où des trafics et des faits délictueux se déroulent régulièrement¹¹⁶.

115. Parmi l'électorat de droite « fidèle », seulement 2 % des personnes interrogées ont indiqué que les attentats avaient modifié le choix de leur vote pour ces élections.

116. De la même façon, à la suite des attentats de Bruxelles, des militants de l'extrême droite belge ont tenté de manifester à Molenbeek, là aussi pour en découdre, mais également pour marquer leur domination sur un territoire.

En d'autres termes, il s'est agi de « remettre de l'ordre » dans ce quartier avant que la situation ne ressemble à celle de certaines banlieues sur le continent. On retrouve cette crainte et cette approbation d'une action préventive dans les propos d'Ajacciens interviewés par l'AFP. Un retraité déclare ainsi : « On se croyait protégés en Corse, c'est fini, ce temps-là est révolu », tandis qu'un quinquagénaire explique : « Ils ont bien fait d'aller dans ce quartier, il était temps. »

Ce qui peut s'apparenter à une ratonnade s'inscrit dans un contexte insulaire, marqué par la récente victoire historique de la liste d'union des autonomistes et des nationalistes aux élections régionales. Mais cet événement vient également s'insérer dans un contexte national, le choc des attentats du 13 novembre, où le chaînage crise des banlieues – délinquance – radicalisation islamiste – djihadisme est de plus en plus prégnant. La crainte du communautarisme et d'une radicalisation de ce quartier s'exprime chez Laurent Marcangeli, député-maire Les Républicains d'Ajaccio. Il déclare au *Monde* : « On observe dans ce quartier des phénomènes de radicalisation encore timides mais préoccupants, des hommes qui refusent de serrer la main des assistantes sociales, des détails qui disent le glissement vers quelque chose que nous devons combattre¹¹⁷. »

D'après un sondage Ifop pour Atlantico, si 41 % des Français condamnent cette manifestation, 42 % la comprennent sans pour autant l'approuver et 17 % l'approuvent sans réserve¹¹⁸. Ces deux derniers chiffres dénotent certes l'exaspération d'une très large partie de l'opinion publique face aux violences urbaines, notamment quand des pompiers sont agressés. Mais ils traduisent également la demande très forte de reprise en main de ces quartiers par la puissance publique, *a fortiori* dans un contexte où ces territoires sont de plus en plus perçus comme des foyers potentiels du djihadisme.

117. « Ajaccio, les Jardins de l'Empereur, un quartier marqué par la précarité et la délinquance », *Le Monde*, 28/12/2015.

118. Sondage réalisé par Internet du 28 au 29 décembre 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 1 014 personnes.

Sans surprise, c'est parmi les sympathisants frontistes que la condamnation est la plus faible (30 %). Le parti déclare d'ailleurs dans un communiqué : « Quand les citoyens ont le sentiment légitime que l'État ne fait plus régner l'ordre républicain, quand ils voient des pompiers et des policiers pris en embuscade dans un des innombrables ghettos que compte la France, il y a le risque évident qu'ils veuillent se faire justice eux-mêmes. » Si l'électorat FN est en pointe, 43 % des sympathisants Les Républicains « comprennent » et 20 % « approuvent ». Parmi les soutiens du PS, il ne se trouve que 55 % des interviewés pour condamner sans réserve, 40 % comprenant et 5 % approuvant.

Au cours de cette manifestation violente, une partie des émeutiers a saccagé une salle de prière musulmane et y a brûlé des livres. Ainsi, la motivation de cette partie des manifestants n'était pas ou plus de mettre la main sur les agresseurs des pompiers, mais d'en découdre avec un ennemi, le « musulman », en attaquant son lieu de culte – et ce dans le contexte post-13 novembre.

La seconde question du sondage porte sur l'attitude concernant ce saccage. La condamnation grimpe sensiblement, passant à 57 %, contre 41 % pour la seule manifestation. Mais force est de constater que 43 % ne condamnent pas l'attaque et la dégradation d'un lieu de culte musulman. 32 % déclarent comprendre sans approuver et 11 % approuvent sans réserve.

Ces résultats frappants sont très révélateurs du climat régnant un peu plus d'un mois après les attentats de Paris. Ils montrent également que, si la condamnation est massive à gauche (69 % parmi les sympathisants du Front de gauche et 77 % parmi ceux du PS), une minorité non négligeable d'électeurs de gauche ne suit pas ce mouvement (entre 23 % et 30 %). De la même façon, la « compréhension » atteint 41 % dans les rangs des Républicains, auxquels il faut ajouter 11 % d'approbation. L'approbation atteint son paroxysme parmi les sympathisants frontistes (36 %), avec 43 % qui comprennent sans approuver – 21 % condamnant tout de même le saccage de ce lieu de culte musulman.

Au regard de ces chiffres, on voit que la grille de lecture de l'islam comme menace s'est ancrée dans toute une partie de la population et, partant, à quel point notre société est travaillée par des risques de tensions communautaires. 87% des personnes interrogées estiment d'ailleurs que ce genre de manifestations violentes ou d'expéditions punitives pourrait très bien se reproduire ailleurs en France¹¹⁹.

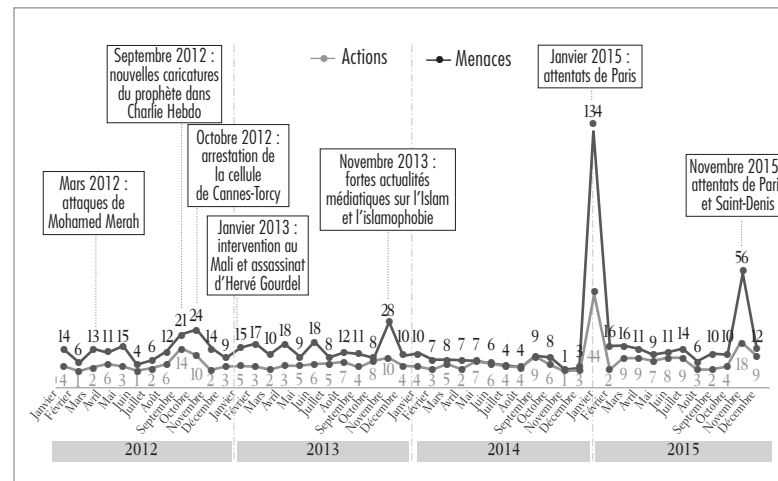
Une hausse des actes antimusulmans plus forte en janvier qu'en novembre

Les chiffres publiés par la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme viennent confirmer ce sombre diagnostic. Avec 429 actes et menaces recensés, les actes antimusulmans ont augmenté de 200 % en 2015 par rapport à 2014, où l'on avait dénombré « seulement » 133 faits. Ce chiffre est également le plus important enregistré depuis la mise en place de ces statistiques en 2012. Une forte augmentation des actes et des menaces contre les musulmans a été observée aux mois de janvier et de novembre 2015, à la suite des attentats terroristes. Ces deux mois représentent 58 % du nombre total des actes commis sur l'ensemble de l'année 2015. Le graphique suivant montre également que les attentats de novembre, qui ont pourtant fait beaucoup plus de victimes que ceux de janvier, ont provoqué en réaction moins d'actes antimusulmans, comme si le fondement religieux des attentats de novembre et le lien avec l'islam paraissaient un peu moins évidents qu'au moment de « Charlie ». 178 menaces ou actes antimusulmans ont ainsi été enregistrés en janvier 2015, contre 74 « seulement » en novembre¹²⁰.

119. La Corse a connu une autre violente attaque islamophobe. Dans la nuit du 2 au 3 février, à Propriano, un restaurant et une boucherie halal ont essuyé des rafales tirées à l'arme de guerre.

120. Les attaques de Mohamed Merah, on l'a vu, n'ont pas été décodées dans un premier temps comme des actes terroristes et n'ont pas non plus suscité de flambée antimusulmane. Les réactions ont été plus nombreuses en septembre-octobre 2012 à la suite de la publication de nouvelles caricatures de Mahomet dans *Charlie Hebdo* et du démantèlement de la cellule de Cannes-Torcy. Un pic a également été enregistré en novembre 2013 dans le contexte d'une forte actualité médiatique et polémique autour de l'islam. Le 9 octobre 2013, *L'Express* titre en couverture : « Islam : le danger communautariste ». En novembre, un nouveau jugement tombe dans l'affaire de la crèche Baby Loup et la rédaction de *Charlie Hebdo* publie un article contre le procès en islamophobie qui lui est alors fait.

Évolution du nombre des menaces et des actes antimusulmans entre 2012 et 2015



Bien que 1 000 lieux de culte musulmans parmi les 2 500 existants soient protégés par les forces de l'ordre, un certain nombre ont fait l'objet d'attaques ou de dégradations. Dans la nuit du 7 au 8 janvier 2015, soit quelques heures seulement après l'attaque contre *Charlie Hebdo*, un homme tire à la carabine et lance des grenades d'exercice contre la mosquée des Sablons, quartier populaire du Mans. Le 23 août, deux jours après l'attentat raté contre le Thalys, la mosquée d'Auch dans le Gers est incendiée. À Créteil, le 14 novembre au matin, des croix peintes en rouge sont découvertes sur les murs de la mosquée. Le forfait a été commis quelques heures après les attentats. Le lendemain, c'est à Pontarlier dans le Doubs qu'on retrouve une croix gammée tracée sur le mur de la mosquée, et du jambon et du lard devant la porte d'entrée. La phrase « France réveille-toi » est taguée le même jour sur la salle de prière musulmane d'Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques).

Les lieux de culte n'ont pas été les seuls visés, tant s'en faut. Dans la soirée du 15 novembre, trois personnes tirent des coups de feu contre un restaurant kebab à Blaye (Gironde). Le 13 au soir, à Barentin (Seine-Maritime), la vitrine d'un autre restaurant kebab est attaquée à

coups de pierres. Parfois, les agressions visent des personnes. À Cambrai, dans la soirée du 14 novembre, un homme d'origine turque se tenant devant la vitrine d'un kebab est blessé par un tir de petit calibre par des individus circulant en voiture. Enfin, à Marseille, le 17 novembre, une jeune femme est attaquée dans le métro parce qu'elle porte le hijab.

MAIS LE REMPART RÉSISTE

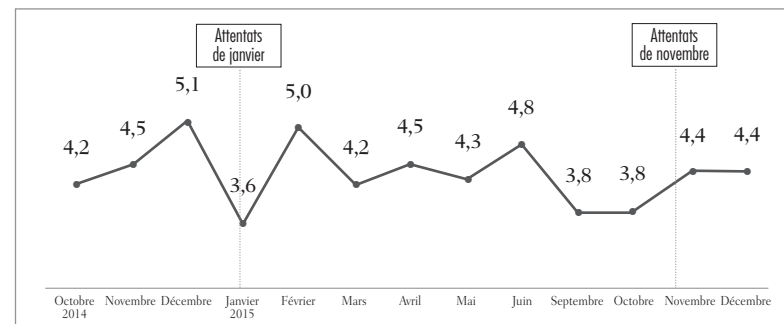
Les attentats du 13 novembre ont renforcé l'attachement à la France de la population issue de l'immigration

Si les attentats de novembre n'ont pas provoqué la même poussée d'actes antimusulmans, ils n'ont pas non plus suscité les mêmes réactions dans la population musulmane ou issue de l'immigration que ceux de janvier. La formule de Philippe Rio, maire communiste de Grigny, commune dont était originaire Coulibaly, illustre bien ce fait : « Tout le monde n'était pas Charlie mais tout le monde est Paris¹²¹. »

Le graphique page ci-contre, établi d'après un cumul d'enquêtes Ifop, montre que la proportion de personnes se déclarant de confession musulmane a connu un tassement significatif juste après les attentats de janvier. C'est comme si une partie de cette population avait souhaité, par réflexe de protection, taire son appartenance religieuse. Cette proportion est revenue à des niveaux habituels le mois suivant. Au lendemain des attentats de novembre, on n'observe pas un tel tassement.

121. Cité dans « Les jeunes de banlieues s'identifient aux victimes », *Les Échos*, 18/11/2015.

Évolution du pourcentage de la population se déclarant de confession musulmane



Les caricatures avaient profondément heurté une partie de cette population qui, partant, ne pleurait pas *Charlie Hebdo* ou, à défaut, ne se sentait pas solidaire. Le fait que des cibles particulières aient été visées (des policiers, des journalistes, des Juifs) n'avait pas permis une identification aux victimes. En tirant indistinctement dans la foule le 13 novembre, les terroristes ont rendu cette identification possible. Ils ont donc manqué leur objectif. Au lieu de provoquer un emballement des tensions communautaires et de désolidariser la population musulmane du reste de la société, ces actes ont conduit à souder cette population au reste du corps social et à la nation.

Nous nous sommes livrés à l'analyse des noms et prénoms des victimes. Il est apparu que neuf d'entre elles étaient issues de l'immigration, ce qui a pu en partie contribuer à provoquer ce sentiment d'identification. Chérif, habitant de Saint-Denis de 19 ans, déclare : « Les mecs qui se cachent rue du Corbillon [lieu où se situait le squat d'Abaaoud] c'est nous qu'ils visaient. Vendredi 13, je me suis senti français pour la première fois de ma vie. Parce que j'ai compris qu'ils auraient pu tirer sur ma mère¹²². » On retrouve la même idée chez Leila de Roubaix : « Je doute que les jeunes fassent de la provocation en soutenant Daesh. Nous sommes tous devenus des cibles¹²³ » ; ou chez Yassine de Lunel : « Il y a une prise de conscience

122. Cité dans « L'immeuble de l'assaut, concentré de misère humaine », *Le Monde*, 20/11/2015.

123. Cité dans « Dix mois après Charlie », *L'Obs*, 19/11/2015.

parce que là, dans les morts – et je ne parle pas des kamikazes – il y avait aussi des musulmans. Ceux qui étaient à la terrasse du café, on leur a tiré dessus parce qu'ils étaient là, pas parce qu'ils étaient juifs ou journalistes, comme en janvier. Cela veut dire que ces gars, ils s'en foutent de savoir qui il y a à l'autre bout du canon¹²⁴. Et que demain, ce sera peut-être l'un d'entre nous¹²⁵ ».

Dans une tribune à *Libération*, le chanteur engagé du groupe Zebda, Magyd Cherfi, écrit : « C'était un carnage et c'est mon jour de baptême, je deviens solennellement français, c'est dit. Je promets devant le fronton des mairies d'aimer la France pour le pire et le meilleur, de la protéger, de la chérir jusqu'au dernier souffle¹²⁶. » Le chanteur libertaire, volontiers critique à l'égard de la France, a expliqué par la suite que ce n'est pas uniquement un sentiment d'identification aux victimes qui l'a poussé à faire cette déclaration, mais la prise de conscience d'un attachement viscéral aux valeurs de la République. Compte tenu de ses combats, de ses prises de position passées, notamment au sein des Motivés, groupe proche de la LCR, et de son parcours – il a grandi dans la cité toulousaine des Izards, dont était aussi originaire Mohamed Merah –, une telle déclaration est très emblématique du déclic produit par ces événements tragiques dans toute une partie de la population issue de l'immigration.

Dans ce contexte, les rassemblements organisés à Lunel comme dans différentes communes de banlieue ont compté beaucoup plus de participants qu'en janvier. On notera que les parquets, qui avaient été submergés en janvier par les infractions d'apologie du terrorisme, n'ont eu affaire qu'à quelques cas isolés à la suite du 13 novembre. Cela rejoint le sentiment de Hanan Ben Rhouma, imam de Bagnolet : « Tout le monde se retrouve dans cette tragédie. Daesh aura cette fois beaucoup de mal à

124. Il semble que l'identité des cibles soit néanmoins prise en compte par certains terroristes. L'enquête sur le projet d'attaque des églises de Villejuif nous apprend que Sid Ahmed Ghlam devait initialement frapper la gare RER de Villepinte. Après un repérage, il aurait constaté qu'« il n'y avait que des Arabes ». En lien avec son donneur d'ordres en Syrie, la décision a été de se rabattre sur ce nouvel objectif non fréquenté par des musulmans.

125. Cité dans « À Lunel, certains ont peur de voir leur gamin à la TV après une attaque », *Le Figaro*, 17/11/2015.

126. *Libération*, 15/11/2015.

diviser les Français. J'ai l'impression qu'à travers les épreuves, les fidèles s'identifient de plus en plus à la France¹²⁷. »

À cette réaction des citoyens a répondu une mobilisation inédite du Conseil français du culte musulman (CFCM). À l'unanimité, il a adopté le principe d'un prêche unitaire et national pour condamner l'idéologie djihadiste et rappeler l'attachement indéfectible des musulmans à la République. Ce texte a été lu le vendredi 20 novembre dans les 2 500 mosquées et salles de prière de France. Le 30 novembre, les plus hauts responsables de l'islam de France, habituellement divisés, se sont retrouvés à l'Institut du monde arabe. Cette séance exceptionnelle, intitulée « Rassemblement citoyen des musulmans de France. Tous ensemble contre le terrorisme », a rassemblé plusieurs centaines de personnes. Dans le même ordre d'idées, les 8 et 9 janvier 2016, le CFCM a organisé une opération portes ouvertes dans toutes les mosquées de France, où un « thé de la fraternité » était servi. Cette opération s'est révélée un succès. Anouar Kbibeche, le président du CFCM, a évoqué les chiffres de 2 000 visiteurs à Strasbourg, de 3 000 à Nantes et d'environ 10 000 à la Grande Mosquée de Paris au cours du week-end.

Une majorité est encore capable de ne pas tomber dans l'amalgame

Les données d'enquête de l'Ifop montrent que l'image de l'islam et des musulmans n'a pas foncièrement évolué à la suite des attentats de novembre. Ainsi que l'indique le tableau suivant, on se situe à quelques points près au même niveau que lors des mesures précédentes. 67 % des personnes interrogées approuvent l'idée qu'« il ne faut pas faire d'amalgame, les musulmans vivent paisiblement en France et seuls des islamistes radicaux représentent une menace ». Cette réponse progresse même de 4 points par rapport à juillet¹²⁸.

127. Cité dans « Les musulmans espèrent échapper aux amalgames », *Le Monde*, 17/11/2015.

128. Sondage pour Atlantico réalisé par Internet du 20 au 23 novembre 2015 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 002 personnes.

Le rapport des Français à l'islam en France

Question : avec laquelle des deux opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

	Rappel ensemble des Français janvier 2015	Rappel ensemble des Français février 2015	Rappel ensemble des Français juillet 2015	Ensemble des Français novembre 2015
Il ne faut pas faire d'amalgame, les musulmans vivent paisiblement en France et seuls des islamistes radicaux représentent une menace	66 %	62 %	63 %	67 %
L'islam représente une menace	29 %	32 %	32 %	28 %
Ne se prononcent pas	5 %	6 %	5 %	5 %

Source : sondage Ifop pour *Le Figaro* et RTL, novembre 2015.

Entre un quart et un tiers des Français (28 %) campent en revanche sur une position dure : « L'islam représente une menace ». Cette proportion atteint 60 % parmi les sympathisants du FN, 31 % parmi ceux des Républicains et tout de même 19 % dans les rangs de l'électorat PS. Sociologiquement, cette opinion est la plus présente chez les ouvriers (42 %) et devient moins fréquente lorsque l'on s'élève dans la hiérarchie sociale : 26 % chez les professions intermédiaires et 18 % seulement parmi les cadres supérieurs et les professions libérales. Nous verrons cependant dans la troisième partie que les attentats et les événements de Cologne ont créé un trouble dans ces milieux et altéré sensiblement leur vision de l'islam.

Le FN a été battu et le front républicain a fonctionné

On retrouve peu ou prou cet équilibre du rapport de forces lors des élections régionales. Le FN, comme on l'a vu, a profité des attentats pour progresser de nouveau et atteindre le score de 28 % au plan national,

niveau extrêmement élevé. Les attentats associés à la problématique des migrants ont incontestablement imprimé leur marque sur le scrutin et alimenté la dynamique frontiste. Néanmoins, le parti lepéniste n'a pas tout emporté sur son passage. Il a été défait dans toutes les régions au second tour, y compris dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en PACA, où il fondait ses plus grands espoirs.

Alors que l'on pouvait légitimement avoir quelques doutes sur la propension des électeurs de gauche à voter en faveur de Xavier Bertrand et Christian Estrosi, dans ces deux régions, la consigne du « front républicain » a été très largement suivie¹²⁹. D'après les estimations Ifop-Fiducial pour i-Télé publiées au soir du second tour, dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, 70 % des électeurs PS du premier tour ont voté pour la liste de droite, ainsi que 62 % de ceux de la liste EELV-Parti de gauche, et même 53 % de ceux de la liste PC (le reste des voix de gauche choisissant l'abstention).

On retrouve le même scénario en PACA. Christian Estrosi a pu compter sur un report de deux tiers des électeurs de la liste EELV-Front de gauche et de ceux de la liste PS. Sous l'effet de ces imposants renforts du camp adverse, mais aussi du soutien de 17 % des abstentionnistes du premier tour dans le Nord et de 14 % dans le Sud, les listes de droite ont rattrapé leur retard et devancé leurs adversaires. Ces derniers, cloués sur place par un véritable tir de barrage « républicain », ont vu s'envoler la perspective de conquérir un exécutif local, comme aux départementales huit mois plus tôt.

On peut voir dans cette défaite du FN au second tour une illustration supplémentaire de cette résistance de la société française. Il n'en demeure pas moins que l'influence de l'idéologie frontiste n'a jamais été aussi prégnante, notamment dans le contexte post-attentats, qui demeure extrêmement pesant, comme nous allons le voir.

129. Voir à ce sujet Jérôme Fourquet et Sylvain Mantemach, *Régionales 2015 : les partis contestés mais pas concurrencés*, note n° 2 de la Fondapol, avril 2016.

Janvier 2016 : perception de la menace terroriste et confiance dans les institutions

Au début de janvier 2016, soit plusieurs semaines après le 13 novembre et quasiment un an jour pour jour après l'attaque contre la rédaction de *Charlie Hebdo*, l'Ifop sonde de nouveau les Français¹³⁰. 95 % des personnes interrogées jugent la menace terroriste élevée, un score proche de celui observé en janvier 2015 (93 %) et au lendemain du Bataclan (98 %). Du fait de la multiplication des attaques ou des tentatives d'attentats en France et à l'étranger, mais aussi de la très forte actualité sur le thème du djihadisme et de la réponse policière, l'idée que le terrorisme peut frapper de nouveau en France s'est installée durablement dans quasiment tous les esprits. On peut même dire qu'elle en a pris possession, comme nous l'avons exposé au début de cet essai.

L'intensité de cette menace a cependant varié de manière assez significative au cours des douze derniers mois. Alors qu'avant « Charlie », moins de 20 % seulement des Français jugeaient la menace terroriste « très élevée », cette proportion a brutalement grimpé à 49 % début janvier pour redescendre ensuite à 25 % début juin. À la fin du même mois, ce taux est remonté à 40 % à la suite des attentats en Tunisie et en Isère, puis a atteint le chiffre record de 68 % au lendemain du 13 novembre.

À l'instar de ce que l'on avait constaté après janvier, un mouvement de décrue s'est donc une nouvelle fois amorcé. Début 2016, soit un mois et demi après le Bataclan et le Stade de France, ce sont en effet 41 % des personnes interrogées qui jugent la menace terroriste très forte, soit un reflux de 27 points par rapport à novembre 2015. Cet « étiage » reste néanmoins haut. 4 Français sur 10 estiment le risque terroriste très élevé, contre « seulement » 1 Français sur 5 quelques mois après « Charlie » et l'Hyper Cacher.

La perception de l'intensité de la menace est la plus forte dans l'agglomération parisienne, avec 47 % de personnes la jugeant « très élevée ». Elle est également ressentie par les habitants des villes de province (38 %) et par les ruraux (43 %) qui, on l'a vu, ont été particulièrement marqués par la dissémination sur le territoire des individus radicalisés.

Même si la menace terroriste semble très ou assez élevée pour 95 % de la population, les Français continuent presque aussi massivement à faire confiance aux forces de police et de gendarmerie ainsi qu'aux services de renseignements pour lutter contre le terrorisme. C'est le cas de 88 % d'entre eux (dont 30 % qui leur font tout à fait confiance), soit un score presque identique à celui enregistré au lendemain du 13 novembre ou des attentats de janvier – 87 %. Les polémiques sur les failles de nos services de renseignements et le défaut de surveillance concernant des individus fichés, qui ont pu franchir les frontières et monter de nouveaux attentats, n'ont donc pas eu un impact important sur la cote de confiance des services de sécurité. On constate toutefois une baisse de 8 points (de 38 % en janvier 2015 à 30 % un an plus tard) sur l'item « tout à fait confiance ».

Les Français appréhendent donc la réalité de la menace terroriste sur leur sol, mais ils partagent également l'idée défendue par le gouvernement selon laquelle la guerre contre le terrorisme doit aussi être menée à plusieurs milliers de kilomètres de nos frontières. 82 % des personnes interrogées en janvier 2016 se disent favorables à la participation de l'aviation française aux frappes contre les positions de l'État islamique en Syrie. Ce niveau de soutien demeure quasiment identique à celui qui prévalait au lendemain des attentats de novembre (85 %). Signe de la détermination de la population française à faire face à la menace djihadiste, hormis l'intervention en Somalie en 1992, dont le but était d'abord humanitaire, une intervention militaire n'avait pas bénéficié d'un tel soutien dans l'opinion depuis vingt ans.

Si les Français continuent de juger la menace terroriste forte et d'approuver massivement la campagne de bombardements au Levant, sur laquelle le gouvernement communique abondamment (au moyen de

130. Sondage pour *Sud Ouest Dimanche* réalisé par Internet du 4 au 5 janvier 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 006 personnes.

conférences de presse, d'images et d'informations diffusées sur les différents raids effectués, mais aussi d'invitations répétées d'équipes de journalistes sur le porte-avions *Charles-de-Gaulle* ou sur la base secrète en Jordanie d'où partent les avions français), l'idée que notre pays est en guerre a néanmoins reflué en quelques semaines sous l'effet du mécanisme de dénégation, sur lequel nous reviendrons dans la partie suivante.

L'inquiétude n'en demeure pas moins très vive. Les salles de spectacle parisiennes, qui avaient vu leur fréquentation s'effondrer de 80 % dans la semaine suivant les attentats du 13 novembre, accusent toujours une baisse de 40 % à la fin du mois de décembre. Cela explique que, à la fin du mois de janvier, une écrasante majorité de Français se déclarent favorables (79 % dont 34 % « très favorables ») à la prolongation de trois mois de l'état d'urgence à l'issue de son terme le 26 février¹³¹. L'adhésion à une première prolongation en novembre s'établissait à 91 %.

131. Sondage Ifop pour Atlantico réalisé par Internet de 26 au 28 janvier 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 955 personnes.

TROUBLE RÉPUBLICAIN

TERRORISME ET ÉTAT DE GUERRE

Nous avons montré plus haut que le moindre événement lié ou associé à Daesh était mis en rapport avec la guerre au Moyen-Orient¹³². Cette mise en rapport s'opère dans le discours du public *via* la figure rhétorique de la synecdoque qui donne à la partie la puissance signifiante du tout. Un jeune qui se convertit à l'islam dans un village français vaut pour la présence de la violence et, comme nous allons le voir, pour celle de l'humanité dans ce village. Daesh est un grand corps aux multiples ramifications.

Comment s'organise la conception que l'opinion a de Daesh ? De quoi Daesh est-il le nom pour le public que nous étudions ?

Nouvelle géographie de la violence

En premier lieu, Daesh apparaît sur deux terrains de guerre, dans deux types de guerre.

« L'État islamique attaque en France et il fait la guerre en Syrie. Ils ont une même stratégie [...] on les bombarde là-bas, ils nous attaquent ici. Il mène deux guerres en même temps très différentes, mais ça communique entre les deux, ça circule, les gens, l'argent, et ça c'est très inquiétant car on n'arrive pas à contrôler cette circulation (1). »

Daesh mène en Syrie une guerre avec occupation de territoires, prise et perte de villes. Sous certains aspects, cette guerre semble conventionnelle. En France, la guerre qu'il mène est souterraine, terroriste,

132. Voir la première partie, p. 11.

c'est une guerre de déstabilisation. Daesh est double mais Daesh est *un*. Cette unité assurée par la circulation de l'argent, des personnes, des armes, et surtout par une idéologie de la violence et de la mort, est au cœur de l'inquiétude que nous allons explorer.

Les médias l'ont souligné, le public l'a à l'esprit : il existe une différence entre les attentats de janvier et ceux de novembre, qui tient au rapport à la mort. Après la tuerie de Charlie Hebdo le 7 janvier, les frères Kouachy ont fui. Ils ont manifestement voulu sauver leur vie. Ce n'est qu'au terme d'une longue cavale et d'un assaut d'une rare violence qu'ils ont été abattus. En novembre, au Stade de France, avec leur ceinture d'explosifs, les terroristes étaient des kamikazes. Quant aux auteurs du massacre du Bataclan, il est difficile d'imaginer qu'ils espéraient sortir vivants de cet attentat.

« Les attentats à la ceinture d'explosifs, c'est ce qui se passe en Israël, les Palestiniens qui font des attentats suicides, en voiture aussi, ils y vont pour tuer et pour mourir. En Irak aussi je crois... au Liban... En France ou en Europe, d'ailleurs, je crois que c'est la première fois que des attentats suicides ont lieu, et c'est terrible s'ils n'ont même pas peur de mourir. En fait c'est même plus que ça. Ce n'est pas qu'ils n'ont pas peur de mourir, mais c'est qu'ils veulent mourir. C'est nettement pire (2). »

« Ils avaient décidé de mourir, c'est clair. Quand on porte des ceintures d'explosifs comme l'ont fait les terroristes du Stade de France, c'est qu'on a l'intention de mourir. Ils n'ont pas réussi à provoquer le carnage qu'ils avaient programmé, et c'est tant mieux, mais ce qui m'a frappé c'est qu'ils se sont fait exploser quand même. Un dans un McDo, je crois, et l'autre à l'entrée du stade, ils ne pouvaient pas faire beaucoup de morts, mais ils se sont fait exploser quand même. Ils venaient pour mourir. C'est très difficile à comprendre, comment fonctionnent ces gens. Alors on dit : ce sont des fous. En un sens oui, ou ils ne fonctionnent pas comme nous, et finalement, ça, c'est très inquiétant (7)... »

Ce que le public constate alors, c'est l'irruption de l'attentat suicide, qui prend deux sens : la dilution de la frontière entre *ici* et *là-bas* et un changement de règle de jeu concernant la vie et la mort.

Les attentats suicides rapprochent les modes opératoires des attaques de novembre 2015 de ceux de pays en guerre comme la Syrie ou l'Irak, ou confrontés à des tensions d'une violence extrême, comme Israël. Ce rapprochement estompe une frontière symbolique qui structure l'imaginaire de la géopolitique profane¹³³. Jusque-là, il régnait une distinction, certes sommaire, mais néanmoins opérante entre deux espaces. L'un – une zone européenne restreinte, France, Allemagne, Angleterre, Italie, Espagne – semblait pacifié. Chacun de ces pays a connu une période terroriste, mais ce temps semblait révolu. L'autre espace correspond au Moyen-Orient, en proie à une violence endémique dont le conflit syrien est un nouvel exemple paroxystique.

L'identité des modes opératoires ne veut pas dire que la France est *comme* la Syrie, une zone de guerre et de terrorisme de masse. Elle signifie pour le public qu'il n'existe plus de séparation entre territoire apaisé et territoire en pleine convulsion de violence. On peut dire qu'il se produit une *oscillation entre contiguïté et continuité*. Jusqu'à présent, les territoires de la terreur étaient en rupture géographique avec notre territoire humanisé. Les attentats de janvier 2015 les ont rendus contigus à la France. Les enquêtes sur ceux de novembre ont dévoilé la porosité des frontières, faisant osciller la relation entre contiguïté et continuité. Nous pouvons préciser cette *contiguïté/continuité* au travers de l'énoncé suivant : ce qui se passe là-bas *peut* se passer ici, alors que la formulation de l'assimilation aurait été : ce qui se passe là-bas se passe ici.

La différence entre les deux formulations tient à la présence du verbe « pouvoir » dans la première : ce qui *peut* se passer *versus* ce qui se passe. Cette différence modale amplifie la puissance de la menace, comme nous allons le montrer plus loin. Indiquons pour l'instant que cette contiguïté/continuité entre France et Moyen-Orient conduit à concevoir une confrontation de notre territoire national à une violence inédite. En termes de sauvagerie et de nombre de victimes, l'attaque du Bataclan en novembre a atteint une échelle inconnue du public. La

133. Nous employons le qualificatif de *profane* par opposition à *expert*. La géopolitique profane correspond à la vision géopolitique que se forge le public sans manier les concepts de façon académique.

télévision, les vidéos qui circulent sur Internet, les médias en général rendent compte depuis longtemps de la violence meurtrière qui déferle *ailleurs*. La stupéfaction est de découvrir que cette violence réelle *là-bas* et, partant, virtuelle *ici*, devient réelle *ici*. Avec les attentats de novembre, le public est propulsé dans le monde réel d'une horreur jusqu'à présent déréalisée par la récurrence de sa médiatisation. Par comparaison, imaginons un joueur qui basculerait dans l'univers devenu réel de son *wargame*.

Le territoire national est dès lors soumis à un potentiel de violences dont l'échelle n'est plus celle du terrorisme tel que les pays européens l'ont connu, mais celle de pays en guerre.

« Les camps d'entraînement, ce n'est pas seulement pour mener des actions en Syrie, c'est aussi pour faire la même chose en Europe. Le Bataclan, c'est exactement ce qu'ils font là-bas. Alors évidemment, en Syrie c'est tous les jours, pas ici. Mais c'est la même violence, seule la fréquence n'est pas la même (5). »

La notion de potentialité donne une tournure particulière à la menace. Nous pouvons opposer une menace d'attentat extrinsèque et une menace intrinsèque. La première rend compte du potentiel de violence venant de l'extérieur. Concrètement, des terroristes, par exemple syriens, ou venant d'autres pays mais entraînés en Syrie, se rendent en France pour commettre des actes terroristes. Cette potentialité extrinsèque suppose des frontières, d'une part, et des nationalités distinctes, d'autre part. Sinon, l'opposition intrinsèque/extrinsèque ne peut avoir de sens. Or, et le public ne cesse de le souligner : a) les frontières ne permettent plus le contrôle des flux de terroristes, b) les binationalités brouillent les distinctions nationales.

La transformation du rapport entre *ici* et *là-bas* passe par le jeu autour de deux sens de la notion de frontière. Le sens littéral renvoie à des frontières réelles. L'affaiblissement de la capacité à les contrôler est corroboré pour le public a) par le déferlement incontrôlable de réfugiés venant du Moyen-Orient, parmi lesquels peuvent se mêler des terroristes ;

b) par la facilité avec laquelle de jeunes Français radicalisés semblent pouvoir aller et venir, *via* la Turquie, entre la France et les terrains d'entraînement terroristes en Syrie.

Dans un sens figuré, la notion de frontière peut désigner la séparation entre différents imaginaires de la violence. Or, cette frontière a cessé d'exister avec l'irruption sur le sol français des attentats suicides, pratique liée à des territoires en guerre.

Combinés, ces deux usages, littéral et figuré, revêtent une densité de sens qui permet de mieux comprendre comment s'organise pour le public la problématique des frontières, de l'accueil de réfugiés et de la question de la déchéance de la nationalité.

Le fait que le mode opératoire des terroristes lors des attentats de novembre introduise en France ce qui se passe dans des pays en guerre, le fait qu'une continuité imaginaire s'établisse entre *ici* – la France – et *là-bas* – le Moyen-Orient ensanglanté – créent dans l'esprit du public de cadres et de diplômés que nous avons rencontré une désorientation. Un changement de *géographie* bouscule le proche et le lointain, le familier et l'étranger. On ne bascule pas sans perdre ses repères, d'un monde qui a expulsé la guerre à l'issue d'une longue histoire, dans un autre qui la fait ressurgir brusquement.

Le Congrès de Versailles : du sentiment de l'état de guerre à son institution

À cet égard, le discours du président de la République au Congrès de Versailles joue un rôle fondamental pour notre public dans la construction de cette nouvelle réalité.

Ce discours n'a pas été considéré comme une simple déclaration politique ou comme un coup médiatique. Lorsque le président prend la parole depuis un salon de l'Élysée, la mise en scène orchestrée par ses conseillers en communication vise à mettre le prestige de la présidence au service de la crédibilité de son discours. Cette parole est immédiatement

soumise aux commentaires, aux critiques, aux attaques et aux doutes. Le discours prononcé par François Hollande lors de la réunion du Congrès à Versailles fonctionne à l'inverse. L'extrême solennité, soulignée par la mise en images télévisée de l'événement, visait à faire disparaître la personne du président, son corps, sa voix, derrière un cérémonial impersonnel. La parole de François Hollande a été transformée en parole de la République sur la patrie. Le cérémonial en a fait une parole *sacrée*¹³⁴. Dès lors, cette parole est devenue aussi indiscutable que la patrie. À la fin de ce discours, l'ensemble du Congrès, députés et sénateurs, toutes couleurs politiques confondues, s'est levé pour applaudir. Il a conclu en entonnant *La Marseillaise*, et non par une ovation à François Hollande – donc par une allégeance à la patrie.

Cette sacralité de la parole prononcée au Congrès ne persiste que le temps du cérémonial et, si l'on peut dire, que le temps adjacent, prolongé, étiré de la sacralité du Congrès *via* le temps de sa médiatisation. C'est ainsi que la proposition de la déchéance de la nationalité pour les binationaux annoncée au Congrès est applaudie et paraît faire l'unanimité. Quelques semaines après, cette question revient sur le devant de la scène médiatique pour s'y enliser. Une divergence apparaît alors entre le public – notamment les cadres et les diplômés auprès desquels nous avons travaillé – et les responsables politiques. Les premiers restent largement favorables à cette extension des conditions de la déchéance de la nationalité, malgré la polémique qui se développe, et sans clivage politique déterminant. Les seconds font exploser les clivages traditionnels de gauche et de droite et s'embourbent dans des débats sans fin. Cette situation s'est refermée sur le président François Hollande comme un piège. La parole sacralisée par le Congrès, puis désacralisée par la controverse politique, ne pouvait être contredite sans désacraliser le Congrès. De la même façon, en renonçant à cette réforme, François Hollande a fragilisé son image et provoqué la désapprobation de l'opinion favorable à la déchéance de nationalité.

134. Sur le rapport entre le sacré et la patrie, nous renvoyons au célèbre essai d'Ernst H. Kantorowicz, *Mourir pour la patrie*, Paris, PUF, 1984.

Une autre partie du discours du président devant le Congrès a eu un impact déterminant. Le président François Hollande déclare non pas la guerre, mais affirme que la France est désormais en guerre. Dans les conditions cérémonielles de ce discours, cette phrase est un énoncé performatif, au sens défini par John L. Austin : le président donne corps à cette réalité du fait même qu'il la prononce¹³⁵.

Affirmer que la France est en guerre n'est pas un constat, c'est un acte institutionnel. Les Français et les médias confrontés au carnage du Bataclan ont eux aussi perçu la situation comme ayant « quelque chose à voir » avec la guerre. Mais avec ce discours, ce qui était ressenti devient une *réalité instituée*. Le passage du sentiment que l'on est en guerre à un statut institutionnel autorise le pouvoir politique à promulguer l'état d'urgence. Du côté du public, les impressions sont non seulement confortées, mais elles se muent en une réalité à laquelle nous devons nous confronter.

À la fois ressenti personnel et affirmation institutionnelle, la notion de guerre prend une puissance et une gravité qui l'imposent comme élément clé des raisonnements des personnes auprès desquelles nous avons enquêté.

Conscience du danger et dénégation

À la mi-décembre, « seules » 37 % des personnes interrogées pensent que « la France a basculé dans une véritable situation de guerre avec tout ce que cela implique comme conséquences¹³⁶ ». Cette opinion

135. Un énoncé performatif accomplit une action par le seul fait de son énonciation. En énonçant : « Je vous déclare mari et femme », le maire rend le mariage effectif. Mais cet énoncé doit se produire dans certaines conditions. Ainsi, pour reprendre notre exemple, c'est le maire ou une personne habilitée qui doit le prononcer. Si n'importe qui déclare mari et femme deux personnes, le mariage n'est pas effectif. L'énoncé performatif s'oppose à l'énoncé constatatif. Ce dernier décrit une action indépendante de l'énonciation. Ainsi, énoncer : « J'ouvre la porte » ne réalise pas l'ouverture de la porte, mais décrit l'action d'ouverture. J. L. Austin, *How To Do Things With Words*, 1962, paru en français sous le titre *Quand dire c'est faire*, 1970, rééd. Paris, Le Seuil, 1991.

136. Sondage Ifop pour Atlantico réalisé par Internet de 14 au 16 décembre 2015 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 001 personnes.

s'inscrit en recul de 22 points par rapport à l'enquête réalisée trois jours après les attentats de novembre. L'autre modalité de réponse, « la France a subi une attaque terroriste sans précédent mais n'a pas pour autant véritablement basculé dans une situation de guerre », est passée symétriquement de 41 % à 63 %. Si cette notion de guerre est si puissante, pourquoi ne s'est-elle pas maintenue dans l'esprit des Français à un niveau élevé ? La raison en est simple. Plus une réalité, ici la guerre, est inquiétante, plus elle déstabilise et provoque un processus que les psychanalystes connaissent bien : la dénégation. Ce processus doit être distingué du déni. Le déni récuse une réalité. Avec la dénégation, nous reconnaissons cette réalité mais faisons « comme si » elle n'existait pas. Prenons deux exemples de dénégation. Tous les fumeurs connaissent les dangers du tabac, mais certains adoptent une attitude dénégative : je sais bien que c'est dangereux, mais je fais comme si ce n'était pas le cas. L'autre exemple de dénégation est plus salutaire. Il concerne tout simplement la finitude de l'homme. Chacun de nous sait qu'il va mourir, mais si nous avons ce sort funeste continûment en tête, nous ne parviendrions plus à vivre. Dans la vie quotidienne (les moments de réflexivité mis à part), nous savons notre finitude, mais nous devons mettre cette certitude de côté, faire *comme si* nous ne devons pas mourir. La dénégation est nécessaire à la vie.

Face à l'état de guerre, nous devons non pas oublier, mais *mettre en veille* cette conscience du danger pour préserver la substance de la vie quotidienne, faite d'un entremêlement de rituels, de routines, d'habitudes. Si un attentat survenait, cette conscience de l'état de guerre se réveillerait immédiatement et retrouverait son niveau le plus élevé¹³⁷. Tant qu'aucune violence terroriste n'advient, la conscience de la guerre somnole sans disparaître. Nous poserons comme hypothèse dans notre conclusion qu'en resurgissant, l'inquiétude liée à la guerre peut devenir bien plus perturbante que sa dénégation.

137. Nous avons constaté partiellement ce phénomène au lendemain des attentats de Bruxelles, qui ont brutalement replongé la population française dans l'état psychologique post-13 novembre.

Le borbier moyen-oriental

On suit l'évolution territoriale des actions militaires de Daesh. On voit ses exploits sanguinaires. Parfois on prend acte d'un recul, d'une avancée, de la perte d'une ville, de la mort de combattants. Mais l'impression qui règne en France, dans la population qui nous intéresse, est celle d'un enkystement dans une situation inextricable, dont on est incapable de démêler les tenants et les aboutissants et qui fait sentir ses effets ici en France. Les acteurs engagés dans ce conflit sont nombreux, hétérogènes : ce sont les pays européens et les États-Unis, mais aussi la Russie, l'Arabie Saoudite, la Turquie, les Kurdes, l'armée de Bachar El-Assad.

Le public distingue trois types de belligérants. Le premier est clairement identifié au camp de l'Occident et lisible. Même s'il semble hésitant, ses desseins ne paraissent pas cachés. La lutte contre Daesh rend claire la finalité de son engagement.

La Russie correspond au deuxième type de belligérants. On sait à quel point son image est surdéterminée par son président Vladimir Poutine. « Je veux bien imaginer que Poutine c'est pas la Russie, mais j'ai lu quelque part que... je ne sais plus... je crois 90 % des Russes sont derrière lui... Donc, quand même, si on parle de la Russie à travers ce qu'on dit de Poutine, ce n'est pas n'importe quoi (8) ! » La Russie apparaît comme l'inverse des pays européens engagés dans le conflit. Elle est déterminée, mais son dessein est inquiétant et son action brutale, la reprise de Palmyre et le repli des groupes djihadistes sur différents fronts en Syrie sous l'effet des bombardements russes lui conférant une image d'efficacité implacable.

Pour le dernier groupe de pays, on évoque des images d'un panier de crabes. Mis à part les Kurdes, chacun des acteurs paraît trouble, inquiétant, a joué un double ou un triple jeu. Chacun semble se concurrencer dans le mépris des droits de l'Homme, dans les pires violences. Cette cruauté, le public la retrouve chez d'autres acteurs impliqués dans le conflit, en particulier l'Arabie Saoudite. Avec les condamnations à mort, le châtement du fouet, le musellement de toute

contestation, l'asservissement des femmes, ce pays n'a rien à envier à l'idéologie salafiste de Daesh, qu'il est d'ailleurs réputé financer. L'Arabie Saoudite apparaît comme un protagoniste particulièrement trouble, ce qui n'est pas sans susciter des questions de la part des personnes interrogées. La diplomatie française n'a-t-elle pas fait de la monarchie pétrolière son principal allié dans la région ?

« J'ai lu dans un journal que l'Arabie Saoudite c'est un Daesh qui a réussi (1)... »

« Ce sont les rois de l'hypocrisie ! Ce sont eux qui financent Daesh et ils le combattent ou ils disent qu'ils le font... Le salafisme, c'est eux, non ? Ils ont peur de se faire dépasser ? Ou ils essaient de ménager l'Occident ? Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils ne sont pas nets (9). »

La Turquie est aussi l'objet des pires suspicions. « Erdogan profite de la guerre contre Daesh pour massacrer les Kurdes. Il achète le pétrole de l'État islamique ! Il n'a aucun scrupule (9)¹³⁸. »

Ce champ de bataille est décrit comme un bourbier, le lieu de toutes les infamies. C'est non seulement Daesh qui est porteur de ce mal radical, mais l'ensemble de la région, même si le summum de l'ignominie est atteint par l'État islamique.

La situation fait alors apparaître un dilemme – terme sur lequel nous reviendrons plus loin – dans le discours de nos interviewés :

« Ce qui est terrible c'est qu'à un moment donné on se trouve en train de choisir entre Bachar et Daesh ! On ne peut plus refuser les deux... Mais comment ça se fait qu'on soit dans une situation où on ne peut plus choisir l'un ou l'autre ? C'est ça qui est terrible. On en vient à souhaiter la victoire d'un dictateur sanguinaire qui massacre son peuple à coups d'armes chimiques contre un autre qui massacre le

même peuple en faisant des horreurs. Comment ça se fait ? Eh bien, c'est qu'on ne sait pas se défendre ici, en France. Donc il faut en finir avec Daesh là-bas. À n'importe quel prix, à n'importe quel prix moral. Je dis ça, mais entre nous, je n'ai pas envie de le penser (5). »

L'inhumanité comme valeur

Dans la comparaison que le public opère entre Daesh et Bachar Al-Assad, une différence fait pencher la balance du côté de Bachar et permet certes de sortir du dilemme, mais la tête basse.

Cynique, Bachar nie l'horreur dont on l'accuse. Daesh fait l'inverse. Non seulement il revendique la barbarie de ses actes, mais il en fait le fondement de sa propagande. Aux yeux du public, il érige *l'inhumanité en valeur*. « C'est ce qui est le plus horrible avec Daesh, montrer les horreurs qu'ils commettent, ça fait venir des gens vers eux ! Déjà, qu'ils soient fiers de leurs crimes, c'est un problème. Mais en plus qu'ils s'en servent pour en faire une propagande, ça dépasse tout ! Surtout que ça fonctionne ! Même les nazis n'ont pas montré ce qui se passait dans les camps... »

Il ne faut pas sous-estimer les conséquences de cette élévation de l'inhumanité au rang de valeur dans la conception que les Français ont de l'actualité.

Le changement des règles du jeu entre la vie et la mort

La propagande de l'État islamique sur ses atrocités aussi bien que les informations délivrées par les observateurs construisent l'idée d'un déchaînement d'horreurs – et non simplement d'un déchaînement de violence, ce qui est le propre de la guerre.

« Ce qui me frappe, c'est que Daesh massacre des gens, et il met un point d'honneur à faire régner la terreur. Ce n'est pas seulement une guerre, il y a quelque chose d'autre [...]. C'est comme une punition qu'ils infligent à des populations entières [...]. Et encore, on ne sait pas tout ! Mais le jour où on va apprendre ce qui s'est vraiment passé...

138. Ce regard porté sur la Turquie est très largement partagé. Selon un sondage Ifop pour Sputnik.news réalisé par Internet du 3 au 5 février 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 499 personnes, 72 % des Français et 76 % des cadres supérieurs et professions libérales adhèrent à l'idée selon laquelle « le gouvernement turc ferme les yeux sur les activités des trafiquants turcs qui achètent du pétrole à Daesh en Syrie ».

on va avoir des frissons dans le dos ! J'ai l'impression qu'ils ne se contentent pas de massacrer, ils le font salement. Et c'est volontaire. Tuer n'est pas suffisant (10). »

Une des personnes interrogées nous a fait part de « l'impression de malaise qu'il avait ressentie en lisant sur Internet cette phrase d'un responsable djihadiste : "Nous aimons plus la mort que vous n'aimez la vie (5)." »

Un belligérant animé par un désir de vie peut être arrêté par l'imminence de la mort. Mais que peut-on opposer à celui qui désire la mort ? Cette différence instaure une dissymétrie entre Daesh et nous. Non seulement nous ne partageons pas une valeur suprême. Mais ces deux valeurs, la vie et la mort, sont faussement symétriques. La vie est vulnérable, et la menace qui la rend vulnérable est la mort. Mais cette dernière, que craint-elle ? La mort a toujours le dernier mot. C'est précisément le problème que posent les attaques suicides.

Cette phrase glaçante, « Nous aimons plus la mort que vous n'aimez la vie », introduit non seulement une dissymétrie, mais également une disproportion : notre amour de la mort est *plus grand* que votre amour de la vie. L'amour de la mort est une autre façon de désigner l'inhumanité de Daesh. La dissymétrie peut en effet s'énoncer en ces termes : nous sommes *plus* inhumains que vous n'êtes humains.

Comment compenser cette dissymétrie constitutive du rapport au terrorisme ? C'est la question qui semble préoccuper nos interviewés :

« Que peut-on faire contre des gens qui tuent, mais qui n'ont pas peur qu'on les tue ? Il faudrait les tuer avant qu'ils ne tuent ! Mais ça, ce n'est pas possible, on ne peut pas avoir le droit de faire ça. Mais alors, est-ce que notre droit nous empêche de nous protéger ? Et à quoi sert le droit, si ce n'est à nous protéger (2) ? »

Nous aussi disposons de la violence : celle de l'armée, de la police, des services de sécurité. Nous disposons de réseaux de renseignements. Mais ces armes sont contenues par le droit. Pour le public auprès duquel

nous avons enquêté, la dissymétrie de la relation à Daesh nécessite une transgression du droit. On comprend pourquoi cette population a approuvé l'état d'urgence à une large majorité. Il ne s'agit pas d'une attitude irrationnelle provoquée par la peur. C'est l'aboutissement d'une réflexion sur la nature du terrorisme de Daesh.

Le public distingue trois types d'acteurs capables de commettre des actes terroristes. Le premier vient de l'étranger. Le deuxième est français mais d'origine étrangère. Le troisième est un Français converti.

Lorsque les personnes interrogées décrivent ce qu'elles ressentent face à chacun de ces types d'acteurs, nous voyons apparaître des propriétés spécifiques et d'autres relatives au système qu'ils forment.

L'acteur venu de l'étranger pour commettre une action terroriste en France correspond au schéma binaire opposant intérieur et extérieur. Lorsque l'acteur est français mais d'origine étrangère, nous sommes devant un schéma de l'ennemi du dedans, également bien connu. La figure du converti apporte un élément nouveau. Le basculement vers le radicalisme islamique ne suppose pas une base culturelle musulmane préalable. N'importe quel adolescent ou adolescente, de n'importe quel village français, peut se radicaliser.

La radicalisation islamiste se détache alors de l'islam culturel. Un individu n'a nullement besoin d'être musulman pour devenir un islamiste radical. On pourrait en conclure que l'existence de convertis produit un effet inverse du mécanisme de rattachement de tout musulman à un terroriste en puissance. Dans notre essai précédent, dont l'objet d'étude était les classes populaires, nous avons détaillé ce raisonnement qui conduit à penser que, de proche en proche, tout musulman, pour intégré qu'il soit, a un lien avec le terrorisme islamiste : « J'ai un épicier qui est tunisien. Lui, je le connais depuis vingt ans, plus, même. Je suis certain qu'il n'est pas du genre à faire des conneries comme ça. Il était emmerdé après l'histoire de "Charlie". Il n'est pas islamiste. Il est tranquille, il a sa boutique. Mais son fils... Là, je ne sais pas, franchement. Quand je l'ai connu, il était tout gamin, il faisait ses devoirs

dans l'épicerie. Mais l'autre jour, je l'ai croisé, il a dans les vingt-cinq ans. Il porte la barbe et il est en djellaba. Et quand je l'ai vu, il était avec des mecs qui regardaient par en dessous. Pas clean. Son père, jamais je ne l'ai vu en djellaba, lui c'est nouveau. Et là, je ne sais pas. Alors les mecs qu'il fréquente, je sais encore moins. Si demain j'apprends qu'il est parti en Syrie, je ne serai qu'à moitié étonné¹³⁹. »

Il n'y a pas à proprement parler d'amalgame. L'auteur de ces propos ne prétend pas que tout musulman est un terroriste en puissance. Mais il souligne que tout musulman peut être, d'une façon ou d'une autre, même à son corps défendant, lié au terrorisme.

Il existe un autre élément de compréhension qui opère le lien entre musulman et terrorisme : la théorie du terreau. Nous l'avons évoquée plus haut¹⁴⁰, mais rappelons-la en quelques mots. Plus les immigrés sont nombreux en France, plus ils viennent s'entasser dans les mêmes cités, plus la situation de ces cités se dégrade. On voit se développer une économie souterraine, la drogue et les armes circulent. Ces cités se transforment en zones de non-droit, deviennent incontrôlables. Elles sont alors considérées comme un terreau favorisant toute forme de radicalisation mafieuse, religieuse ou terroriste, à l'instar de Molenbeek, comme nous l'avons vu¹⁴¹.

Outre le pur et simple amalgame, l'identification par contiguïté du musulman intégré au djihadiste et le terreau favorisant la radicalisation sont les deux motifs majeurs associant population de culture musulmane et terrorisme dans l'immédiat après-janvier 2015. Les convertis, dont les médias ont largement parlé, perturbent ces schémas. Ils révèlent que le lien entre appartenance à la culture musulmane et basculement dans l'extrémisme islamiste n'est pas nécessaire. Ils défont la notion de détermination qui, sans expliquer le phénomène de la radicalisation, offrait au public une piste minimale de raisonnement.

139. Jérôme Fourquet, Alain Mergier, *Janvier 2015 : Le catalyseur*, op. cit., p. 62.

140. Voir p. 59.

141. Voir « Le terreau des banlieues : le syndrome de Molenbeek et les "enclaves françaises" », p. 56.

L'ISLAM EN QUESTION

Les convertis et l'indétermination des acteurs

Un jeune homme ou une jeune fille peuvent devenir djihadistes, partir en Syrie pour y mourir, pour y subir un mariage contraint ou pour se former à des actions terroristes, sans qu'aucun élément biographique puisse laisser présager une telle bifurcation. L'élément nouveau que les cas de convertis introduisent, c'est le caractère indéterminé du ralliement à la cause de l'État islamique. Les personnes que nous avons rencontrées ont été frappées par les récits des médias sur la réaction des parents des jeunes convertis. Ils répétaient à l'envi leur stupéfaction non seulement devant ce qui arrivait à leurs enfants, mais aussi, et peut-être surtout, devant leur cécité :

« Ce qui m'a frappé, c'est la façon dont les parents racontent qu'ils n'ont rien vu venir ! Une mère raconte même que sa fille est partie rejoindre l'EI mais que, la veille même de son départ, elles parlaient toutes les deux tranquillement comme d'habitude, assises dans la cuisine en prenant leur petit déjeuner. Elle racontait qu'il n'y avait rien d'anormal dans ses propos ni dans sa façon d'être [...]. Elle n'avait rien remarqué, rien vu venir (3). »

Le lien entre musulman et terrorisme

On pourrait penser que les personnes qui relèvent ce caractère indéterminé de la radicalisation modifient leur raisonnement concernant les deux motifs du lien entre population de culture musulmane et terrorisme. Écartons comme une hypothèse excessive la possibilité de conclure que, si le lien entre individu et radicalisation islamiste est indéterminé, un individu de culture musulmane n'est pas plus que d'autres susceptible de devenir terroriste. Personne ne peut tenir ce discours sans se heurter à la réalité des faits : les auteurs des attentats de janvier comme de novembre étaient des jeunes de culture musulmane. Une autre conclusion, moins radicale, serait : il n'est pas

nécessaire d'appartenir à la culture musulmane pour être tenté par la radicalisation islamiste. Il demeure plus probable qu'un individu de culture musulmane bascule vers l'islamisme radical qu'une personne étrangère à cette culture.

Parmi les cadres et diplômés du supérieur que nous avons rencontrés, certains tiennent ce discours, tout en introduisant une critique d'Internet :

« Ce que je pense, c'est que n'importe quel jeune qui s'ennuie, qui ne sait pas quoi faire, passe un temps incroyable sur Internet et que, évidemment, il tombe sur des images que diffuse Daesh. Et ces images fascinent parce que c'est comme ça. L'horreur, la violence fascinent. Et moi, je crois que ça n'a rien à voir avec la religion, mais c'est la rencontre d'une culture adolescente et d'une technologie que personne n'arrive à contrôler (8). »

Certains évoquent la thèse défendue par Olivier Roy : ce n'est pas une radicalisation de l'islam, mais une islamisation de la radicalité¹⁴².

Pourtant, paradoxalement, le phénomène des convertis finit par renforcer le lien entre culture musulmane et terrorisme. Ce qui est vrai pour des convertis doit l'être encore plus pour des jeunes musulmans :

« On imagine que ce qui se passe pour des jeunes qui ne sont pas musulmans doit être encore plus courant pour des jeunes de familles immigrées, qui se sentent relégués, qui ont plus de mal que les autres à trouver du travail... Déjà que ce n'est pas facile pour les autres, mais pour eux ! Alors, évidemment, ils peuvent plus vite être tentés de se radicaliser... Et ils ne vont pas devenir des catholiques intégristes ! Ni des gauchos façon Action directe... le plus évident pour eux c'est l'islam... C'est ce qu'ils ont sous la main, à la maison, d'autant plus qu'avec Internet ils trouvent vite de quoi se convaincre (10)... »

142. Olivier Roy, « Le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste », *Le Monde*, 24/11/15. www.lemonde.fr/idees/article/2015/11/24/le-djihadisme-une-revolte-generationnelle-et-nihiliste_4815992_3232.html#CPXESAywgaxOHDwL.99

Un autre raisonnement concourt à resserrer le lien entre islam et terrorisme : « Si des jeunes qui n'ont rien à voir avec l'islam peuvent être tentés par le djihad, ça veut bien dire qu'il y a quelque chose dans l'islam qui a à voir avec la radicalisation. » L'islam inclinerait en soi à l'extrémisme. De ce point de vue, les musulmans non extrémistes sont ceux qui refusent cette tendance de l'islam. La radicalisation apparaît moins comme une pathologie que comme une potentialité dont l'islam n'a pas été expurgé. « Je ne connaissais rien à l'islam, mais ce que je commence à comprendre, c'est que l'islam en est là où en était le christianisme au temps des croisades ou des guerres religieuses. Ils ont un gros retard à rattraper... S'ils ne le font pas, il va y avoir un problème (9). »

Cette réflexion est typique d'un discours qui se veut raisonnable sur la question. L'islam n'est pas rejeté en soi, mais on lui reproche de ne pas avoir fait sa révolution moderne. On ne dit pas que cette révolution est impossible, mais on déplore qu'elle ne soit pas encore advenue. Bien plus, ces propos pointent un danger si cette révolution tarde.

DILEMMES PERSONNELS ET COMMUNAUTÉ DU TROUBLE

Le foulard islamique comme abcès de fixation

Les personnes qui constituent le panel auprès duquel nous avons enquêté revendiquent la tolérance, le respect de l'autre, se disent attachées aux valeurs républicaines. Mais voici ce que nous dit cette mère de famille centriste, profession libérale :

« Je dois avouer quelque chose. Quand je vois une femme qui porte le foulard islamique dans la rue, ça m'énerve vraiment ! Je ne devrais pas le dire mais c'est la vérité. Je ne supporte plus ça. Avant, le foulard, c'était la liberté de la personne. Aujourd'hui, j'ai envie de les engueuler ! Je ne le ferai pas, c'est certain ; Jamais, non. Mais je suis très surprise moi-même par ce que je ressens. »

Quand je lui demande depuis quand elle ressent cela :

« C'est récent ! Depuis un an, pas plus... Avant, je me disais qu'elles pouvaient bien faire ce qu'elles voulaient, que c'était leur affaire. Mais maintenant, je n'arrive plus à me dire ça... Ça ne fonctionne plus pour moi, ce raisonnement (1). »

Cet échec à se montrer tolérante envers des signes de l'islam met cette personne mal à l'aise : « C'est un sentiment étonnant pour moi. » Elle ajoute : « Cela dit, je ne suis pas la seule à ressentir ça. Des copines me disent la même chose. »

Lorsqu'on approfondit la discussion, deux phénomènes complémentaires apparaissent. En premier lieu, le foulard islamique a changé de sens. Il était pour cette femme le symbole d'une liberté individuelle et il est devenu l'indice d'une aliénation. Qu'est-ce qui a provoqué ce changement de sens ?

« Si je cherche ce qui m'a fait changer d'avis, je crois que c'est le moment où on a appris ce qui se passe pour les filles qui se marient avec des islamistes radicaux ici, en France. Et puis ça a résonné avec ce qu'on a appris sur les filles qui partent faire le djihad et qui se trouvent mariées d'office, voire livrées aux djihadistes. Toutes ces histoires sont peut-être extrêmes, mais ça en dit long sur la façon dont les femmes sont traitées par l'islam. Et ça, je ne le supporte pas¹⁴³. »

Nous retrouvons ici le même mécanisme que nous évoquions plus haut. Les aspects les plus inacceptables dans le radicalisme islamiste se retrouveraient sous une forme atténuée dans les modes de vie des musulmans non extrémistes, y compris en France.

Lorsque cette personne croise dans le bus ou dans la rue une femme qui porte le foulard islamique, elle est partagée : d'un côté elle

veut accepter le port d'un signe religieux, ce qui renvoie au droit à chacun de manifester son identité ; d'un autre, elle est irritée par l'idée, inacceptable, que le port de ce foulard est le signe de l'inverse de cette liberté. Elle se trouve devant un dilemme.

Il est intéressant de noter qu'elle n'en parle pas comme d'un dilemme collectif qui se traduirait par un dilemme personnel. Elle ne le présente pas comme lié à une contradiction de la société française qui viendrait la déstabiliser elle, en tant que personne. C'est un microdrame intime qu'elle livre en baissant la voix sur le ton de la confession : « Je dois avouer quelque chose, [...] le foulard islamique [...], ça m'énerve vraiment ! » Cet agacement, comme on l'a vu, elle le retrouve chez d'autres personnes. Autour de cette question récurrente à propos de l'islam et de la question féminine se met en place une communauté du trouble.

Cologne et la question de la place de la femme dans la culture musulmane

Nous avons évoqué plus haut l'agression de centaines de femmes près de la gare de Cologne, dans la nuit de la Saint-Sylvestre, par des hommes d'origine immigrée. Les personnes que nous avons interrogées nous ont fait part de leur désarroi face à ce drame. Répétons-le, nous avons travaillé auprès d'une population fermement attachée aux valeurs républicaines. Deux longs verbatims parlent d'eux-mêmes :

« Quand j'ai entendu ce qui s'était passé, je me suis mis à espérer deux choses. D'abord je me suis dit : pourvu que ces agressions ne soient pas des viols – je veux dire des viols au sens le plus grave du terme –, mais seulement des attouchements. Je ne dis pas que c'est sans importance, non. De toute façon c'est intolérable, mais des attouchements, c'est quand même moins grave. Mais n'allez pas croire que je minimise ces faits. La seconde chose que je me suis dite, c'est : pourvu que ce ne soit pas des réfugiés¹⁴⁴. En réfléchissant à cela avec

143. Dans le même ordre d'idées, à croiser avec la notion d'inhumanité évoquée plus haut, les révélations sur le sort réservé aux femmes yézidiennes réduites au statut d'esclaves sexuelles par l'EI a beaucoup marqué les esprits.

144. On retrouve le même type de réflexe dans une partie de la population et des médias de gauche, qui ont privilégié en mars 2012 la piste de l'extrême droite radicale lors des premiers meurtres de Toulouse et de Montauban avant que les enquêteurs identifient Mohamed Merah.

un peu de recul, je me dis que je ne voulais pas être confrontée à cette réalité. Comprenez-moi, j'étais très admiratrice de la façon dont Merkel a ouvert les portes aux réfugiés politiques et je n'étais pas fière de la frilosité de la France dans cette affaire. J'étais absolument pour l'accueil de ces personnes qui fuyaient l'horreur. Et je le suis toujours. Mais cette affaire de Cologne m'a profondément troublée... Plus que ça, même, ça m'a mise très mal. Ce qui m'a sauté à la figure, c'est que ces réfugiés sont pour la plupart musulmans, et ce qui s'est passé à Cologne démontre à quel point la façon dont les musulmans considèrent les femmes est contraire à nos valeurs ici, en Europe. Les explications que j'ai entendues m'ont consternée : une femme qui se promène le soir dans les rues est considérée comme une putain. Une femme qui chante sur scène, c'est une putain... J'ai senti en moi une colère contre cette vision de la femme. Un dégoût pour cette mentalité, et c'est la mentalité des personnes que je trouve de notre devoir d'accueillir parce qu'elles fuient la mort (5). »

« Moi, en tant que femme, j'ai été blessée, horrifiée. La description du cauchemar de ces femmes que j'ai lue dans les journaux est devenue mon cauchemar à moi, un cauchemar personnel qui m'a empêchée de dormir. Je voyais une horde de mecs excités se précipiter sur des filles comme sur du gibier... Bon, j'arrête là. Mais voilà, je vous le dis, en tant que femme, je suis révoltée par ces mecs. Ces pauvres mecs. Mais ça, ce serait simple. Il y a autre chose. C'est que j'ai toujours été pour l'accueil des réfugiés syriens. Mais là, c'est un drame pour moi. En tant qu'humain, je suis pour les accueillir, en tant que femme, je déteste leur façon de voir les femmes. J'entends bien que tous les Syriens près de la gare de Cologne ou non ne sont pas des violeurs. C'est clair. Mais cette affaire a fait ressurgir ce que je savais déjà mais que je voulais oublier sans me le dire : cette façon dont la femme est considérée chez les musulmans. Je ne dis pas que tous les musulmans sont des violeurs, mais je dis qu'ils ont une vision dégradante de la femme. Je pouvais l'oublier inconsciemment. Avec ce qui s'est passé à Cologne, je ne peux plus. Et je suis mal, mal à l'aise avec moi-même (11). »

Ainsi, comme nous l'avons montré dans *Janvier 2015 : Le catalyseur*¹⁴⁵, les attentats de janvier sont venus conforter auprès d'une bonne partie des catégories populaires et des électeurs tentés par le FN leur vision du monde, et notamment la notion de péril islamiste. Les attentats de novembre et les événements qui ont suivi, dont l'affaire de Cologne, enfoncent le clou, s'il était besoin, auprès de ces milieux populaires. Mais ils viennent également instiller le doute, voire déstabiliser psychologiquement et idéologiquement une partie des cadres et des diplômés du supérieur, une population au départ très éloignée des positions du FN¹⁴⁶.

Ce drame donne lieu à l'enchaînement de deux dilemmes. Le premier dilemme oppose d'un côté le devoir moral d'accueillir des réfugiés et, de l'autre, la réserve à l'égard de cet accueil, laquelle est liée à la suspicion qui s'insinue dans la perception de l'islam. Le second dilemme oppose la commisération ressentie pour les réfugiés au rejet de plus en plus violent de la place que l'islam accorde à la femme. La violence de la polémique médiatico-intellectuelle qui a entouré la publication dans *Le Monde* de la tribune de Kamel Daoud à propos des événements de Cologne démontre que ces dilemmes sont très profonds, mais aussi largement partagés.

Les trois convictions et le trouble

Le trouble que ressentent les personnes auprès desquelles nous avons travaillé est lié à la dissociation de trois sphères de relations aux valeurs.

La première sphère est celle de la sensibilité politique. « J'ai toujours été de gauche », « On est une famille de gauche », « Je suis de sensibilité de droite », « Je suis d'une tradition gaullienne », « Je me retrouve fondamentalement dans ce qu'on appelle la droite », « Je dirais

145. Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *Janvier 2015 : Le catalyseur*, op. cit.

146. Ainsi, selon un sondage Ifop pour Sputnik.news réalisé par Internet du 3 au 5 février 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 499 personnes, si 70 % des ouvriers et employés estiment que la présence sur notre territoire de migrants est une source de délinquance importante, cette proportion est également majoritaire (53 %) parmi les cadres supérieurs et les professions libérales.

que je suis plutôt de droite » : il ne s'agit pas de se référer à un cadre conceptuel précis, mais d'indiquer sa situation dans une topologie des sensibilités politiques. On déclare : « Je suis gaulliste » comme on pourrait dire : « Je suis du sud de la France. » L'indication n'est pas imprécise par défaut. Elle pointe au contraire avec précision ce que l'on veut dire : il existe des appartenances à des ensembles qui ne sont reliés par rien d'autre que le lien d'un « air de famille¹⁴⁷ ». Cette appartenance définie en termes flous désigne avec précision l'angle sous lequel nous considérons ce qui a trait au politique.

La deuxième sphère est celle de la représentation politique. Une personne qui se dit de gauche peut se sentir ou non représentée par un corps doctrinal, un programme politique, un parti, une prise de position ou un discours particuliers.

La distinction entre les deux sphères n'est pas nouvelle. Leur zone de recouvrement est variable, mais elles ne coïncident pas. Le décalage entre elles produit au contraire une dynamique réciproque. Cette dynamique s'affaiblit lorsque la zone de recouvrement s'amenuise. Lorsqu'elle devient si mince qu'il n'existe plus de lien entre la sphère de la sensibilité et celle de la représentation, on peut parler de crise.

Mais nous constatons aujourd'hui qu'une troisième sphère joue un rôle nouveau. On pourrait l'appeler le *for intérieur*. La sociologue Claudine Haroche introduit cette notion comme espace de résistance face à l'absolutisme au XVIII^e siècle¹⁴⁸. Notre époque n'est certes pas comparable, mais nous retiendrons que le *for intérieur* est un espace de réflexivité, de pensée, d'activité. Il va de soi que le *for intérieur* n'a jamais disparu. C'est le « quant à soi » qui permet de garder une liberté individuelle face aux déterminations sociales. Mais il semble que le *for intérieur* apparaisse aujourd'hui sous un jour nouveau. Il ne s'agit plus de résister à des systèmes de pensée dogmatiques à tendance absolutiste,

mais, face à une déflation intellectuelle des grands systèmes de rationalisation politique, de retrouver une liberté de pensée, c'est-à-dire une capacité de réflexivité. Ce n'est plus la suprématie de ces systèmes mais leur épuisement, leur incapacité à traiter des réalités actuelles qui redonne aujourd'hui au *for intérieur* son sens politique.

Ne nous trompons pas d'orthographe, et donc de sens. Le *for intérieur* n'est pas un fort intérieur, une forteresse dans laquelle nous nous réfugions. C'est l'inverse. Il est le lieu dans lequel se forment nos engagements, nos prises de position, nos indignations, qui s'expriment aussi bien dans les relations interpersonnelles qu'au travers des réseaux sociaux.

« Je remarque une chose : c'est que, depuis "Charlie", les échanges que je trouve importants avec les gens, les amis et aussi sur Facebook, c'est quand on parle de ce qui nous fait douter. Bien entendu, on peut s'envoyer des certitudes à la figure dans les dîners, mais ça, ce n'est qu'un jeu, des *battles*, comme disent les ados. Le plus important pour moi, c'est quand on ne fait plus semblant d'être sûr de quoi que ce soit (5). »

Ces propos mettent en évidence la formation d'une communauté du trouble qui prend tout son sens politique dans la dissociation entre les trois sphères du rapport aux valeurs que nous avons évoquées. Imaginons un temps (mythique) où les trois sphères coïncideraient totalement ; un alignement parfait entre la sensibilité politique, le discours et les actes d'un parti et le *for intérieur* des individus. C'est un fantasme totalitaire. La réalité est heureusement différente. Mais, si les décalages entre les sphères, nous l'avons souligné, introduisent une dynamique réflexive, leur dissociation mène à une crise profonde du politique. À travers les entretiens que nous avons menés, nous observons que la confrontation au danger inédit du terrorisme islamiste a permis de colmater les dissociations entre ces sphères. Mais, dans le même temps, elle a accentué cette dissociation en précipitant le public dans des dilemmes irrésolus. La question que l'on peut alors se poser est de savoir ce qu'une troisième série d'attentats pourrait produire dans la situation résultant de cette année 2015 si particulière.

147. Au sens que Ludwig Wittgenstein donne à cette notion.

148. Claudine Haroche, *Le For intérieur : Être à soi, se soustraire au pouvoir absolutiste. La philosophie morale et politique de Pierre Charron*. www.u-picardie.fr/curapp-revues/root/35/claudine_haroche2.pdf_4a081dabb297/claudine_haroche2.pdf

MENACE ET RISQUE¹⁴⁹

L'imprévisibilité comme arme

« Ce qui est inquiétant, aussi, c'est que les islamistes peuvent être n'importe où. Dans des quartiers comme en Belgique, ça, on comprend, car il y a là une concentration très forte de musulmans. Mais dans des petits villages dont je n'avais jamais entendu parler, perdus au milieu de nulle part, là, c'est quand même plus compliqué à expliquer. Évidemment il y a Internet, mais quand même ! J'ai lu qu'il y a un dépôt de bus à la RATP où ils refusent de serrer la main des femmes qui travaillent avec eux. Les DRH sont inquiètes dans certaines entreprises, ils sont très vigilants. Dans les syndicats aussi, et même dans la police (1). »

La crainte qui s'exprime n'est pas que les islamistes soient partout, mais qu'ils *puissent* être n'importe où. L'accent est mis sur l'indétermination des lieux et des milieux dans lesquels leur présence se fait sentir.

On peut regrouper les situations énumérées dans le verbatim que nous venons de citer en quatre types.

Le premier correspond aux lieux dans lesquelles il est prévisible que des personnes basculent dans l'extrémisme islamiste. Les propos font allusion au quartier de Molenbeek en Belgique, rendu célèbre, comme on l'a vu, par l'enquête sur les réseaux islamistes liés aux attentats du 13 novembre et de Bruxelles. Ce sont les quartiers, les cités, les banlieues où se concentre une population d'origine immigrée. Ils constituent un « terreau¹⁵⁰ » favorable à l'éclosion de tous les trafics de drogue ou

149. Les rapports entre danger, risque et menace ont été étudiés dans le cadre d'un travail codirigé avec Grégoire Biasini conduisant à l'élaboration d'un outil d'anticipation des risques d'opinion pour un groupe industriel.

150. Voir p. 56. La notion de terreau est très présente dans la logique d'un autre milieu social : les milieux populaires. Elle joue un rôle structurant dans la façon dont s'organise la peur liée aux « quartiers difficiles » et aux flux d'immigrés, qui en augmenteraient la dangerosité. Voir Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *Janvier 2015 : Le catalyseur*, op. cit.

d'armes et à la radicalisation de jeunes de familles musulmanes. Le deuxième type rassemble des milieux dans lesquels rien ne semble particulièrement favoriser la présence de l'islamisme : les entreprises. C'est la population intégrée par le travail qui est ici concernée. Dans le troisième type de situation, la présence d'islamistes apparaît comme en contradiction avec le milieu. On cite ici les organisations syndicales. Enfin, la présence d'islamistes paraît aberrante dans le quatrième type de situation, au sein même de la police¹⁵¹.

Si nous considérons à présent ces quatre types de situations, nous constatons que le milieu apparaît comme une détermination du développement de l'islamisme radical uniquement dans le premier. Dans les trois autres types, la relation milieu/islamisme radical est jugée soit incongrue, soit contradictoire, soit, enfin, invraisemblable.

Si le milieu social ou résidentiel apparaît parfois comme une détermination du radicalisme islamique, ce n'est pas toujours le cas. Les médias fournissent de nombreux exemples où aucune relation de détermination n'apparaît entre milieu et radicalisation. La causalité prend un visage énigmatique qui laisse place à l'idée d'un processus caché, souterrain, sous-jacent à la vie de la société. Le déploiement est ressenti comme d'autant plus insidieux que ses causes restent insaisissables et incompréhensibles.

« Je vais vous dire à quoi ça me fait penser. C'est une comparaison un peu étrange, vous allez me dire, mais ça me fait un peu penser à une mésaventure que j'ai eue l'année dernière. À la campagne, nous avons fait aménager une chambre dans les combles. On a fait doubler les murs et le plafond pour l'isolement. Et tout paraissait normal. Et un jour, on a vu une tache d'humidité apparaître sur le mur. Pas énorme, mais quand même, on s'est dit qu'il valait mieux voir ce qui se passait

151. Le 9 mars 2016, *Le Parisien* titrait : « Radicalisation : la police n'est pas épargnée ». Une telle information vient valider de façon spectaculaire la thèse de l'infiltration islamiste dans le monde du travail, sur le registre : « Même la police est concernée, c'est dire la puissance du phénomène. » On notera de surcroît dans cet article des traits communs avec les autres papiers évoquant ce sujet. Il est ici aussi question « d'une note confidentielle de la préfecture de Police », élément qui sous-entend que jusqu'alors le phénomène a été gardé secret par les autorités.

et on a enlevé une plaque de placo. Et là, l'horreur : derrière la doublure du mur, tout était totalement moisi, le bois avait pourri. Une horreur, mais on ne pouvait rien voir avec les plaques de placo (8)... »

Pour reprendre l'image de notre interviewé, les attentats du 13 novembre ont fait office de taches sur les plaques de plâtre. C'est seulement alors qu'on a décollé les plaques – ce qui laisse entendre qu'on avait laissé « pourrir » la situation. Les milliers de perquisitions menées alors en France et en Belgique ont révélé l'étendue des réseaux islamistes sur le territoire, mais aussi le degré de « pourrissement » de certains quartiers, tel celui de Molenbeek. Ce processus de dévoilement d'une réalité que l'on refusait de voir a aussi été à l'œuvre concernant la propagation et l'implantation de l'idéologie islamiste radicale dans le monde du travail. Là aussi, c'est à l'occasion du 13 novembre que le « pourrissement » est apparu au grand jour.

On a alors le sentiment que les réseaux islamistes font circuler une inhumanité qui a commencé à irriguer la France et d'autres pays européens. Le rapport entre la double nature de Daesh et la France relève d'un imaginaire du suintement sur de larges surfaces et de la condensation en des points bien précis. L'inhumanité nous atteint sur deux registres : la confrontation brutale et la propagation insidieuse. Deux formes de danger s'agrègent, danger du choc, danger de l'infection. L'alliance de ces dangers donne au terrorisme islamiste des propriétés de nocivité complémentaires : il est imprévisible dans ses actes et insaisissable dans son expansion.

Nous retrouvons ici l'indétermination à un autre niveau de perception du terrorisme. Si l'on compare les cibles de janvier et celles de novembre, le changement sur cet aspect est radical.

En janvier, les terroristes frappent les Juifs *via* l'épicerie casher de la Porte de Vincennes. Ils frappent les dessinateurs et journalistes de *Charlie Hebdo*, jugés coupables d'une profanation, et une policière représentant un État apostat ayant adopté une législation antimusulmane. Ces attaques, pour monstrueuses qu'elles soient, semblent motivées par

une logique – inacceptable, bien entendu, mais identifiable. Daesh s'en prend aux Juifs et aux profanateurs. Parce qu'elle est identifiable, cette logique donne un sens aux attentats. C'est une logique distinctive : les terroristes s'attaquent à certaines personnes, mais pas à toutes. On peut imaginer une suite à ces attentats – qui d'ailleurs s'inscrivent dans une série : Merah – le Musée juif de Bruxelles. Lorsqu'une logique est identifiée, il est possible de définir des sites ou des populations à risques. Il est possible de déterminer des actions qui permettent d'anticiper l'éventualité d'une prochaine attaque.

« Ce qui m'a le plus abasourdi dans les attentats du mois de novembre, ce n'est pas le nombre de victimes, enfin pas seulement, mais c'est aussi qu'ils s'en soient pris à n'importe qui. Pourquoi à des jeunes dans une salle de concert ou dans les cafés ? Mais pas seulement à des jeunes, au Stade de France, pourquoi à des gens qui vont voir un match de football ? Pourquoi ? (15) »

La série d'attaques de novembre ne vise personne en particulier. De ce fait, il se reproduit le même phénomène qu'avec l'indétermination des lieux d'origine des terroristes. Les cibles sont indéterminables *a priori* dans l'esprit du public. Comme après tout événement, le processus de réflexion collective, dans lequel les médias jouent un rôle central, procède à une reconstitution *a posteriori* des déterminations. Ce mécanisme de rationalisation après coup a la vertu de nous arracher au vertige de la sidération. Nous retrouvons notre capacité à raisonner pour tirer les conséquences de l'événement. Or, un phénomène particulier advient dans la rationalisation qui suit les attaques de novembre 2015.

Les personnes auprès desquelles nous avons enquêté font une lecture rétrospective de l'année 2015. Elles soulignent d'une part la permanence de la pression terroriste et, d'autre part, un changement dans la façon de déterminer les cibles des attaques : en janvier les Juifs et des journalistes, en novembre une génération. Elles en concluent à l'existence d'un processus de généralisation des cibles des attaques. Se dessine une perspective selon laquelle le terrorisme ne cible plus des personnes ou des communautés, mais la population de manière générale.

Ce qui est visé, ce sont nos modes de vie, nos habitudes, notre art de vivre. L'objet des attaques de novembre est notre vie *commune*. Il faut faire résonner dans cette expression les deux facettes du sens de « commun ». Ce qui est commun est ce qui fait l'ordinaire de nos vies. C'est aussi ce que nous partageons. Ce qui détermine les cibles des attaques de novembre 2015, ce n'est pas la séparation des Juifs et des non-Juifs, des profanateurs et de personnes qui ne le sont pas, des policiers et des civils. Ce qui est visé en novembre, ce n'est pas *ce qui partage* les Français, mais *ce qu'ils partagent*. Pour jouer sur le mot, ce qui est visé, c'est le « *comme un* », ce qui fait surgir une unité parmi les Français. Cette unité, qui est enracinée dans une histoire, ne relève pas de l'appartenance à des principes, républicains et démocratiques. Elle relève d'un enracinement, de la mémoire d'un vécu commun. Cela porte un nom : la patrie. En forçant un peu le trait, nous dirons que les attentats de janvier attaquent la République et que ceux de novembre s'en prennent à la patrie. Ce glissement permet de mieux comprendre l'impact du discours de François Hollande devant le Congrès le 16 novembre. Le fait de déclarer que la France est en guerre ne paraît pas disproportionné au moment de l'énonciation, comme nous l'avons vu. Cela semble cohérent avec ce que les attaques visaient. L'extension des conditions de la déchéance de nationalité annoncée ce jour-là apparaît moins comme contradictoire avec les principes républicains que cohérente avec la défense de la patrie.

L'enchaînement dense d'événements liés à Daesh durant l'année 2015 donne l'impression d'une maladie dont on n'arrive pas à se défaire et qui, sourdement, s'aggrave. Une fois passées ses manifestations les plus brutales, s'enchaînent des symptômes incessants et de tout ordre.

« Je n'ai jamais eu le sentiment qu'il n'y avait plus de risque après les attentats de janvier. Durant toute l'année, il y a eu plein d'infos, et encore maintenant après le Bataclan je crains que ce ne soit pas fini. On n'arrête pas de nous dire qu'il y a des risques, qu'on est en alerte maximale... Et puis il se passe beaucoup de choses, et pas toujours en France, mais ce sont les mêmes c'est le même risque (11). »

Une autre personne trouvera une image d'une force rare : « C'est comme un fantôme qui nous hante. Les djihadistes ont décidé de faire de la France un pays hanté (8). »

Pays hanté, pays de hantises. Les terroristes peuvent venir de n'importe où, frapper n'importe où, n'importe quand.

« Après novembre, j'ai compris que ça pouvait recommencer, et c'est pourquoi j'ai été d'accord quand Hollande a dit que c'était la guerre, et c'est pour ça que j'étais d'accord aussi avec l'état d'urgence, et aussi avec sa prolongation (12). »

Détruire le risque pour faire régner la menace

Deux régimes de la relation au danger règnent conjointement. Le premier régime s'exprime au travers du discours du risque. Ce dernier est un danger calculé. Si nous prenons l'avion, nous savons que nous pouvons mourir : l'avion peut s'écraser sur une montagne ou s'abîmer en mer. Mais cela arrive rarement. Les spécialistes estiment que la probabilité de mourir dans un accident d'avion est extrêmement faible : à peine une pour 11 millions¹⁵². Le public non spécialiste, lui, ne connaît pas ce chiffre. Il a un savoir flou : il sait seulement que le risque est si faible qu'il est très peu probable que cela arrive dans l'avion qu'il s'appête à prendre.

Deux calculs de probabilité apparaissent dans ce que nous venons d'exposer : le premier est le calcul expert qui suppose des méthodes, des compétences, des outils mathématiques. Ce calcul du risque est scientifique. Il a une finalité d'objectivation. Le voyageur, lui, n'est pas un expert. Pourtant, il va également procéder à une évaluation probabiliste du danger, mais il s'agira d'un probabilisme profane. Le probabilisme profane est une activité que nous menons de façon permanente, associant bon sens, vagues souvenirs d'informations, habitudes, suppositions (si les risques de mourir en avion n'étaient pas négligeables, ça se saurait).

152. Selon les calculs de David Ropeik, consultant sur la perception du risque. Information issue d'un dossier de francetvinfo : www.francetvinfo.fr/monde/algerie/avion-d-air-algerie-disparu/l-article-a-lire-pour-avoir-moins-peur-de-l-avion_655305.html

Ce processus d'approximation suppose une forte confiance dans les systèmes d'expertise, ici le contrôle aérien, la formation des pilotes, le sérieux des compagnies aériennes, la fiabilité technique des avions, ainsi que dans la police de l'air et des frontières. Sans connaître le chiffre énoncé par l'expert, l'usager sait que ce chiffre est suffisamment faible pour qu'il puisse prendre l'avion sereinement. Cette sérénité est celle de la personne qui accomplit une action à son sens rationnelle. Le risque est la façon dont on maîtrise les effets du danger. Une personne qui a peur de prendre l'avion est considérée comme une personne déraisonnable – qui n'arrive pas à se raisonner. Le risque est ce qui nous permet d'avoir une conduite raisonnée face à un danger¹⁵³.

Trois notions sont ici liées : le risque, la confiance dans les systèmes experts¹⁵⁴ et la conduite raisonnée. La conduite raisonnée face au danger est rendue possible par l'élaboration technoscientifique/institutionnelle du risque. La confiance est donc la condition de possibilité du risque.

Lorsque la confiance dans les systèmes experts s'effondre, mécaniquement, la possibilité de construire ou de maintenir le régime du risque s'amenuise. Plus la confiance institutionnelle est faible, moins le rapport au danger peut être maîtrisé. L'expert peut calculer le risque, si le profane n'a pas confiance, la parole de l'expert restera lettre morte. Ce n'est pas lié à la démonstration de sa fausseté ni à la méconnaissance de sa justesse, ni même au discrédit de son énonciateur, mais à la perte de pertinence de l'idée même d'expertise.

Dans les situations où le danger devient « incalculable », ou lorsque le calcul du danger n'est plus crédible, le public s'y trouve confronté sans possibilité de raisonner sa conduite. Le rapport au danger

change alors et laisse la place au régime de la menace. La grammaire de la menace et du risque nous éclaire. Je *prends* un risque. Je *prends* un avion, je prends un risque en prenant un avion. Ce risque, je le prends en toute connaissance de cause. C'est en ce sens que ma conduite est raisonnée. La grammaire de la menace est radicalement différente. Je ne prends pas la menace, je vis *sous* la menace ; soumis à la menace.

Aux deux régimes correspondent les deux sens de la notion de sujet. Dans l'énoncé « Je prends un risque », je suis *sujet* de mon rapport au danger ; sujet au sens d'acteur raisonnant. Alors que dans l'énoncé « Je vis sous la menace », je suis sujet au sens où je suis *assujetti* au danger.

La finalité d'un attentat terroriste revient paradoxalement non pas à augmenter le niveau du risque, mais à en rendre impossible l'élaboration. C'est en cela que les attentats de novembre imposent une situation de menace. La visée est de nous assujettir au danger. Plus précisément, le terrorisme actuel vise à nous assujettir à la mort. Cela implique que les coups portés par les attaques, au travers des morts qu'elles provoquent, en nous assujettissant au danger, nous privent des conditions de notre rationalité. Les attentats de l'année 2015 tendent à nous faire *perdre la raison*. C'est en cela que la distinction entre risques et menace peut nous éclairer.

L'irrationalité raciste, xénophobe, n'est pas selon nous une fantomatique idéologie incrustée dans les profondeurs de l'âme française qui ressurgirait dès que les circonstances lui sont propices. Nous ne partageons pas cette hypothèse ou, pour mieux dire, cet *a priori* (une hypothèse est abandonnée si elle ne se vérifie pas, *l'a priori* s'entête.) Notre hypothèse est plus modeste : face au danger, donc lorsque les conditions de la rationalisation s'effondrent, les individus basculent dans des comportements irrationnels.

Les attentats de novembre 2015 ont pour conséquence, nous l'avons vu, d'introduire *l'indétermination* comme arme de déstabilisation massive : quand aura lieu le prochain attentat ? Où aura-t-il lieu ? Qui visera-t-il ? Quel mode opératoire sera utilisé ? Moins les attaques sont

153. Dans ce cadre, la phobie de l'avion apparaît lorsqu'une personne ne parvient pas à donner crédit à la confiance. Une même personne peut reconnaître qu'elle a de bonnes raisons de croire que sa crainte est infondée, mais la ressentir tout de même suffisamment pour qu'elle l'empêche de monter dans un avion.

154. Nous suivons la terminologie de G. Giddens : *Les Conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994.

déterminables, moins le danger est rationalisable en termes de risque. C'est le règne de la menace : sous la menace, on ne sait plus quoi faire.

Il existe donc un enjeu politique majeur : il faut maintenir le régime du risque. Basculer dans celui de la menace ouvrirait la voie à des comportements rompant avec la raison républicaine : intolérance, xénophobie, racisme, dénaturation de la laïcité, fermeture sur soi.

LA LOGIQUE D'UNE TROISIÈME SÉRIE D'ATTENTATS :
RÉPÉTITION DE LA DEUXIÈME OU BASCULEMENT
DANS UNE NOUVELLE SÉQUENCE ?

Revenons sur les deux premières séries d'attaques afin de définir la fonction de ces événements pour le public. L'hypothèse que nous introduisons ne relève pas d'une expertise du terrorisme, à laquelle nous ne prétendons pas. Il s'agit d'analyser les effets des attentats sur le public.

Les attaques de janvier

« Ma première réaction, ça a été un sentiment d'horreur. Je me souviens parfaitement que j'étais incapable de faire autre chose que rester collé à BFM. Ensuite, quand j'ai pris la mesure ce qui se passait, avec "Charlie" et la prise d'otages dans le supermarché juif, je me suis dit : ça, y est, maintenant en France tout ce genre de choses est désormais possible ici, en plein Paris (3). »

« Après les attentats du début de l'année, je me suis dit que ça ne serait plus comme avant. Si ces attentats ont été possibles une fois, je ne suis pas sûre que ce soit la dernière. Si des choses comme ça, si des assassinats de journalistes sont possibles en pleine journée au centre de Paris, ça démontre combien on est fragile. Les terroristes, ils font ce qu'ils veulent (7). »

Ces deux extraits d'entretiens nous permettent de préciser comment les attaques de janvier ont fonctionné, non seulement comme événements en soi, mais également comme événements qui en appellent d'autres. Comme événements en soi, les attaques de janvier ont produit un effet de sidération : « Un sentiment d'horreur [...] j'étais incapable de faire autre chose ».

Mais les attentats ont produit un second effet : « Ça démontre, combien on est fragile », « [...] des choses comme ça sont possibles [...] ici, en plein Paris ». Dans l'esprit du public que nous avons étudié, les actes terroristes de janvier ont établi la vulnérabilité¹⁵⁵ de la France. Entendons ce verbe, *établir*, dans son sens fort : les attentats ont *donné* la vulnérabilité de la France *comme vraie, comme une vérité démontrée*. Ces attentats ont transformé la conception que nous avons de notre pays. La vulnérabilité n'apparaît pas comme un accident, comme une fragilité transitoire, comme une faille que l'on peut colmater. Elle apparaît au contraire comme la substance même de notre société. À partir de janvier, la vulnérabilité fait partie de notre identité. Le public en tire les conséquences. Les attaques terroristes de janvier ne sont pas seulement des événements ponctuels et exceptionnels, ils font de la violence de l'extrémisme islamiste une potentialité de notre société.

« Je n'en croyais pas mes oreilles ! J'avais du mal à admettre ça : que des terroristes armés de kalachnikovs sortent de leur voiture et aillent massacrer je ne sais plus combien, dix personnes comme ça, en plein Paris, en pleine journée (13) ! »

« C'est aussi leur message : on fait ce qu'on veut, où on veut, quand on veut. C'est aussi simple que ça ! Ça me fait penser à une chose qui n'a pas grand-chose à voir *a priori*. C'est encore dans ma maison de campagne. C'est une maison assez isolée dans la campagne. Un jour, j'ai été cambriolé et ça a tout changé. Ce n'est pas tant ce qu'ils ont emporté qui m'a touché, encore que ce ne soit pas très agréable, mais

155. Cette vulnérabilité face à la violence vient s'ajouter à la vulnérabilité économique du pays ressentie par les Français.

c'est surtout que je me suis rendu compte que des voleurs pouvaient entrer comme ils voulaient, tranquillement, et emporter ce qu'ils voulaient. Je n'ai plus jamais regardé ma maison de la même façon après. J'avais l'impression qu'elle était ouverte à tout le monde (8). »

Le cambriolage de cette maison a, de la même façon, opéré sur deux registres. C'est un événement se soldant par la disparition d'objets, de meubles. Dans le même temps, et sur un autre registre, il a conduit à modifier la façon dont cette personne considérait sa maison.

Les attentats de janvier ont modifié la façon dont les Français considèrent la France. La violence terroriste étant devenue une potentialité de notre société, ils estiment probable, voire certain que d'autres attaques surviendront. Ce qu'ils craignent se confond ici avec ce qui leur semble inéluctable. Craindre ce qui est inéluctable : les attentats nous imposent une vision tragique à laquelle nous ne sommes pas préparés.

Les attaques de novembre

Les attaques terroristes du 13 novembre ne fonctionnent pas de la même façon.

Premièrement, elles confirment et rendent incontournable ce qui a été établi en janvier : la France est effectivement vulnérable.

« Ce que l'on pouvait supposer après "Charlie", le Bataclan le confirme. On peut bien défiler avec des drapeaux bleu blanc rouge et en chantant *La Marseillaise*. Ça nous a rassurés mais on n'est plus du tout à l'abri d'actes de guerre. On n'avait pas envie d'y croire, mais là, maintenant, on est bien forcé (2). »

C'est exactement le sentiment que le quotidien flamand *De Standaard* a exprimé au lendemain des attentats de Bruxelles en titrant sa une : « La journée que tout le monde redoutait ».

Deuxièmement, comme nous l'avons développé, l'attaque de novembre donne un sens nouveau au terrorisme de Daesh à travers deux aspects :

- l'indétermination des cibles : Daesh ne s'en prend plus à des cibles particulières, mais à *la France*. Ce qui est visé, ce n'est pas ses symboles (la Tour Eiffel, Notre-Dame...), mais ce qui constitue l'ordinaire de la vie commune en France. L'attaque de janvier visait la démocratie, celle de novembre vise la patrie ;
- l'échelle des attaques. Le nombre de victimes, analogue à celui de pays en guerre, nous précipite dans un univers de guerre.

Troisièmement, les attaques de novembre ont un effet rétroactif sur le sens de celles de janvier. Elles les établissent comme le début d'une série. Imaginons que les attentats de novembre n'aient jamais eu lieu. Le sens des attaques de janvier n'aurait pu être celui d'un début de série. Ce n'est que parce qu'il existe une deuxième occurrence d'attaques que la série commence à exister.

Entre les attaques 1 et les attaques 2 s'instaure une relation qui ne se réduit pas à une succession (2 arrive après 1). Pour le public, les attentats de novembre réalisent le potentiel de vulnérabilité dont les attaques de janvier étaient porteuses et nous projettent dans une situation de guerre. Cette situation justifie les moyens exceptionnels que les Français approuvent à une très large majorité, fût-ce au prix d'une restriction des libertés individuelles.

À partir du moment où le public comprend la succession janvier-novembre comme les deux premiers termes d'une série, il s'attend à la survenue de la suite de la série et la redoute. Bon nombre de spécialistes ayant un large accès aux médias viennent valider cette hypothèse, qui apparaît alors comme quasi certaine. Voici ce que répond le criminologue Xavier Raufer le 29 janvier 2016 dans *Le Figaro Magazine* à la question : existe-t-il des courbes temporelles du terrorisme : « Les experts que j'ai vus récemment ont repéré un rythme en gros trimestriel. [...] L'état-major de l'EI conçoit tout nouveau plan à partir de retours d'expérience, comme on dit chez les militaires. D'où une latence de trois à quatre mois entre

deux attaques – peut-être moins en cas d'aubaine ou d'opportunité. [...] On entrera ainsi dans une période de danger dès la fin de l'hiver. Les experts songent à mars-avril 2016.

Les attaques de Bruxelles ont effectivement eu lieu le 22 mars, soit trois mois et demi après ceux de Paris. Le grand public, qui n'est pas expert mais a conscience du nombre et de la détermination des djihadistes présents en Europe, partage quasi unanimement ce diagnostic. Interrogés dix jours avant la tragédie de Bruxelles, 88 % des Français estimaient comme « certain » (23 %) ou « assez probable » (65 %) un nouvel attentat important ou une série d'attentats en France dans les prochains mois, constat partagé par les cadres supérieurs et professions libérales (85 %)¹⁵⁶.

Effets de la série : les deux scénarios

Cette suite redoutée et attendue de cette série d'attentats pourrait se développer selon deux scénarios.

Premier scénario : nous nous enfonçons dans la guerre

La troisième attaque serait de la même gravité que celles de novembre : un nombre de victimes du même ordre (voire moindre, comme à Bruxelles), des modes opératoires équivalents, des cibles de même nature. Dans ce cas, ces attaques seraient considérées comme une répétition de celles de novembre. Elles en confirmeraient les conséquences et auraient pour effet de réactualiser le sentiment de guerre qui a été si fortement ressenti jusqu'en décembre 2015 – sentiment qui a ensuite été mis en réserve ou en veille *via* le réflexe de dénégaration que nous avons évoqué. Le bruit de fond recommencerait à envahir nos esprits, comme il l'a fait après les attentats de Bruxelles, qui sont à interpréter pour le public français comme une répétition générale avant une nouvelle attaque sur notre sol. Nous resterions dans la même séquence inaugurée par le Congrès de Versailles. La guerre contre l'État islamique apparaîtrait comme longue et difficile, mais elle se poursuivrait, inlassablement.

156. Sondage Ifop pour Atlantico réalisé par Internet du 2 au 4 mars 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 003 personnes.

Ce scénario, celui de l'*aggravation*, aurait pour conséquence de renforcer les incertitudes qui se sont installées après les attaques de novembre dans la population de classes moyennes supérieures que nous avons étudiée : interrogation sur la capacité de l'État à faire face au terrorisme de Daesh et développement des dilemmes éthiques et des formes de « communauté du malaise ». Cela se traduirait par une dégradation des relations avec l'islam, une progression de la conception offensive de la laïcité, un affaiblissement de la volonté d'accueillir les réfugiés.

Second scénario : défaite et changement d'attitude du public

Plus inquiétant serait l'effet d'un scénario où la gravité des attentats serait accentuée.

Nous donnons trois critères à ce second scénario : a) le nombre de victimes. La troisième série d'attaques devrait être beaucoup plus meurtrière que la deuxième ; b) un mode opératoire différent : voiture piégée, attaque chimique... ; c) des cibles qui changent de nature : attaque d'un établissement scolaire, destruction d'un village.

Contrairement au premier scénario, celui-ci produirait une rupture avec la séquence inaugurée par la déclaration du Congrès de Versailles.

Après le 13 novembre, le pouvoir exécutif a mis en place des mesures pour faire face à ce qu'il instaurait, l'état de guerre. Si elles ne parviennent pas à enrayer *l'escalade* de l'horreur, cela signifiera que, loin d'être affaibli, le terrorisme islamiste continue sa progression. Nous aurons perdu face à Daesh. Mais, et c'est là le plus inquiétant, cette défaite ne serait pas seulement celle d'un gouvernement, de François Hollande ou de Manuel Valls, mais celle de la République et de ses valeurs.

Évidemment, la défaite n'apparaîtrait pas comme définitive. Mais elle serait effective. Nous entrerions dans une séquence où non seulement nous serions en état de guerre, mais dans un rapport de force qui ne nous serait pas favorable. Par le changement d'échelle de son

action, Daesh prendrait la main sur la France. Alors que les attaques du 13 novembre ont instauré une situation balançant entre menace et risque, une attaque d'une plus grande ampleur pourrait nous faire basculer dans une séquence dominée par la menace. Ce serait le signe de la réussite du terrorisme, pour lequel la visée est de détruire le risque pour faire régner la menace. Le règne de la menace est le propre d'un régime de terreur qui assujettit les populations au danger.

Attitudes suscitées par le second scénario

Dans ce second scénario, nous voyons se dessiner deux tendances opposées dans la population que nous avons étudiée. Certains basculent et expriment une demande de durcissement des mesures sécuritaires, y compris au détriment des valeurs auxquelles ils se réfèrent :

« Passé une limite, on ne peut plus attendre, c'est irresponsable d'avoir des cas de conscience, il faut s'en occuper sérieusement [du terrorisme, des islamistes] (1). »

« Je veux bien être respectueux, tolérant, mais attention, il ne faut pas que le respect et la tolérance se retournent contre moi. Si les valeurs auxquelles on croit finissent par nous affaiblir, il ne faut pas avoir peur de passer outre dans certains cas (2). »

Pour les tenants de la seconde tendance, il convient de réactualiser nos principes républicains en les mettant à l'épreuve des menaces terroristes.

« Il est absurde de continuer d'appliquer un principe de laïcité tel qu'il a été défini à une époque qui n'a rien à voir avec la nôtre, et par rapport au catholicisme et non par rapport à l'islam. De la même façon, la tolérance, moi, je ne sais plus du tout ce que ça veut dire ! Je suis certain que c'est important et je suis certain que c'est une valeur à laquelle je tiens, mais je sens qu'il va falloir redéfinir ses limites, sinon c'est la porte ouverte à tous les renoncements (1) ! »

CONCLUSION L'INFLEXION SÉCURITAIRE

2015 n'est pas seulement un année caractérisée par deux séries d'attaques terroristes, en janvier puis en novembre. Elle a aussi été marquée par une intense succession d'événements liés à Daesh, à la guerre en Syrie, et par la question des réfugiés.

Notre espace médiatique, un espace partagé où nous vivons et réfléchissons, a été occupé, au sens militaire du terme, par le terrorisme islamiste. La litanie des événements en a constitué le bruit de fond. Cette présence permanente, lancinante, a imprégné tout ce que nous avons vécu par ailleurs. Ce n'est pas seulement au travers de ses attaques, c'est aussi par sa présence permanente, son invasion que le terrorisme islamiste a gagné nos esprits et nous met en demeure de modifier nos conceptions de la société.

L'année 2015 ne bouleverse pas les convictions d'une partie de la population que nous avons étudiée à la suite des attentats de janvier¹⁵⁷. Elle simplifie leur regard sur le monde en confortant leur orientation vers les thèses du Front national. Pour les autres, à l'inverse, tout devient plus complexe.

Nous avons choisi de travailler en nous intéressant plus particulièrement à des personnes appartenant aux classes moyennes supérieures. Au lendemain des attentats de janvier, la violence terroriste a suscité chez elles une mobilisation citoyenne inédite. En brandissant les valeurs de la République, elles ont démontré qu'elles faisaient barrage à la violence de

157. Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *Janvier 2015 : Le catalyseur*, op. cit.

Daesh et, dans le même mouvement, aux discours de l'extrême droite. Face au terrorisme, la réponse de la République s'affirmait dans la rue, avec les rassemblements, dans les conversations, dans les médias et dans la détermination du politique. Loin de fragiliser l'esprit républicain, les attaques terroristes convoquaient ses valeurs d'ouverture, de tolérance, de liberté, brandies comme des bouclier contre la barbarie islamiste.

Pour cette population, les attaques de janvier 2015 marquent l'apogée de ses certitudes républicaines, mais aussi son seuil de résistance. Après cette année de terrorisme, les discours de ceux qui se réclament des valeurs de la République sont en train de muter. On pourra manifestement parler d'un avant et d'un après-2015. Un changement profond est en effet en train de se jouer dans cette population. Cinq aspects nous paraissent caractériser cette transformation.

LA GUERRE ET LA REMISE EN QUESTION DE LA SOCIÉTÉ

Jusqu'à-là, la France n'était pas exempte d'irruptions de violence sporadiques. Mais elle savait à la fois en maîtriser l'aggravation et en limiter la propagation. Elle savait *assigner* la violence, au prix d'une stigmatisation à des espaces donnés comme marginaux : des quartiers, des cités ou des catégories de population. La violence était *contenue*. Contenir la violence, c'est à la fois l'inclure dans le corps social, et empêcher son débordement au-delà d'une limite qui remettrait en cause la société.

Avec la longue série événementielle liée à Daesh qui conclut l'année 2015 par les attentats de novembre, cette place de la violence devient omniprésente. 2015 voit la violence terroriste déborder la capacité de l'État à la contenir. Cet excès devient un fait institutionnel le 16 novembre 2015 au Congrès de Versailles, lorsque François Hollande énonce que la France est en guerre.

L'adhésion à cette déclaration ne repose pas uniquement sur l'émotion collective face à l'horreur des attaques terroristes. Elle est également motivée par l'intense activité réflexive qu'a provoquée cette émotion. Le terme « guerre » a été jugé pertinent et, de ce fait, la gravité de la situation qu'il crée justifie les interrogations sur les fondamentaux de notre société.

LA NOUVELLE GÉOGRAPHIE DE LA VIOLENCE

De cette année terroriste émerge une nouvelle géographie de la violence. Par leur assimilation à des actes de guerre, les attentats de novembre ont rapproché le Moyen-Orient, la Syrie et l'Irak de la France. Nous sommes en contact avec des territoires qui jusque-là rejetaient l'horreur dans l'ailleurs. Nous avons désormais une frontière commune avec l'horreur et cette frontière est poreuse, fragile, incontrôlable. La violence s'insinue en France par capillarité, au travers de réseaux dont on ne connaît ni l'extension ni la densité, et qui irriguent notre sol. D'une certaine façon, ils occupent la France, non pas numériquement, mais par leur intensité. Cette géographie imaginaire de la violence impose le questionnement sur les frontières. Le doute s'insinue dans les esprits de nos démocrates libéraux. Ils s'interrogent sur la nécessité d'abandonner cette aspiration à la libre circulation, à l'ouverture, à l'abaissement des frontières.

Avec la nouvelle géographie de la violence, les interrogations prennent pour objets la conception de l'espace national et la nécessité de ses frontières, son rapport avec l'espace Schengen et l'Europe qui, loin de nous protéger, nous expose à la libre circulation des terroristes et suscite une défiance concernant l'accueil des réfugiés. Illustration de ce glissement et de ces doutes, selon un récent sondage de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes¹⁵⁸, 72 % de nos

158. *Les Européens et la crise des migrants*, Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes, mars 2016 ; Jérôme Fourquet, Gilles Finchelstein, *Les Européens face à la crise des migrants (2)*, Fondation Jean-Jaurès et Fondation européenne d'études progressistes, note n° 304, avril 2016.

concitoyens se disent favorables à l'abrogation des accords de Schengen. Cette proportion s'établit à 65 % parmi les cadres supérieurs et les professions libérales, catégories qui se sont pourtant toujours montrées les plus favorables à la construction européenne.

TRANSFORMATION DU RAPPORT À L'ISLAM

Le rapport à l'islam est également en train de basculer. Jusqu'à là, l'extrémisme islamiste était considéré comme une pathologie de l'islam. Peu à peu, l'idée que quelque chose au cœur de cette religion s'oppose à nos valeurs de liberté et d'égalité et est porteur de violence – notamment s'agissant de la place des femmes dans la culture musulmane – prend corps. Dès lors, l'islam devient suspect aux yeux des personnes qui revendiquent la tolérance comme valeur. Il est porteur d'un danger. Ce danger serait en sommeil chez les musulmans intégrés, mais pourrait se réveiller et éclater au grand jour au terme de son évolution actuelle. Le fait que l'on voie de plus en plus de foulards donne deux indications. L'islam connaît d'une part une extension numérique, d'autre part, un renforcement et une affirmation identitaires. Aujourd'hui seconde religion de France, l'islam est vécu comme celle qui progresse face à un catholicisme déclinant. C'est ainsi qu'il devient un problème central dans l'esprit du groupe social auquel nous nous sommes intéressés. Le soupçon ou la défiance, voire le rejet de plus en plus explicite qu'inspire l'islam s'autorisent paradoxalement des valeurs de tolérance, de liberté, d'égalité que l'on reproche à cette religion de ne pas respecter.

Les perspectives sont préoccupantes. La sourde suspicion qui pèse sur la seconde religion de France peut aboutir à des comportements de repli communautaire chez les musulmans et précipiter certains dans la radicalisation. Ces conséquences peuvent à leur tour entraîner un renforcement des rejets. Cela s'appelle un cercle vicieux.

La suspicion à l'égard de l'islam suscite deux attentes. La première est de repenser la laïcité en fonction de la réalité actuelle, et d'adopter une tolérance moindre concernant l'expression de l'islam dans les lieux publics et dans les rapports hommes/femmes. La seconde attente est le contrôle des associations musulmanes, des mosquées et de leur financement, ainsi que la reprise en main par les pouvoirs publics de l'organisation institutionnelle de l'islam de France et de la formation des imams¹⁵⁹.

LE RÉGIME DE LA MENACE

Les attaques de novembre démontrent que les autorités françaises ne parviennent pas à déjouer les attaques, du moins pas toutes, et que désormais les cibles de celles-ci ne sont plus seulement les Juifs ou les « profanateurs », mais la France, c'est-à-dire *nous*. Ces actes peuvent viser n'importe qui, ils peuvent advenir n'importe quand et n'importe où puisque les terroristes sont *là*, parmi *nous*. Le danger terroriste paraît installé en France, enraciné dans la société. Ce que la longue suite des événements liés à Daesh et les attaques de novembre instaurent est un régime de la menace. Sous ce régime, le discours des pouvoirs publics devient paradoxal. Lorsqu'ils déjouent des attentats, ils démontrent leur efficacité et croient faire baisser le sentiment de menace. Mais ils révèlent aussi à quel point les réseaux terroristes sont présents et prêts à l'action, redonnant ainsi force à la menace. Une des personnes que nous avons interrogées déclarait à ce propos :

« Ils en découvrent chaque de semaine de nouveaux, la police fait ce qu'elle peut mais les terroristes sont trop nombreux, ils ne peuvent pas empêcher tous les attentats, il y en a forcément qui vont réussir à frapper de nouveau (8). »

159. Voir par exemple à ce propos Pierre Manent, « Situation des musulmans français », revue *Commentaire* n° 152, hiver 2015-2016.

On ne peut donc sortir du régime de la menace par un discours. Seule l'éradication de Daesh au Moyen-Orient aurait ce pouvoir. Il est donc vraisemblable que nous nous installons pour longtemps dans ce rapport au danger qui tend à nous assujettir. Il nous faudra apprendre à résister et à nous défendre. Certains interviewés évoquent une « israélisation » de la société française. C'est dire si le changement du rapport au danger, *via* l'hégémonie de la menace qu'une troisième série d'attaques pourrait réactiver, dessine une transformation radicale de notre société.

LE RAPPORT AUX VALEURS

On a vu que, au lendemain des attentats du 13 novembre, le dilemme moral et le trouble psychologique concernant l'adaptation de notre modèle républicain à la situation nouvelle créée par ces événements ont gagné bon nombre de nos concitoyens. Or, de nombreux signes indiquent que notre société est déjà concrètement en train de se transformer sur le plan sécuritaire pour faire face au règne de la menace. Si l'on ne peut parler d'une « israélisation » de la société française, de nombreuses décisions prises par des acteurs publics et privés ces derniers mois vont dans le sens d'un « durcissement » de nos dispositifs de sécurité, pour reprendre un terme cher aux militaires.

- Dans les jours qui ont suivi les attentats, les sociétés de gardiennage et de sécurité ont vu leur activité bondir de 30 %. Grandes surfaces, société de transports en commun, lieux de spectacles ou encore sites industriels, tous ont subitement éprouvé la nécessité de disposer de vigiles et d'agents de sécurité.
- Le 20 décembre, la SNCF a installé des portiques de sécurité filtrant l'accès aux quais d'embarquement du Thalys.
- Le 6 janvier, un arrêté du *Journal officiel* indique que, dans le cadre de l'état d'urgence, tout fonctionnaire de police pourra désormais porter son arme en permanence, même hors de ses heures de service.

- Au cours du mois de janvier, le gouvernement a présenté son projet de réforme de la procédure pénale, dans laquelle l'article 20 modifiait les règles d'« ouverture du feu » pour les policiers afin de les aligner sur celles des gendarmes. Concrètement, l'usage d'une arme, jusque-là restreint à la seule légitime défense pour les policiers, va être élargi. Cette mesure, comme la précédente, correspond à une revendication ancienne des syndicats policiers. Le contexte terroriste aura subitement eu raison des réticences du législateur.
- Le 29 février, dans le cadre d'une conférence de presse, Bernard Cazeneuve annonce que les équipages de la BAC parisienne ont été dotés de 200 fusils d'assaut, afin que ces fonctionnaires, amenés à intervenir en premier face à des terroristes, puissent disposer d'une puissance de feu équivalente à celle des assaillants. Pour mémoire, à la suite du décès d'un policier victime d'un tir de kalachnikov lors d'une course-poursuite avec des braqueurs en novembre 2011, Nicolas Sarkozy avait annoncé que la BAC se verrait dotée de fusils à pompe. L'argument avancé était également de pouvoir riposter de manière adaptée. Mais force est de constater que, en termes de puissance de feu fournie aux équipages de police, une étape supplémentaire a été franchie.
- Le 4 mars, *Le Figaro* indique que le gouvernement réfléchit sérieusement à la possibilité d'armer certains vigiles en charge de la surveillance de sites sensibles, à l'instar des convoyeurs de fonds. Ils deviendraient alors des « agents de sécurité renforcée ». Un haut responsable du ministère cité par le journal déclare : « Il a bien fallu réfléchir au cadre juridique, car le précédent de "Charlie" nous met depuis lors devant le fait accompli. » Ces propos traduisent bien le fait que les attentats ont changé la donne en profondeur. Cette situation s'impose désormais à tous et implique de s'affranchir d'un certain nombre de réserves « morales » qui prévalaient jusqu'à présent. On peut penser que ce processus sera poussé plus loin si une troisième série d'attaques a lieu.

Ces décisions sont loin d'être anodines. Mais la survenue en France, dans les prochains mois, d'un troisième attentat ou d'une série d'attentats, même d'une gravité moindre que celle des attentats du 13 novembre, pourrait en appeler de beaucoup plus déchirantes. 70 % de

nos concitoyens pensent en effet que « la société française serait alors contrainte de remettre en question certaines de ses valeurs et certains de ses principes (ouverture, tolérance, respect de la vie privée, etc.) pour faire face à cette situation nouvelle ». 26 % approuvent même tout à fait cette idée et 44 % « plutôt ». L'adhésion est nettement plus forte à droite et à l'extrême droite, avec des scores quasi similaires de 84 % parmi les sympathisants Les Républicains, dont 40 % « tout à fait d'accord », et de 88 % au FN, avec 44 % « tout à fait d'accord », signe d'une convergence des deux électorats sur cette question de la réponse à la menace islamiste.

Mais on constate tout de même que 55 % des sympathisants de gauche se résigneraient aussi à une remise en question de nos valeurs sous la pression de la menace djihadiste. Les milieux populaires (ouvriers et employés) y seraient massivement favorables à hauteur de 76%, les classes moyennes également très largement (67 %) et la « raison républicaine » résisterait davantage parmi les cadres supérieurs et les professions libérales. Mais, même dans cette catégorie qui constitue l'élément le plus solide et le plus fiable de notre rempart, la digue pourrait être ébranlée puisque 57 % de ses membres accepteraient une remise en question de nos valeurs et principes¹⁶⁰.

160. Sondage Ifop pour Atlantico réalisé par Internet du 2 au 4 mars 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 003 personnes.

ANNEXE

Composition du panel

Pour la partie qualitative de cette étude, nous avons réalisé 15 entretiens spécifiques d'une durée d'environ deux heures chacun. Ils ont été conduits en s'attachant, non à l'opinion des personnes interrogées, mais aux raisonnements qu'elles mettent en avant. Cette approche nous permet d'identifier des régularités qui se vérifient au-delà de notre panel. Ces régularités forment des leviers qui nous permettent d'interpréter les sondages quantitatifs.

La numérotation de 1 à 13 renvoie aux numéros indiqués dans les verbatims des personnes interrogées.

- (1) Femme, biologiste chercheuse, 45 ans, résidant à Paris.
- (2) Homme, responsable marketing dans l'industrie, 39 ans, résidant à Paris.
- (3) Femme, expert-comptable, 52 ans, résidant à Tours.
- (4) Homme, responsable clientèle dans le secteur bancaire, 38 ans, résidant à Lille.
- (5) Femme, universitaire, 42 ans, résidant à Montpellier.
- (6) Homme, entrepreneur dans une PME, 37 ans, résidant à Tours.
- (7) Femme, dirigeante de PME, 56 ans, résidant à Tours.
- (8) Femme, cadre RH dans la distribution, 40 ans, résidant à Paris.
- (9) Femme, médecin hospitalier, 48 ans, résidant à Lille.
- (10) Homme, expert-comptable, 49 ans, résidant à Paris.
- (11) Femme, gérante d'une enseigne de vêtements, 38 ans, résidant à Montpellier.
- (12) Homme, cadre supérieur dans les assurances, 54 ans, résidant à Paris.
- (13) Homme, manager d'équipe dans une entreprise publique, 35 ans, résidant à Montpellier.

Si leurs propos n'ont pas été restitués dans cet essai, ont été également interrogés :

- un cadre dans une entreprise publique, 42 ans, résidant à Lille,
- une responsable de clientèle, 35 ans, résidant à Paris.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Un bruit de fond qui devient entêtant	9
Une année particulière	9
Du 7 janvier au 12 novembre	17
Le 13 novembre	23
Ce que le 13 novembre et les jours suivants ont révélé	35
Après le 13 novembre : le bruit de fond islamiste continue de saturer les esprits et l'actualité	77
Le rempart mis à l'épreuve	93
Des fissures apparaissent... ..	94
Mais le rempart résiste	106
Trouble républicain	115
Terrorisme et état de guerre	115
L'islam en question	129
Dilemmes personnels et communauté du trouble	131
Menace et risque	138
La logique d'une troisième série d'attentats : répétition de la deuxième ou basculement dans une nouvelle séquence ?	146
Conclusion : l'inflexion sécuritaire	153
<i>Annexe : composition du panel</i>	163

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-092-2

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès
et de la Fondation européenne d'études progressistes,
avec le soutien du Parlement européen



Parlement européen

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR

AVRIL 2016

2015, année terroriste

La France sous la menace

Janvier : *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher. Novembre : le Bataclan, les terrasses parisiennes, le Stade de France. Entre-temps, nombre d'attentats déjoués et une actualité qui renvoie inlassablement au terrorisme. En cette année jalonnée d'événements tragiques, les Français ont réalisé que la menace pouvait émaner de notre territoire, frapper n'importe qui et n'importe où, devenir permanente et non plus sporadique.

Dans cet essai stimulant, nourri de données quantitatives et d'entretiens approfondis, Jérôme Fourquet et Alain Mergier s'attachent à comprendre comment cette menace est vécue, en particulier par les cadres et professions libérales qui traditionnellement constituent un rempart républicain face à l'idéologie frontiste. Jusqu'où tiendra-t-il ? Résistera-t-il à une troisième vague d'attentats ?

Jérôme Fourquet est directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprise » de l'Ifop.

Alain Mergier est sémiologue, sociologue et consultant.

Cet essai s'inscrit dans le prolongement de leur précédente réflexion, *Janvier 2015 : Le catalyseur*, publiée également à la Fondation Jean-Jaurès, où les auteurs s'interrogeaient sur la tentation populiste après « Charlie ».

10 euros



FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès